

Proche-Orient : l'argent et la paix

L'ARGENT, « nerf de la guerre », peut-il favoriser la paix au Proche-Orient ? Tel semble l'avis de l'administration Bush, engagée, de ce fait, dans une épreuve de force d'un type nouveau avec son turbulent allié israélien. Dans le passé, les dirigeants américains s'étaient toujours gardés d'utiliser l'arme financière pour amener Jérusalem à moins d'intransigeance, d'autant qu'ils savaient le Congrès - gardien des cordons de la bourse - largement acquis à la cause d'Israël. MM. Bush et Baker, qui n'ont pas les mêmes scrupules envers l'Etat juif, brisent aujourd'hui ce vieux tabou.

L'affaire dure depuis plusieurs mois. Pour installer les quelque deux cent mille juifs soviétiques arrivés en Israël depuis un an et demi, le gouvernement de M. Shamir a besoin de beaucoup d'argent. Il sollicite donc la garantie de l'administration fédérale pour pouvoir emprunter 10 milliards de dollars à des conditions préférentielles auprès des banques privées américaines.

A WASHINGTON, on traîne ouvertement les pieds. Le gouvernement américain redoute en effet que ce « cadeau » à Israël n'indispose le monde arabe au point de compromettre la tenue de la conférence de paix prévue pour octobre. Il s'estime d'autant moins en mesure de « faire avaler » les 10 milliards aux Arabes qu'il n'a jamais pu obtenir de Jérusalem l'assurance que cette somme ne servirait pas à développer les implantations dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

A deux reprises déjà, M. Baker avait prié M. Shamir de « reporter » sa requête. Peine perdue : l'ambassadeur israélien à Washington a déposé vendredi en bonne et due forme la demande d'assistance financière de son pays. Quelques heures plus tard, M. Bush s'était pourtant lui-même lancé dans la bataille, en annonçant, dans une allocution télévisée, qu'il demanderait à chaque élu du Congrès de « retarder de cent vingt jours » l'examen de la requête israélienne. Et, pour que tout soit bien clair, il a affirmé « prendre cette affaire très à cœur » et s'est dit prêt à « se battre », « car c'est ce que veut le peuple américain ».

ENTRE Jérusalem et Washington, l'affrontement paraît donc inévitable. Surveillé de près par les « durs » du Likoud, M. Shamir n'a guère de liberté de manœuvre. Céder à Washington sur ce dossier - font valoir M. Sharon et ses amis - serait un grave précédent, de mauvais augure avant la conférence de paix. L'argumentaire de la droite israélienne tient en une phrase : aucun « alié » ne doit être établi entre l'aide aux juifs soviétiques, affaire « strictement humanitaire », et le règlement du conflit proche-oriental.

Mais c'est précisément ce « alié » que MM. Bush et Baker veulent introduire. Chacun campe donc fermement sur ses positions. M. Shamir, qui estime ne rien avoir à perdre, compte sur le lobby pro-israélien au Congrès, dûment mobilisé, pour emporter l'ultime décision. Si Jérusalem compte jouer le Congrès contre la Maison-Blanche - ce qui lui a parfois réussi - la partie paraît plus mal engagée que par le passé, nombre d'élus, fussent-ils « amis d'Israël », ayant fait savoir qu'ils soutiendraient M. Bush. L'Etat juif aurait-il, pour une fois, surestimé sa capacité de manœuvre à Washington ?

M0146 - 0909 0 - 6.00 F



Alors que les combats se poursuivent en Croatie

Les Douze et les dirigeants yougoslaves à la recherche d'un compromis à La Haye

Les ministres des affaires étrangères des pays membres de la Communauté européenne s'efforcent, samedi 7 septembre, d'obtenir des dirigeants yougoslaves réunis avec eux à La Haye sous la présidence de lord Carrington un engagement ferme en faveur d'un règlement pacifique de la crise que traverse leur pays. Ils devaient à cette fin soumettre aux présidents des six Républiques et aux repré-

sentants de la présidence fédérale un texte qu'ils ont mis au point vendredi à Bruxelles. A Belgrade, les membres de la présidence fédérale n'ont pu se mettre d'accord sur la désignation de deux personnalités yougoslaves devant participer à la commission d'arbitrage proposée par la CEE. Les combats se poursuivent d'autre part en plusieurs points de la Croatie.

Le Kosovo ou la peur de l'oubli

Cette province, dépendante de la Serbie mais peuplée en majorité d'Albanais redoute d'être la laissée-pour-compte d'un démembrement de la Fédération

PRISTINA (Kosovo)
de notre envoyé spécial

Les Albanais du Kosovo ne veulent pas être les oubliés de l'histoire, les laissés-pour-compte du démembrement de la Yougoslavie. Ils forment près de 90 % de la population d'une province incluse dans la Serbie, et qui a joui d'une grande autonomie jusqu'à ce que les autorités serbes la réduisent considérablement, puis prennent les rênes du pouvoir à partir de 1989. Et ils réclament une place à la conférence de La Haye ou du moins que leurs revendications soient prises en compte, à savoir l'obtention d'un statut de République (yougoslave) à part entière - ce que Belgrade refuse catégoriquement - à défaut de quoi ils militeront pour leur rattachement à l'Albanie.

« Il ne nous est plus possible de vivre avec la Serbie, de n'être qu'une minorité, alors que nous sommes le troisième peuple de

Yougoslavie après les Serbes et les Croates », martèle M. Mahmut Bakalli, l'une des principales personnalités albanaises du Kosovo. Pour celui qui fut pendant dix ans - de 1971 à 1981 - chef du Parti communiste du Kosovo, l'alternative est claire : ou cette région autonome acquiert le statut de République avec tous les attributs qui en découlent, ou « le Kosovo soutiendra le problème de l'unification de tout le peuple albanais, de Yougoslavie et d'Albanie ». Plus directement, et bien que cet ancien proche collaborateur de Tito se montre réticent à utiliser

Lire aussi

La Communauté tente
de lancer son processus
de paix

par JEAN DE LA GUÉRIÈRE
page 5

le terme de « rattachement », les leaders politiques albanais du Kosovo entendent bien agiter le spectre d'une réunification avec l'Albanie. Président du principal parti de la région, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), M. Ibrahim Rugova, est on ne peut plus clair : « Si aucune solution n'est trouvée à La Haye au problème du Kosovo, la seule issue sera pour nous la réunification avec l'Albanie ». Bien qu'il assure garder l'espoir de voir les Albanais représentés à La Haye autrement que par le représentant du Kosovo à la présidence collégiale yougoslave - considéré comme une « marionnette » des Serbes - M. Rugova ne se fait guère d'illusions. Il souligne que « l'Europe a jusqu'ici ignoré tous les appels » en faveur d'une véritable représentation albanaise et déplore qu'elle se cantonne dans une « diplomatie secrète ».

YVES HELLER
Lire la suite page 5

Après la reconnaissance de l'indépendance des pays baltes

La Géorgie se déclare prête à rompre avec Moscou

Alors que la Géorgie faisait savoir, samedi 7 septembre, qu'elle voulait rompre les ponts avec l'URSS car son indépendance n'avait pas été reconnue, la reconnaissance, la veille, de l'indépendance des trois Républiques baltes par Moscou était accueillie avec satisfaction par les populations concernées. Le Japon, puis la Chine, ont à leur tour reconnu les trois nouveaux Etats. Le même jour, d'autre part, le président du Parlement de Russie a autorisé, par décret, Leningrad à redevenir Saint-Petersbourg.



Lire

- Leningrad est redevenue Saint-Petersbourg
- « Tu te souviens de cette histoire sur Lénine... ? » par JOSÉ-ALAIN FRALON
- La Géorgie veut rompre avec l'URSS
- Pays baltes : de l'indépendance « proclamée » à l'indépendance « reconnue »
- M. Béréguovoy s'informe sur l'avenir économique de l'Union par ERIK IZRAELWICZ

pages 3, 4 et 18

CHEZ LES PEINTRES

Le solitaire

Dans son atelier de Sète, Pierre Soulages affirme ne se soucier ni des modes ni des écoles

par Philippe Dagen

Sur la terrasse, impossible de ne pas se reciter :
Ce toit tranquille, où marchent
des colombes,
Entre les pins palpite, entre les
tombeaux...

Car la mer est en dessous de la maison, au bas de la pente que masque le feuillage des pins. Impossible d'autant que le Cimetière marin, le vrai, est à deux pas, derrière une haie d'épineux et un mur de pierre. On ne l'aperçoit que de la route, champ de tombes blanches. De la maison, on ne voit que le ciel, la Méditerranée et des tourterelles.

Midi le juste y compose de feux
La mer, la mer toujours recommencée.

Pierre Soulages attend sans impatience que son visiteur ait épuisé le plaisir de la réminiscence littéraire. Il précise cependant qu'en dépit des apparences, Valéry n'est pas de ses poètes d'élection. Agrippa d'Aubigné, Mallarmé et Lautréamont lui sont plus précieux. S'il passe ses étés à Sète, ce n'est pas par révérence pour l'auteur de *Charmes*. Il y a plus de trente ans, comme il cherchait un endroit où peindre sur la côte languedocienne, on lui a proposé une bâtisse à tourelle crénelée et fenêtres mauresques façon station

thermale fin de siècle, laide et malcommode mais merveilleusement à l'écart au-dessus du golfe. Il l'a achetée et détruite.

A la place, il a conçu et construit sa maison et son atelier de plain-pied, volumes simples et réguliers au flanc de la colline reliés entre eux par une allée-balcon. Une comparaison vient à l'esprit : Soulages est parvenu à insérer murs et toits plats entre les troncs et dans la pente avec autant d'adresse que Frank Lloyd Wright quand il réussit à bâtir une villa sur une cascade sans en détourner le cours.

A Sète, la terrasse est percée d'un trou : un pin monumental poussait là. L'architecture s'est construite comme autour de lui et dans son ombre. Elle s'est conformée avec autant de souplesse aux lois qui régissent les changements de la lumière et la circulation de la brise. Angles d'ombre et courants d'air ont été ménagés de manière à défendre les habitants contre la féroce du soleil. Les murs sont blancs, le sol d'ardoise noire et toutes les pièces ouvertes sur le jardin. Etrange et savant jardin : mi-rocaillie mi-pinède, il n'a pas été composé avec moins de soin que la villa. Les arbres en ont été plantés de manière à obtenir des alternances de feuillages de densités et de tonalités différentes.

Lire la suite page 9

M. Michel Noir dénonce
l'usage « irrationnel »
de la voiture individuelle

Alors qu'une nouvelle ligne de métro s'ouvre à Lyon, la communauté urbaine et le département du Rhône ont choisi de privilégier les transports en commun. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Michel Noir, maire de Lyon, explique sa philosophie d'une « écologie urbaine » qui le conduit à partir en guerre contre l'usage « irrationnel » de la voiture individuelle. L'objectif est que, en l'an 2000, 32 % des déplacements dans l'agglomération lyonnaise soient assurés par les transports en commun, contre 22 % actuellement.

Lire page 15 l'entretien
recueilli par ALAIN FAUJAS
et dans notre supplément :

- Le métro de Lyon s'arrêtera à Fourvière par GÉRARD BUÉTAS
- Lumières sur béton par BERNADETTE BOST

pages 11 à 13
« Le grand jury RTL -
le Monde »
M. Fedorovski invité dimanche
à 18 h 30.
Le sommaire complet se trouve page 18

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

هكذا من الأصل

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE LAFAYETTE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 205.905 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-François-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 464-34-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Imprimerie
du « Monde »
M. Guesbroug
9552 IVRY CEDEX
1990

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 137
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-28-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS CEE	AUTRES PAYS valeur monnaie CEE
3 mois	460 F	571 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 500 F	2 066 F	2 900 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris (P) 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Gailly
directeur de la gestion
Maurice Loubert
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombant
Robert Solé
(indiqués au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(éditeur
des relations internationales)

Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauvet (1989-1992)
André Laisant (1989-1990)
André Fontaine (1990-1991)

DATES

Il y a quinze ans

La mort de Mao Zedong

POUR plusieurs raisons, cet automne pékinois ne mérite nullement la réputation qu'a cette saison, d'ordinaire brève mais d'une douceur incomparable, dans la capitale de l'Empire du Milieu. Le ciel est peut-être, comme tous les ans, limpide, la terre arrosée d'un soleil qui a perdu sa violence sauvage de l'été, caressée d'une brise généreuse, mais les Pékinois n'y songent guère. L'atmosphère est, cette année-là - 1976 - positivement irrespirable.

Depuis le 28 juillet, Pékin vit dans la hantise du souvenir du tremblement de terre qui, ce jour-là, a tué des centaines de milliers de personnes à Tangshan, une ville minière située à une centaine de kilomètres à l'est. Un séisme d'une violence comme la Chine n'en a guère connu au cours de son histoire. Une secousse qui, pour n'avoir pas causé trop de démolitions dans la capitale, n'en a pas moins jeté les Pékinois hors de leurs habitations. En hâte, la population a édifié, à l'aide de briques et de planches, des dizaines de centaines de milliers d'abris de fortune au pied des immeubles que le séisme a lézardés. Les grandes avenues, que le régime communiste aime à voir dégagées de tout le capharnaüm pouvant évoquer les images anciennes d'une Chine capitaliste, ont pris l'allure d'un camp de réfugiés. Le soir, sur un petit tabouret au pas de la porte, les mères recourent, les vieux fument, les bruits de vaisselle tintent tandis que s'estompe la touffeur de la journée. Mais il n'y a ni soulagement ni relâchement dans l'air. Plutôt un indéfinissable mal d'être, épais, oppressant, qui pèse sur les mots, les conversations, ferme les visages.

Car, à y regarder de près, est-ce bien la terre qui est fâchée ? N'est-ce pas plutôt - le ciel ? Les signaux qu'envoie le pouvoir à la population tendraient à le confirmer. Certes, les Chinois ont, depuis des années, l'habitude de voir le régime politiser à l'extrême les plus insignifiants détails de la vie humaine. Mais les limites leur paraissent décemment franchies lorsqu'ils doivent ingurgiter, en cette période de grande souffrance humaine, des éditoriaux comme celui que leur a infligé le *Quotidien du peuple*, organe du Parti communiste, le 11 août : « Approfondir la critique de Deng Xiaoping et combattre les séquelles du stérisme ». Dans cet ordre de priorités...

Critiquer Deng Xiaoping

Deng Xiaoping, certes, on le critique, puisqu'il paraît qu'il le faut. Ce « chien couchant » de la réaction déguisée en communiste, ce « plus grand responsable du parti engagé dans la voie capitaliste et non repenti » qui aurait bien voulu, dit-on en haut lieu, vendre la Chine aux intérêts des impérialistes, brader la dignité nationale, voire, que n'imagineraient-on pas, laisser le colonialisme se réimplanter en terre chinoise... Mais qu'est-ce que cela peut avoir à voir avec les séquelles du stérisme ?

Pourtant, c'est ainsi que sont les choses. Qu'y faire, en ces jours de 1976 ? Même pas rêver qu'elles soient autrement. Et sûrement pas rêver que dans quinze ans, le même Deng Xiaoping serait, comme aujourd'hui le président Mao, en train de disparaître de la société des vivants, tandis qu'une nouvelle fois le ciel s'emporterait contre la Chine, déversant sur elle le malheur des « inondations du siècle », autre punition céleste injustement infligée à la population pour les errements de ses gouvernants.

Car si personne ne le dit à haute voix, tout le monde sait bien, au fond, que le séisme, la campagne politique contre « Deng le Puant » et quantité d'autres aberrations qui se succèdent pour malmenier l'Harmonie universelle, sont parties intégrantes d'un drame politique dont l'intrigue principale se déroule autour de la mort inéluctable du Grand Timonier, celui qu'on a pris l'habitude de considérer comme étant, à la

façon des Fils du Ciel de jadis, en rapport avec les forces cosmiques. Mao va mourir. Chacun le sait. La question, c'est quand ? Et aussi, après, quoi ?

Va-t-il laisser au pouvoir cet inconnu qu'il vient de faire nommer à la tête du gouvernement, ce Hua Guofeng à l'accent de paysan épais comme une charrie, et dont on ne sait trop d'où il sort si ce n'est des services de renseignement très spéciaux de l'appareil communiste ? Ou bien l'un de ces arrivistes qui entourent Jiang Qing,

qui ne font l'Histoire que pour pouvoir la défaire. Ce Deng Xiaoping n'est qu'un apparatchik, et il a montré depuis longtemps qu'il a la différence de la plupart des compagnons de route de Mao il ne craignait pas de lui désobéir en coulisses. Qu'importe que la population préfère, apparemment, un homme comme Deng à certains des idéologues shanghaïens qui sont montés à la tête du régime à la faveur des troubles incessants survenus depuis dix ans. Mao sait bien, inconsciemment, que la Chine est fatiguée de tels troubles, qu'elle aspire à une période de repos, que la « révolution », telle qu'il l'imagine, ce brassage permanent des choses, des gens, des appareils, au nom de sa personne, ce perpétuel bouleversement seul propre à satisfaire son gigantesque ego, ce n'est pas exactement ce que demande le pays pour le moment. Mais que Deng en arrive à pouvoir lui succéder, non, pas question ! Dès la fin janvier, Mao a fait un choix : ce sera le policier au profil de paysan, Hua Guofeng, qui prendra la succession de Zhou. Sa nomination au poste de premier ministre par intérim est annoncée le 7 février. Deng prononce l'éloge du défunt premier mandarin rouge le 15 février, puis disparaît.



Derrière la catafalque où repose Mao Zedong, les principaux dirigeants du régime - dont sa femme, Jiang Qing (en noir).

ment, que la Chine est fatiguée de tels troubles, qu'elle aspire à une période de repos, que la « révolution », telle qu'il l'imagine, ce brassage permanent des choses, des gens, des appareils, au nom de sa personne, ce perpétuel bouleversement seul propre à satisfaire son gigantesque ego, ce n'est pas exactement ce que demande le pays pour le moment. Mais que Deng en arrive à pouvoir lui succéder, non, pas question ! Dès la fin janvier, Mao a fait un choix : ce sera le policier au profil de paysan, Hua Guofeng, qui prendra la succession de Zhou. Sa nomination au poste de premier ministre par intérim est annoncée le 7 février. Deng prononce l'éloge du défunt premier mandarin rouge le 15 février, puis disparaît.

S'ensuit une guerre civile larvée, accompagnée de toutes les manifestations traditionnelles de l'ère des dieux. Une pluie de météorites dans le nord-est le 8 mars. Une première émeute en plein cœur de l'empire, place Tiananmen, le 5 avril. L'émeute paraît profiter aux gauchistes de Jiang Qing, et Hua Guofeng ramasse la mise en se faisant confirmer premier ministre. Deng Xiaoping est formellement destitué. En fait, l'épisode porte un coup fatal au règne du Grand Timonier. Le 29 mai, la terre tremble dans la province du Sud ouïgoux, le Yunnan. Les heures de lucidité de Mao se raréfient. Les derniers visiteurs à l'avoir vu ont décrit un homme au bord du coma, aux propos incompréhensibles. Le 15 juin, la décision est annoncée qu'il ne rencontrera plus personne, sous prétexte qu'il est trop occupé. L'empire continuera de dériver jusqu'à son dernier souffle.

Le ciel continue de frapper. Le 6 juillet, il arrache à ses pairs le maréchal Zhu De, héros plus grand que nature de la légende communiste, l'homme avec qui Mao ne s'est jamais disputé. Le 28 juillet, il écrase Tangshan. Le 16 août, la terre tremble encore dans la province des Quatre-Rivières (Sichuan). Mao glisse dans la pénombre, gagne l'antichambre de la mort, mais on se sert encore de lui. Au nom de ses idéaux, de sa lutte des classes, le régime lance appel sur appel à dénoncer Deng Xiaoping, à propos de tout et d'importe quoi. Ainsi, une jolie perle, en exergue à l'annonce du lancement d'un nouveau satellite artificiel : « Prendre la lutte des classes

comme axe et la critique de Deng Xiaoping comme force motrice ». De l'idéologie comme combustible dans l'industrie spatiale...

Le 9 septembre, le bruit filtre dès le matin à Pékin qu'une annonce importante - que peut-il y avoir de plus important que l'état de santé de Mao ? - sera diffusée à 16 heures. Certains, déjà, savent et ne sont guère surpris quand tombe la dépêche fatidique sur les téléscripteurs de l'agence Chine

nie, et déjà la suite des événements s'annonce pour ceux qui lisent entre les lignes du discours officiel : le successeur désigné « oublie » de faire figurer dans son discours la formule « procéder suivant l'orientation établie », cri de ralliement des gauchistes de Jiang Qing pour poursuivre leur guerre contre Deng Xiaoping.

Dans la nuit du 6 au 7 octobre, une opération chirurgicale bien menée, modèle de putsch en régime communiste, conduit

nouvelle : « A l'intention de tout le parti, de toute l'armée, de tout le peuple, multinational à travers le pays ; l'estime et aime grand leader de notre parti, de notre armée et du peuple multinational de notre pays, grand enseignant du prolétariat international et des nations et des peuples opprimés, président du comité central du Parti communiste chinois, le camarade Mao Zedong, s'est éteint à 0 heure 10 minutes, le 9 septembre 1976 du fait d'une aggrégation de sa maladie et en dépit des multiples traitements médicaux méticuleux qu'il fut tombé malade. »

... un putsch d'octobre

On pense que Mao a succombé à plusieurs crises cardiaques venant s'ajouter à la maladie de Parkinson. Son portrait, place Tiananmen, est orné de crêpe noir. A partir du 11 septembre, sa dépouille mortelle est offerte au recueillement des apparatchiks, des citoyens méritants et des diplomates et visiteurs étrangers au Palais du peuple. Le 18, Hua Guofeng prononce l'éloge funèbre au cours d'une gigantesque cérémonie.

en prison la veuve du Grand Timonier et ses trois collaborateurs de choc nitro-maoïstes, Wang Hongwen, Zhang Chunqiao et Yao Wenyuan. Deng Xiaoping mettra moins d'un an à revenir au pouvoir, et guère plus de deux ans à diminuer Hua Guofeng. Tout en lançant la Chine sur une trajectoire contraire à celle du Grand Timonier, lui-même refusera toujours, par la suite, selon ses propres mots, de faire à Mao « ce que Khrouchchev fit à Staline ». Selon l'infirmité qui assista aux dernières heures de Mao Zedong, il s'éteignit peu après avoir demandé qu'on lui apportât un livre de l'ancien premier ministre japonais Takeo Miki, dont il ne put lire, avant de tomber inconscient, que quelques pages. Se peut-il qu'il ait compris que sa mégalomanie avait mené la Chine, au contraire du Soleil levant, à son crépuscule ?

FRANCIS DERON

(1) Voir le passionnant portrait de Mao dressé par son gendre du corps Quian Yanchi, *Mao intime*, intelligemment traduit du chinois par Roger Darrobers, Éditions du Rocher, BP 521, MC 98015 Monaco Cedex.

Et puis la situation s'améliora. Juste avant onze heures, le gosse ramassa un pot de trois mille dollars grâce à des as et des reines, et pendant une heure, il mena un train d'enfer, gagnant trois jeux sur quatre...

Paul Auster
LA MUSIQUE
DU HASARD

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BOEUF

UN ROMAN OÙ LE HASARD
MÈNE, TAMBOUR BATTANT,
LA DANSE DU DESTIN

ACTES
SUD

هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIETIQUE

Après la décision du Conseil d'Etat

Satisfaction tranquille dans les pays baltes

Perçue comme inévitable depuis l'écroulement du système soviétique, la décision historique du Conseil d'Etat, le nouvel organe fédéral au Kremlin, de reconnaître l'indépendance de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie, a été accueillie, vendredi 6 septembre, avec une satisfaction tranquille par les Baltes. Conscients du défi qu'ils doivent maintenant relever, ils se préparent aux négociations économiques, politiques et militaires qui doivent enfin s'ouvrir avec Moscou. Aucune euphorie particulière dans ces Républiques n'a salué cette décision, que le Conseil d'Etat, réuni vendredi pour la première fois sous la présidence de M. Gorbatchev, a prise en moins d'une demi-heure, à l'unanimité des dix dirigeants de République qui étaient présents. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Boris Pankine, a déclaré, lors d'une conférence de presse à Moscou, qu'à présent, « nous allons conduire des négociations » concernant les aspects pratiques de l'indépendance, dans les domaines économique, humanitaire et de la défense, sur le statut des troupes soviétiques stationnées dans ces Républiques, dont les dirigeants baltes ont demandé le retrait. De nouvelles délégations doivent être formées, qui comprendront, du côté du pouvoir fédéral, des représentants des Républiques de Russie et de Biélorussie, frontalières des Républiques baltes, a-t-il précisé.

M. Pankine a déclaré que l'Union soviétique soutient les demandes d'adhésion des pays baltes à l'ONU et à la CSCE, estimant que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie allaient participer « comme membres à part entière » à la prochaine réunion de la CSCE sur le thème de la dimension humaine, qui s'ouvrira cette semaine à Moscou.

Le président de l'Estonie, M. Edgar Savisaar, qui avait fait une apparition surprise vendredi au Conseil d'Etat, a déclaré par la suite à la radio estonienne qu'une résolution séparée avait été adoptée pour chaque République balte. « En définitive, a-t-il dit, M. Gorbatchev m'a félicité, moi et l'Estonie tout entière. Il nous a souhaité tout le succès et le bonheur possi-

bles, après ce plusieurs membres du Conseil d'Etat ont fait de même. » Le président lituanien Vytautas Landsbergis, qui recevait un émissaire de Washington au Parlement de Vilnius, a déclaré pour sa part que la décision du Conseil d'Etat était « très bienvenue » et « positive », en insistant sur la priorité à donner au retrait des forces soviétiques. Le président de Lettonie, M. Anatoli Gorbunov, a évoqué de son côté le « triomphe de la justice historique », alors qu'un rapport litton estime à 63 milliards de roubles les pertes de la République vis-à-vis de Moscou.

Examen « en commun » des questions de défense

M. Savisaar, le président estonien, a encore souligné que lors de la délibération au Conseil d'Etat sur les résolutions, le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaev, avait accordé un « soutien considérable » aux pays baltes en proposant de ne pas exiger de leur part l'application de la loi sur la sortie de l'URSS, votée en 1990 et imposant des conditions réductrices que les Baltes ont toujours refusées. M. Savisaar a aussi évoqué le soutien des dirigeants ukrainien, biélorusse et kirgize. Le président du Soviet suprême de Géorgie, présent à la réunion, a demandé que soit reconnue l'indépendance de sa République, mais devant la refus du Conseil d'examiner sa demande, a quitté le Conseil.

La deuxième initiative de ce Conseil, dictée par le mécontentement dans une partie des forces armées, fut d'augmenter les soldes des militaires. Le ministre de la Défense soviétique, le maréchal Chapochnikov a indiqué à l'issue de la séance qu'un comité pour la réforme militaire serait institué auprès du Conseil d'Etat.

M. Grigor'ev, vice-président du Comité économique de l'URSS, était également présent. Il a déclaré qu'il avait fait une communication sur le projet de traité sur l'union économique. Le Conseil d'Etat a examiné aussi les problèmes relatifs à l'aide étrangère et à la coopération avec l'Occident. (AFP, Reuters, AP)

De l'indépendance « proclamée » à l'indépendance « reconnue »

1990

1 mars. - Le Parlement lituanien proclame l'indépendance de la République.

18 avril. - Moscou interromp ses livraisons de pétrole à la Lituanie.

4 mai. - Le Parlement letton annonce une approche par étapes de l'indépendance.

29 juin. - La Lituanie vote la suspension de sa déclaration d'indépendance pour permettre des discussions avec Moscou.

2 juillet. - Le gouvernement soviétique lève les sanctions.

7 août. - Le Parlement d'Estonie adopte une déclaration de souveraineté.

7 janvier. - Le Kremlin autorise le recours à l'armée pour faire res-

pecter la conscription dans les Républiques.

10 janvier. - M. Gorbatchev menace la Lituanie de passer sous administration directe de Moscou si elle ne se conforme pas à la législation soviétique. Des parachutistes sont envoyés dans la République.

13 janvier. - Au moins treize personnes sont tuées et plus de cent blessées lors de l'occupation par l'armée soviétique de la télévision de Vilnius. Un « comité de salut national » constitué de responsables anti-indépendantistes prétend assumer tous les pouvoirs.

20 janvier. - Quatre personnes au moins sont tuées et neuf blessées par l'intervention des « bérés noirs » soviétiques au ministère l'Intérieur à Riga.

22 janvier. - M. Gorbatchev

declare qu'une enquête est ouverte sur les interventions armées dans les pays baltes. Il réclame l'abrogation des lois adoptées par les Parlements des trois Républiques en violation de la Constitution soviétique.

9 février. - Par un référendum déclaré illégal par M. Gorbatchev, les Litoniens votent à une large majorité le rétablissement de l'indépendance.

17 mars. - Les pays baltes boycottent un référendum sur l'Union organisé par Moscou.

29 juillet. - MM. Eltsine et Landsbergis, les présidents de Russie et de Lituanie, signent un pacte d'amitié qui reconnaît la Lituanie comme Etat souverain.

31 juillet. - Six gardes litoniens sont tués et deux sérieusement blessés lors d'un raid contre un

poste douanier à Medininkai, à la frontière avec la Biélorussie.

20 août. - A la suite du coup d'Etat de Moscou, l'Estonie déclare son indépendance totale et immédiate.

21 août. - La Lettonie déclare son indépendance.

22 août. - Le Parlement lituanien interdit le Parti communiste et confisque ses biens.

31 août. - Les « bérés noirs » soviétiques quittent Riga.

3 septembre. - L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, parrainées par la France et la Grande-Bretagne, demandent formellement leur adhésion aux Nations unies.

6 septembre. - Le Conseil d'Etat, nouvelle instance fédérale constituée la veille à Moscou, reconnaît l'indépendance des pays baltes.

Les trois Républiques

LA LITUANIE est, avec une superficie de 65 200 km², la plus étendue des trois Républiques baltes. Elle compte 3,7 millions d'habitants, dont 80 % de Litoniens, les 20 % restant étant essentiellement d'origine russe et polonaise. Proclamée République indépendante après l'effondrement de l'empire russe, en 1918, elle est presque aussitôt envahie par l'Armée rouge, puis par la Pologne. Occupée par les Allemands en 1939, la Lituanie est annexée par l'URSS en août 1940, puis de nouveau occupée par les troupes nazies de 1941 à 1944, qui capitulent devant les Soviétiques en septembre 1944.

La Lituanie s'est déclarée indépendante le 11 mars 1990. Son président est M. Vytautas Landsbergis.

L'ESTONIE est la plus petite (45 000 km²) et la moins peuplée des Républiques baltes (1,5 million d'habitants, dont 60 % d'Estoniens). L'Estonie a fait partie de l'empire russe jusqu'au 12 avril 1917, avant de se constituer en Etat autonome. Le 28 novembre, le pouvoir soviétique y était instauré. En 1918, l'Estonie fut cédée à l'Allemagne. En août 1940, l'Estonie est devenue la quinzième République de l'URSS, avant d'être envahie par les Allemands en 1941, puis reconquise par les Soviétiques en 1944.

Le 30 mars 1990, le Parlement estonien avait décrété la souveraineté de la République, toutefois assortie d'une « période de transition ». L'indépendance a été proclamée le 20 août 1991, au second jour du putsch de Moscou. Le président de l'Estonie est M. Arnold Ruutel.

LA LETTONIE compte 2,7 millions d'habitants, sur une superficie de 63 700 km². Des trois Républiques baltes, c'est celle où les Russes sont les plus nombreux, puisqu'ils atteignent 35 %. Les Lettons d'origine comptant pour moins de 60 %. Occupée par les Allemands, puis par les bolchéviques, elle devient indépendante en 1920. Envahie par l'Armée rouge en juin 1940, annexée à l'URSS en août, occupée par les Allemands en 1941, elle est incorporée de nouveau à l'URSS en 1944. Le Parlement letton a proclamé le 4 mai 1990 la restauration des droits souverains de la Lettonie, puis l'indépendance le 21 août 1991. Son président est M. Anatolijs Gorbunovs.

Le changement de nom de Leningrad

Retour de Saint-Petersbourg

Leningrad est officiellement redevenue Saint-Petersbourg : ainsi en a décidé, vendredi 6 septembre, à l'unanimité, le président du Parlement de Russie. Fondée en 1703, Saint-Petersbourg avait une première fois changé de nom en 1914, devenant Petrograd, puis avait été rebaptisée Leningrad en 1924. Le 12 juin dernier, ses habitants avaient voté pour le retour du nom original, mais la décision restait suspendue à des complications de procédure qui ont été balayées par la révolution de ces dernières semaines. A la veille du scrutin de juin, M. Gorbatchev s'était prononcé pour le maintien du nom de Leningrad.

SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial
Toujours à la pointe sinon du changement, du moins de l'opportunisme, la Leningradskaja Pravda avait anticipé de quelques jours la décision prise vendredi 6 septembre par le Soviet suprême de Russie, acceptant que Leningrad reprenne son ancien nom de Saint-Petersbourg. Mardi, en effet, la Pravda de Leningrad - qui existait depuis soixante-douze ans et qui avait mené une virulente campagne contre le retour à l'ancienne dénomination de la ville - paraissait sous le nouveau titre « Les nouvelles de Saint-Petersbourg ».

Cohabitation de deux mondes

Les habitants de la ville qui, en juin dernier, s'étaient prononcés pour Saint-Petersbourg en dépit des conseils de M. Mikhaïl Gorbatchev, ont bien entendu, du mal à se défaire de leurs anciennes habitudes. D'autant plus que dire Saint-Petersbourg fut considéré pendant longtemps comme un crime envers le régime. « Le matin, je me jure que je ne dirai plus que Saint-Petersbourg », avoue une étudiante, et pourtant, au fil

de la journée et au cours des conversations, tout naturellement, je dis très souvent « Leningrad ». Mais, ajoute-t-elle, cela va de mieux en mieux. Dans deux ans, je ne me souviens même plus que Leningrad a existé.

En fait, de très nombreux Leningraders, ou plutôt de Saint-Petersbourgeois, ont souvent continué à dire « Peter » pour évoquer leur ville. Ce diminutif, vieux comme la ville, était plus facile à prononcer, mais était aussi beaucoup moins marqué politiquement. Mais cette ville ne cherche pas seulement son nom. Ainsi, comme dans le reste de l'URSS, deux mondes vivent une étrange cohabitation : l'ancien, loin d'être révolu, et le nouveau, encore balbutiant. Ce sont les effigies de Lénine, en dessous du drapeau russe, c'est une exposition sur la dissidence - « J'ai choisi la liberté » - organisée dans la Maison de la Révolution. Ce sont ces restaurants coopératifs, plus tout-fait étatiques, mais pas encore vraiment privés, où l'on paie sa nourriture en roubles et ses boissons en dollars.

On ne rencontre ici, pour le moment du moins, aucun signe de la moindre chasse aux sorcières. Le très populaire maire de la ville, M. Anatoli Sobtchak, a ainsi déclaré qu'il faisait appel à toutes les bonnes volontés, à condition qu'elles servent le nouveau pouvoir. Les anciens communistes ont d'ailleurs très vite compris le parti qu'ils pouvaient tirer de la toute nouvelle démocratie.

Ainsi, à l'université, des professeurs connus pour leur adhésion à l'ancien régime, jouant sur l'autonomie qui est maintenant accordée à chaque département, ont exclu un de leurs collègues qui s'était fait remarquer pour ses idées réformatrices. Quant à M^{me} Elena Voronova, secrétaire de la traditionnelle chaire d'histoire du parti communiste - transformée très récemment en histoire des idées politiques - elle se plaint de l'interruption des cours : « L'Histoire, dit-elle, doit être étudiée scientifiquement, en dehors de l'idéologie ». Dont acte.

J.-A. F.

« Tu te souviens de cette histoire sur Lénine... ? »

SAINT-PETERSBOURG

de notre envoyé spécial

Constantin se dit « métalliste ». Traduire : il est fanatique des groupes de hard-rock. Nadia, elle, se veut « punk », comme Viktor, surnommé Le Lapin par ses amis à cause de ses dents de devant proéminentes. Antoine, lui, s'est choisi « hip-hop ». Mais tous se veulent « non formels », c'est-à-dire n'appartenant à aucun groupe, aucun parti, aucune église politique. Ils sont une dizaine à fumer des cigarettes dans le souterrain du métro de Leningrad. Leur air blasé, leur bandeau noir dans les cheveux, leur jean effrangé et leur blouson de skat ne parviennent pas à vieillir leurs quinze ans et leur air de bouillottes d'écoliers russes. Tous, à l'exception du « métalliste », participent le 20 août à l'immense manifestation contre les putschistes et leur fait de gloire sans être d'avoir « craché sur des généraux ». En fait, des officiers qui voulaient les obliger à rentrer chez eux. « Mais, ajoutent-ils, nos parents aussi étaient sur les barricades. »

Pourquoi allaient-ils manifester ? La question leur semble totalement incongrue (elle l'est). Et leur réponse immédiate : « Parce que nous voulons être

libres. Les putschistes voulaient s'attaquer à notre liberté. Aujourd'hui, nous nous rendons compte qu'on nous avait menti et qu'avant, toutes les informations étaient fausses. Pour eux, « le communisme est mort », mais il faut quand même en arracher toutes les racines. Ils nient de bon cœur quand on évoque Lénine, « le grand-père », « tortion Lénine », « papa Lénine ». « Tu te souviens », dit Nadia, « cette histoire qu'on nous racontait quand nous étions petits et qui commençait par : « Tous les oiseaux aiment Lénine... ». Le groupe s'esclaffe. Ils n'ont pas non plus beaucoup de respect pour Gorbatchev. « Une marionnette », leur dit Lénine, « une marionnette ». Lénine, dit Nadia, bien entendu. « C'est un héros, un type bien ! »

« C'est comme si on retournait à la Moscovie ! »

Mis à part Viktor, qui a obtenu une bourse pour les Etats-Unis et affirme qu'il ne reviendra plus jamais ici, tous les membres du groupe ne pensent absolument pas à partir à l'Ouest, « sauf pour visiter vos pays ». « Chez vous, les choses sont trop stables. Ici, on peut risquer, c'est plus amusant. » Ce qu'ils souhaitent le plus : « de la bière, du caviar, de la vodka, des choses à manger... »


Cette même volonté non pas de retourner à la Moscovie, mais de considérer d'ores et déjà comme tournée, on la retrouve en bavardant quelques kilomètres plus loin avec les étudiants de l'université. « Ce fait longtemps que le communisme est mort », dit Andreï Carnov, vingt-trois ans, étudiant en langues orientales. Plus personne n'y croyait, même ceux qui se disaient communistes. Moi, j'ai fait mon service militaire dans un détachement du KGB. Dire que l'on disait que le KGB était puissant ! En fait, ce n'était même pas sérieux ! Les gens y étaient tellement primitifs ! Le communisme se situe complètement dans le passé, renchérit Sacha Rudenko, vingt-quatre ans. Nous avons compris depuis longtemps que la fin du vingtième siècle marquerait la fin de ce système. Mais, attention, le communisme a régné ici pendant soixante-trois ans, et c'était quelque chose ! Il a tellement influencé la psychologie des gens qu'il va être dur d'en sortir. Lénine ? J'ai complètement oublié son existence. Il réfléchira quelques minutes pour trouver dans son entourage quelqu'un qui est resté communiste. Ah oui, un de mes oncles. Il est communiste « jusqu'aux os ». Toute la famille se dispute avec lui. Il nous dit toujours que les communistes sont allés plus loin

que les chrétiens les plus fervents. »

Anna Kirjanen, dix-sept ans, étudiante en français, trouve « très positif » ce qui s'est passé depuis le putsch. « Maintenant, c'est la démocratie. » Pourtant, exprimant tout haut ce que beaucoup de Russes pensent tout bas, elle ajoute : « La fin de l'URSS, c'est quand même triste : bien sûr, je n'ai rien contre la souveraineté des Républiques, et on ne peut empêcher personne de partir. Mais c'était quand même mon pays. L'Ukraine, la Biélorussie, voilà trois cents ans que nous vivons ensemble. » « C'est comme si on retournait à la Moscovie du quinzième siècle, ajoute une de ses amies. Notre histoire ne commence pas en 1917. Mais enfin, s'ils veulent partir... »

Faut-il détruire les monuments à la gloire de l'ancien régime ? Comme beaucoup de gens de Leningrad, Anna estime que non. « On ne va pas faire comme les communistes. Après la révolution, ils en ont détruit, des monuments qui faisaient partie de notre histoire. Eh bien, le communisme et ses symboles font aussi partie de notre histoire, même si c'est une triste histoire. »

JOSÉ-ALAIN FRALON




ALAIN BONFAND

LE MALHEUR

Roman. 168 p., 79 F.

LA DIFFÉRENCE



هكذا من الأصل

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Après la reconnaissance de l'indépendance balte

La Géorgie veut rompre «toutes les relations officielles avec l'URSS»

La Géorgie coupe les ponts avec l'URSS : ses représentants se sont retirés vendredi 6 septembre du Conseil d'Etat, le nouvel organe exécutif du dispositif institutionnel transitoire qui régit désormais l'Union soviétique, afin de protester contre la non-reconnaissance de l'indépendance géorgienne.

Le président du Parlement de cette république caucasienne, M. Akaki Assatiani, a indiqué à la presse que la décision de rompre «toutes les relations officielles avec l'URSS» avait été prise en raison du refus du Conseil d'Etat - qui se réunissait vendredi pour la première fois - de «discuter de la question de la reconnaissance de l'indépendance» géorgienne, alors que le Conseil d'Etat venait de reconnaître le même jour l'indépendance des trois Républiques baltes. La Géorgie, qui a proclamé son indépendance en avril dernier, faisait de cette reconnaissance par Moscou la condition de sa participation aux nouvelles structures confédérales transitoires acceptées jeudi par le Congrès des députés du peuple.

«Nous ne nous considérons plus comme faisant partie de l'Union», a poursuivi M. Assatiani. Un traité «économique» nous n'en voulons pas, pas plus que nous ne voulons parler de traité de défense. Les troupes soviétiques stationnées en Géorgie doivent avoir un statut clair les désignant comme étrangères ou comme forces d'occupation».

Le président du Parlement géorgien a toutefois précisé que cette décision devait être avalisée par le président de la Géorgie, M. Zviad Gamsakhourdia, ou par une séance extraordinaire du Parlement. A Tbilissi, la situation restait tendue vendredi : les manifestations hostiles à M. Gamsakhourdia se sont poursuivies pour le cinquième jour consécutif. L'agence Tass a annoncé que le président géorgien (élu fin mai au suffrage universel par 87 % des voix) avait renforcé son pouvoir personnel en prenant directement sous son contrôle les ministères de l'intérieur, des affaires étrangères, de la justice, le département de la défense et le comité de la sécurité d'Etat.

L'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui est géorgien, a fait savoir vendredi, par la voix de son porte-parole, que les accusations d'«ennemi de la Géorgie» portées contre lui par les services présidentiels géorgiens pourraient être considérées comme un honneur, compte tenu du

nombre d'intellectuels géorgiens «dignes et compétents» qui ont été gratifiés du même titre ces derniers mois. - (AP, AFP, Tass.)

□ **Azerbaïdjan : création d'un ministère de la défense.** - La république caucasienne d'Azerbaïdjan, qui s'est proclamée indépendante la semaine dernière, s'est dotée de son propre ministère de la défense, a annoncé vendredi l'agence Tass. Le parlement azeri a par ailleurs qualifié d'inconstitutionnelle la décision de la petite République autonome du Nakhitchevan, rattachée à l'Azerbaïdjan, de ne pas organiser l'élection présidentielle azerie du 8 septembre. - (AFP)

M. Baker visitera Saint-Petersbourg le Kazakhstan et les pays baltes

Le secrétaire d'Etat américain visitera Saint-Petersbourg, les pays baltes et le Kazakhstan la semaine prochaine avant de se rendre en Israël, en Egypte, en Jordanie et en Syrie, a annoncé vendredi 6 septembre le département d'Etat. M. Baker doit arriver à Moscou le mardi soir 10 septembre, et rencontrer notamment le président Gorbatchev, le président russe M. Boris Eltsine, les ministres soviétique et russe des affaires étrangères, MM. Boris Pankine et Andreï Kozhev, le nouveau ministre de la défense, le général Evgueni Chapouchnikov, et le nouveau chef du K.G.B., M. Vadim Bakatine. Vendredi soir, il se rendra à Saint-Petersbourg où il rencontrera le maire réformateur, M. Anatoli Sobtchak. Samedi il visitera successivement l'Estonie, la Lettonie et la

Lituanie, avec lesquelles les Etats-Unis ont établi lundi dernier des relations diplomatiques. M. Baker se rendra dimanche à Alma Ata, capitale du Kazakhstan. Lundi 16, il sera en Israël, le 17 en Egypte, le 18 en Jordanie et le 19 en Syrie avant de repasser Washington le 20. - (AFP)

□ **M. Pierre Joxe en URSS.** - Le ministre français de la défense se rendra en visite en URSS du 11 au 16 septembre. M. Joxe aura à cette occasion des entretiens avec les nouveaux responsables de l'Armée soviétique, notamment le général Chapouchnikov, ministre de la défense. Il se rendra d'autre part à Novosibirsk et à Tachkent et visitera le cosmodrome de Baïkonour.

Bloquant les accords d'association avec Varsovie, Prague et Budapest

La France s'oppose à la libéralisation des importations de viande d'Europe centrale dans la CEE

La France s'est opposée, vendredi 6 septembre à Bruxelles, aux demandes de la Commission en vue de faciliter les exportations de viande de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie dans la Communauté, dans la perspective de la conclusion avec ces pays d'un accord d'association. En outre, dans l'immédiat, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, qui espèrent aussi conclure des accords d'association avec la Communauté, devront se contenter d'accords de coopération.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Répondant à une invitation lancée le 27 août, les ministres des affaires étrangères des trois Etats baltes ont déjeuné, vendredi 6 septembre, avec leurs collègues des Douze réunis en conseil à Bruxelles. Intervenant juste après la reconnaissance des trois Républiques par Moscou, l'événement a

été salué par beaucoup de bonnes paroles.

«Pour nous, la deuxième guerre mondiale est terminée depuis ce matin», a dit M. Lennart Meri au nom de l'Estonie. M. Roland Dumas a déclaré, pour sa part : «En mettant fin à l'ignominie qui était le pacte Hitler-Staline, les autorités de Moscou ont manifesté leur détermination à se ranger désormais dans le camp des démocrates qui reconnaissent le droit des peuples à l'autodétermination.»

Cependant les Baltes, qui, selon M. Meri, ont «exprimé le souhait de devenir membres associés» de la Communauté, devront patienter. Les Douze feront le nécessaire pour leur faciliter l'entrée à la CSCE, au Conseil de l'Europe, à la Banque mondiale, au FMI, mais il y a des limites que M. Delors a tracées franchement : «Nous voulons aller très vite politiquement. Nous nous aussi vite que possible économiquement.»

En conséquence, on ne parle pas pour le moment d'accords d'association - comportant de larges facilités d'exportation - mais simplement d'accords de commerce et de coopération, d'extension aux trois demandeurs du bénéfice du programme Phare à destination des pays de l'Est, et de dialogue

politique. M. Andriessen, vice-président de la commission chargée des relations extérieures, va visiter les pays baltes pour trouver avec eux le cadre dans lequel la CEE pourrait «les aider à établir leur future prospérité», a promis M. Delors. Un des premiers gestes attendus par la Lituanie est «une assistance garantissant la stabilité de la monnaie» qu'elle vient d'émettre.

Un message négatif

Si les Baltes avaient encore des illusions sur les limites de ce que peuvent faire les Douze, l'écho des discussions qui ont précédé et suivi leur déjeuner à propos de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie a dû les dissiper. On pensait vendredi matin que les ministres des affaires étrangères répondraient favorablement à la demande de la Commission pour de nouvelles directives dans la négociation qu'elle mène depuis plusieurs mois avec ces trois pays en vue d'un accord d'association commerciale, comportant un préambule ouvrant la porte à une future adhésion et des dispositions sur le rapprochement des législations. Il n'en a rien été.

Le «plan de stabilisation» de M. Jiri Dienstbier

Dans une lettre adressée le 26 août dernier à ses homologues des pays membres du G7, M. Jiri Dienstbier, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, faisait valoir que l'ouverture des marchés occidentaux et la conclusion «dans les plus brefs délais» d'accords d'association avec la Communauté européenne était considérée par son pays comme une priorité.

Relevant cependant les dangers que les incertitudes en URSS font passer sur le centre de l'Europe et le désir des Occidentaux de soutenir les évolutions démocratiques en Union soviétique, M. Dienstbier rappelait l'idée d'un «plan de stabilisation» qu'il avait avancée l'année dernière, et qui lui paraissait «d'une actualité pressante».

«Si l'Ouest fournit à l'URSS une aide humanitaire et alimentaire, il devrait financer dans le

cadre de celle-ci les exportations de marchandises, y compris les excédents de denrées alimentaires, des pays de l'Europe centrale au marché soviétique. Ces pays possèdent les marchandises et les produits manufacturés qui intéressent l'URSS, mais l'URSS n'est pas en mesure de les payer. Il s'agit souvent de produits qui étaient exportés en Union soviétique par le passé et pour lesquels les pays d'Europe centrale ont des difficultés à trouver de nouveaux marchés», écrivait notamment M. Dienstbier.

M. Dumas s'est apparemment inspiré de cette idée, qui date d'avant la tentative de putsch en URSS, dans les objections qu'il a opposées vendredi, à Bruxelles, aux propositions de la Commission. Mais le coup d'Etat à Moscou a incité la Communauté à forcer l'allure dans la conclusion

d'accords d'association avec les trois pays d'Europe centrale et apparemment renvoyé pour des temps plus sereins l'examen de ce type de montage triangulaire que proposait M. Dienstbier.

L'attitude de M. Dumas vendredi, à Bruxelles, est aussi à usage interne français. Ménageant les agriculteurs français, elle contredit les intentions affichées de venir en aide aux pays d'Europe centrale. Elle renvoie aussi à la même contradiction les secteurs de l'opposition qui se veulent les traditionnels défenseurs du monde agricole et qui, ces temps-ci, jugent trop timorée la politique française à l'Est. Le veto de la France a une mesure qui paraît sur des quantités dérisoires de produits (550 tonnes de viande) a en tout cas fait scandale chez ses partenaires.

C. T.

En mission à Moscou pour le G7

M. Bérégovoy s'informe sur l'avenir économique de l'Union

Après quelques hésitations, M. Boris Eltsine, président de la Russie, devait finalement rencontrer, samedi 7 septembre, à Moscou, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, premier membre du gouvernement français à venir en URSS depuis le putsch raté du 19 août. Au cours de ses entretiens avec le président Gorbatchev et les nouveaux responsables économiques de l'URSS, le ministre d'Etat a pris connaissance des discussions en cours sur le projet d'union économique, largement inspiré de la CEE.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Décidé en juillet à Londres, lors de la rencontre entre les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays industrialisés avec M. Mikhaïl Gorbatchev, la visite à Moscou, vendredi 6 et samedi 7 septembre, de M. Pierre Bérégovoy intervient alors que la nouvelle donne économique reste encore extrêmement floue. Aussi, parallèlement à la mission d'information à l'origine de son déplacement, le ministre d'Etat en a profité pour tenter d'effacer l'impression fléchissante laissée par Paris lors du putsch du 19 août.

A l'occasion des entretiens qu'il a eus vendredi à Moscou avec M. Gorbatchev - «qui lui est apparu en pleine forme» - et avec

les principaux membres du comité pour la gestion de l'économie - MM. Volski, Iavinski et Loujov, - le ministre a été informé qu'une première esquisse du traité d'union économique avait été soumise le matin même au nouveau Conseil d'Etat. Elaboré par M. Iavinski, ce projet s'inspirait beaucoup de l'organisation de la Communauté européenne. Le choix entre une monnaie unique ou une monnaie dans chaque République, avec des politiques monétaires coordonnées, n'est pas encore tranché. Les positions entre les dirigeants des différentes Républiques semblent encore assez éloignées.

L'éventuelle répartition de la dette extérieure

Il en va de même sur la question de la dette extérieure et d'une éventuelle répartition de celle-ci entre les différentes Républiques. Certains suggèrent que chaque République prenne en charge une partie de cette dette globale extérieure, estimée actuellement à 70 milliards de dollars. La répartition se ferait en tenant compte du poids de chaque République en termes de population, de richesses naturelles et de produit national brut. La République de Russie se serait déjà déclarée prête à prendre une trentaine de milliards de dollars à son compte.

Sur le plan politique, M. Gorbatchev a indiqué à M. Bérégovoy que les pays baltes devraient devenir membres associés de la nouvelle confédération. Le ministre français a aussi profité de ce

séjour à Moscou pour «témoigner aux autorités de l'Union et de la République la pleine et entière solidarité de la France». Souhaitant que des aides alimentaires et médicales soient rapidement accordées à l'Union, il a à nouveau évoqué la proposition d'un plan Marshall. «Il faut sortir des discussions académiques pour faire des choses concrètes», a-t-il notamment déclaré, demandant aux Américains d'accepter l'adhésion entière de l'URSS et des pays baltes au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.

Si M. Gorbatchev - qui a accepté l'invitation à Paris de M. Mitterrand - a bien traité M. Bérégovoy, le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, a en revanche voulu faire sentir à l'envoyé du président français son mécontentement à l'égard du comportement de Paris. M. Eltsine, qui avait reçu sans hésitation M. Jacques Chirac la semaine dernière, a laissé planer jusqu'au bout une incertitude quant à sa rencontre avec le ministre français. Il ne devait finalement le recevoir que samedi en fin de matinée.

Le président de la Fédération de Russie n'avait guère goûté la manière dont il avait été accueilli au printemps à Strasbourg et à Paris, pas plus qu'il n'a apprécié le comportement de l'Union de l'Est au moment du putsch. La visite prévue à Kiev, en Ukraine, de M. Bérégovoy, samedi et dimanche, ne devrait pas arranger les choses.

ERIK IZRAELWICZ

Selon son gouverneur, M. Matioukhine

L'émission du rouble pourrait devenir une prérogative de la banque centrale de Russie

En cette période de profondes mutations que traverse son pays, le gouverneur de la Banque centrale de Russie, M. Gueorgui Matioukhine, a tenté, vendredi 6 septembre à Lausanne, d'apporter quelques éclaircissements sur la réorganisation du système monétaire et bancaire dans l'ancienne Union soviétique.

LAUSANNE

de notre correspondant

S'adressant à des financiers des quatre coins du monde réunis par l'Institut de formation de cadres (IMF), M. Matioukhine n'a pas dissimulé la complexité de la tâche, mais il y a urgence à s'adapter aux nouvelles conditions.

Constant que la banque centrale soviétique «est en train de se désintégrer depuis l'échec du coup d'Etat», M. Matioukhine a indiqué qu'il était question de remplacer la Gosbank par un «fonds de l'Union», un peu à l'image du Fonds monétaire international. Ce fonds serait mis en place par les banques centrales des Républiques qui choisiraient de garder le rouble et de faire partie d'une future union monétaire. D'ailleurs, les responsables financiers des Républiques doivent se réunir les 10 et 11 septembre à Moscou pour discuter de ce projet.

Une zone naturelle d'intégration

Selon M. Matioukhine, les pouvoirs des banques centrales des Républiques seraient renforcés, mais la banque centrale de Russie serait appelée à jouer un rôle comparable à celui de la Réserve fédérale américaine. L'émission du rouble deviendrait une prérogative de la banque centrale de Russie et le rouble serait une monnaie de réserve. Chaque République pourrait, le cas échéant, émettre sa propre monnaie nationale, mais M. Matioukhine les a appelées à rester au sein de la zone rouble.

«Nous devons vivre les uns avec les autres, a-t-il dit, pour la simple raison que nos produits n'ont pas encore atteint le standard mondial et ne peuvent être commercialisés que sur le marché intérieur. Je-

pers que ce qui est actuellement une zone d'intégration économique artificielle deviendra une zone naturelle d'intégration. Je crois également que certains pays de l'Est européen rejoindront la zone économique fondée sur le rouble car la monnaie n'est plus un symbole d'indépendance.»

En attendant une pleine convertibilité du rouble, M. Matioukhine a envisagé des taux de change commerciaux pouvant varier d'une République à l'autre en fonction du type de produits, importés ou exportés. Il a aussi estimé que la répartition de la dette extérieure de l'URSS devrait se faire selon la part de chaque République au produit national brut. Quant à la redistribution des réserves d'or et de devises étrangères, elle devrait être déterminée par des négociations entre les Républiques.

Parlant des projets de changements économiques en cours, M. Matioukhine a confirmé que 70 % de l'agriculture soviétique serait privatisée. Il a aussi déclaré que les Usines Sakhaline pourraient être transformées en zone franche où les compagnies japonaises seraient autorisées à installer des sociétés qu'elles contrôlèrent à 100 %. Si son pays a besoin de crédits, il pense néanmoins que ses compatriotes «doivent apprendre à respecter l'argent qu'ils reçoivent. Je ne suis pas favorable à une aide excessive, a-t-il ajouté, car une telle aide peut aussi être une forme de pollution.»

Ancien directeur de l'Académie du commerce extérieur d'URSS, M. Matioukhine se montre pragmatique et relativement confiant dans l'avenir : «L'attitude des gens changera avec le nouveau système car seules des situations extrêmes peuvent transformer les mentalités. Nous apprenons des expériences des autres pays pour faire nos propres fautes et ne pas répéter les leurs.» Il a cependant déploré que parmi les hommes d'affaires occidentaux intéressés par le marché soviétique se trouvaient de nombreux «aventuriers qui pensent que nous avons toujours une éducation de quatrième classe, ce qui était le cas avant. Aujourd'hui, a-t-il conclu, la principale raison de la privatisation est de rendre la gestion plus efficace.»

JEAN-CLAUDE BUHRER

هكذا من الأصل

Le roi s'informe
économique de l'Union

EUROPE

YUGOSLAVIE : la poursuite des combats et la réunion de La Haye

Pas de trêve en Croatie

Tandis que les représentants des Républiques et des autorités fédérales confirment leur intention de participer à la conférence de La Haye, les combats se sont poursuivis vendredi 6 septembre en Croatie.

L'un des points chauds est l'autoroute Zagreb-Belgrade, occupée par l'armée fédérale depuis trois jours à hauteur du lieu de communication d'Okucani, ce qui rend difficile de rejoindre Zagreb lorsqu'on vient de l'est. Des combats se sont déroulés sur des dizaines de kilomètres le long de l'autoroute, les forces croates tentant une nouvelle fois vendredi d'en déloger l'armée qui, à partir d'Okucani, contrôle l'accès à la Bosnie vers le sud et, au nord, une partie de la frontière entre la Slavonie et le reste de la Croatie.

Les combats se sont poursuivis aussi en Slavonie. L'émisaire de la CEE, M. Henri Wijnaendts, avait fait accepter une nouvelle trêve par les Croates et l'armée fédérale jeudi soir à Osijek. Mais, quinze minutes plus tard, des combats ont éclaté à nouveau en plein centre de cette ville, réduisant à néant les chances d'un cessez-le-feu dans cette région où se sont déjà livrés des combats meurtriers.

Un bilan incomplet des combats pour la journée de vendredi en Croatie, donné par la radio croate, faisait état d'une dizaine de morts à Nova-Gradiška et d'Okucani, ainsi que dans la région de Vukovar et Osijek.

Dans une allocution à la télévision de Belgrade, M. Jovic, représentant de la Serbie au sein de la présidence fédérale, a accusé vendredi la CEE, et les représentants de la Croatie et de la Slovénie au sein de la présidence, de « manipulation » dans la désignation des membres de la commission d'arbitrage, composée de juristes étrangers. De leur côté, les Serbes de Slavonie orientale, qui ont proclamé leur autonomie et se sont dotés de structures politiques, ont demandé à participer à la conférence de La Haye, comme j'aurais fait il y a quelques jours les autonomistes serbes de la Krajina (arrière-pays dalmate). - (AFP)

Les Douze tentent de lancer leur processus de paix

Les ministres des affaires étrangères des Douze devaient soumettre, samedi 7 septembre, à toutes les parties yougoslaves, réunies avec eux à La Haye, un texte laborieusement élaboré vendredi lors de leur réunion à Bruxelles.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant
« C'est une excellente décision de la part de la présidence néerlandaise que d'avoir maintenu la conférence de La Haye », a déclaré, vendredi à Bruxelles, M. Roland Dumas, selon le ministre français des affaires étrangères, le report de la rencontre de La Haye en raison de la poursuite des combats en Yougoslavie « est compliqué les choses », dans la mesure où les parties les plus bellicieuses auraient pu voir un encouragement à pratiquer la politique du fait accompli.

Si un accord s'est dégagé assez facilement sur la poursuite de

l'initiative de paix - quand bien même lord Carrington eût évoqué la difficulté de sa mission avec des gens qui continuent à s'entretenir - de très longues discussions ont été nécessaires pour trouver un compromis sur le texte qui devrait être publié samedi soir à La Haye.

Les Douze ont décidé de faire court, de façon que tous les Yougoslaves puissent y souscrire sans soulever d'objections de détail. Il fallait surtout éviter que les Serbes fassent figure d'accusés, ce qui serait s'interdire par avance toute chance d'aboutir. La déclaration devait stipuler que seules les frontières résultant d'accords pacifiquement conclus seraient reconnues. Les Allemands voulaient quelque chose de plus dissuasif contre les Serbes.

Ce texte sera discuté avec tous les Yougoslaves, à huis clos, samedi après-midi. Selon un programme que les Néerlandais ont voulu faire clairement établir, la matinée devait être consacrée à différentes interventions publiques. Ensuite, des discussions s'engageront sur le point crucial des « plusieurs mois », selon les Français. Il y aura des « navettes » avec la

commission d'arbitrage, dont il reste à fixer définitivement la composition.

Les Yougoslaves n'ayant pas pu s'entendre sur le nom des deux arbitres qu'il leur appartenait de désigner, ce seront les trois membres déjà désignés par les Douze - un Italien, un Allemand, et, du côté français, M. Robert Badinter - qui choisiront leurs collègues au début de la semaine prochaine.

M. Dumas a suggéré que de hauts fonctionnaires de chacun des Douze « assistent » lord Carrington, ne serait-ce que « pour manifester la cohésion de la Communauté dans cette aventure ». Il a refusé de dire si la France reconnaîtrait la Croatie et la Slovénie - comme ne manquera pas de le faire l'Allemagne - si « l'aventure » tournait mal. Pas plus que les autres délégations, les Français ne faisaient preuve de beaucoup d'optimisme, mais, a estimé M. Dumas, il fallait aller jusqu'au bout du possible pour tenter d'enrayer une guerre « à quelques centaines de kilomètres de chez nous ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

« serbise », permettant une répression efficace. Dans le domaine de l'éducation, Belgrade a imposé les programmes serbes et sanctionné par une suspension de salaire les professeurs refusant cette « serbisation » de l'enseignement - ceux du primaire dans un premier temps, puis ceux du secondaire.

A l'université, quelque 200 professeurs ont été exclus en un an, certaines facultés, comme celle d'agriculture, voyant passer leur contingent d'agents albanais de 30 à 9, tandis que plusieurs sections en albanais étaient purement et simplement fermées. Les autorités serbes ont fermé le journal en langue albanaise *Rilindja*, de même que la radio et la télévision en albanais. En tout, selon l'opposition albanaise, ce sont 75 000 personnes qui ont été chassées de leur emploi en un an, depuis la grève générale du 3 septembre 1990. Le chômage galopait, et la police a fermé des entreprises tenues par des Albanais de souche.

A l'oppression politique s'ajoute une situation économique catastrophique, dans une région qui était déjà la plus pauvre de Yougoslavie. Un triste record qui a d'ailleurs contribué à l'échec de la politique de « recolonisation » du Kosovo que Belgrade avait voulu mener afin de « rétablir l'équilibre démographique » dans une province à laquelle les Serbes tiennent énormément comme étant « leur berceau historique ».

Il n'est pas question pour eux de lâcher le Kosovo, pas plus qu'il n'est question de redonner aux Albanais de souche les pouvoirs qu'ils détenaient auparavant. « La Serbie ne renoncera jamais au Kosovo où se trouve son histoire, et elle est prête à se battre. Les Albanais n'ont qu'une chose à faire : oublier toute idée d'indépendance », explique calmement Zoran, un ingénieur serbe de trente et un ans, originaire de Pristina, capitale du Kosovo. « Si les Albanais veulent vivre ici, ils doivent se soumettre à la loi serbe, sinon ils n'ont qu'à partir », poursuit-il, pour conclure : « Aujourd'hui, la situation est claire : c'est eux ou nous ».

Pour M. Rugova, les Albanais du Kosovo sont soumis « à un régime d'occupation » sur une terre « annexée » par les Serbes, dont la seule politique est d'en éliminer les Albanais de souche. « Dans ce contexte, il n'y a plus d'avenir et la situation est sans solution », déplore-t-il, d'autant que si le calme a prévalu ces derniers temps, les risques d'explosion augmentent à mesure que diminue l'espoir d'une solution politique, estime M. Rugova. Celui-ci fait état d'un nombre croissant de gens qui « réclament l'affrontement », en dépit du déséquilibre des forces.

Car le manque d'hommes chez les Albanais de souche, toujours selon le responsable de la Ligue démocratique, rendrait dangereuse pour ces derniers toute action contre le pouvoir serbe. « Si la politique pacifique n'a pas encore échoué, elle n'en est pas moins en train de perdre son effet », assure-t-il. Zoran, lui, est sûr d'une chose : « Si les Albanais (du Kosovo) déclenchent la guerre, ils seront battus ».

YVES HELLER

Le Kosovo ou la peur de l'oubli

Suite de la première page

De même est-il sceptique sur la réponse qui sera donnée au dernier en date de ces appels, celui du numéro un albanais, M. Ramiz Alia, pour que le Kosovo soit présent à la conférence de La Haye. En attendant, M. Rugova, leader albanais du Kosovo, nous a déclaré, vendredi 6 septembre, qu'il envisage d'organiser un référendum sur la souveraineté de la province « en septembre », « légalement si c'est possible ou sinon illégalement ».

En tout état de cause, les dirigeants kosovars sont décidés à faire le maximum pour sortir du

statu quo. Jusqu'à présent, disent aussi bien M. Rugova que M. Bakalli, ils ont privilégié « la voie politique, pacifique », mais, assure l'ex-chef du PC du Kosovo, « si nous sommes exclus de l'avenir yougoslave, si nous sommes absents de la conférence de paix, nous choisirons une autre voie ».

La place des Albanais

Alors M. Bakalli répète qu'au cas où leurs revendications seraient ignorées, « tous les Albanais de Yougoslavie - du Kosovo de Macédoine, de Serbie et du Monténégro - devront réfléchir à la solution de leurs problèmes en coopération avec l'Albanie, ils devront poser la question de la place des Albanais, de tous les Albanais dans l'Europe de l'avenir ». Or, estime M. Bakalli, il n'y aura jamais d'Europe stable sans solution au problème albanais.

« Unification » ou « rattachement », quel que soit le terme utilisé, les dirigeants des formations albanaises du Kosovo sont conscients des immenses difficultés qu'entraînerait une tentative de modifier les frontières de cette région à très hauts risques. Ils savent qu'en dépit des relations - apparemment très suivies - récemment nouées avec Tirana, le gouvernement albanais a actuellement trop de problèmes intérieurs pour aller au-delà d'un soutien moral ou de quelques appels à la communauté internationale.

Si M. Rugova souligne que « Tirana pense aussi à l'unification » avec le Kosovo, il assure que l'Albanie « ne fournit aucune aide matérielle » aux Kosovars en raison « des énormes problèmes » politiques et économiques auxquels elle est confrontée. Quant à M. Bakalli, il admet qu'il y a « plus de partisans de l'unification au Kosovo qu'en Albanie ». Il privilégie le maintien de sa région dans une Yougoslavie fédérale, car il reconnaît les limites de l'hypothèse d'une « unification unitaire par la force ». D'un autre côté, il ne peut envisager un tel maintien si le Kosovo n'obtient pas le statut de République, si la Yougoslavie se limite à « une mini-fédération - sans la Croatie et la Slovénie - sous domination serbe ». Dans ce dernier cas, « il n'est plus question de vivre avec les Serbes ».

Un fossé entre les communautés

Le fossé qui sépare depuis de longues années les deux communautés s'est transformé en abîme. De part et d'autre, on a rompu tous les ponts jusqu'aux liens d'amitié, à de rares exceptions près et à condition de ne « pas parler politique ». Petit à petit, les Albanais de souche se sont trouvés soumis à un régime d'oppression et de véritable ségrégation, après avoir bénéficié d'une très large autonomie en vertu de la Constitution de 1974 adoptée sous la houlette de Tito.

Les Serbes ont pris tous les leviers de commande de la « région autonome », dont le Parlement a été dissous. Dans le même temps, la police a été entièrement

AMÉRIQUES

ARGENTINE : à la veille d'élections locales et législatives partielles

Les péronistes comptent sur leurs succès économiques pour l'emporter

Les Argentins se rendent aux urnes, dimanche 8 septembre, pour élire les gouverneurs de douze des vingt-trois provinces du pays, dont celle de Buenos-Aires, et pour renouveler la moitié de la Chambre des députés, dans un processus en plusieurs étapes qui se terminera le 27 octobre. Ces scrutins constituent le premier grand test électoral pour le président Carlos Menem, élu en juillet 1989, et pour son Parti justicialiste (péroniste).

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Le parti de M. Menem dispose de deux grands atouts : la stabilité économique retrouvée et les signes d'encouragement venus de l'extérieur, avec l'octroi, au début du mois d'août, de prêts d'organismes financiers internationaux (le *Monte* du 2 août). Après la victoire inattendue des candidats péronistes aux postes de gouverneur dans deux des trois provinces qui ont voté le 11 août dernier, deux bonnes nouvelles économiques sont venues renforcer l'optimisme de l'administration Menem. L'inflation a atteint son niveau le plus bas depuis dix-sept ans (+1,3 % en août) et le gouvernement vient de signer avec les industriels un accord inédit pour développer la production.

« Le miracle argentin » : l'expression utilisée par le vice-président Eduardo Duhalde, candidat au poste de gouverneur de Buenos-Aires donné gagnant par tous les sondages, traduit l'euphorie qui règne à la Casa Rosada, le palais du gouvernement. Il y a deux mois à peine, ces élections s'annonçaient pourtant difficiles pour le gouvernement, dont la crédibilité était ébranlée par une série de scandales. Ce sujet est certes exploité par l'opposition, mais les enquêtes d'opinion indiquent qu'aux yeux des Argentins la corruption n'est pas considérée

comme le seul fait du parti officiel, mais plutôt comme un mal endémique de toute la classe politique.

Par contre, la stabilité économique, même si elle s'accompagne d'une récession sans précédent et d'indices de pauvreté jamais atteints, est considérée comme un « bien précieux ». « Je ne suis pas Menem », dit-il, « mais je ne peux pas, en deux ans, couvrir une situation si désastreuse dans laquelle se trouve l'Argentine depuis trente ans », répond M. Menem lorsqu'on lui demande quand les plus démunis verront les bienfaits de sa politique. Le cauchemar de l'hyperinflation, qui a marqué les derniers mois du gouvernement radical de M. Alfonsín, est encore frais dans la mémoire des Argentins.

Critiques discrètes

Les critiques de l'opposition ont été discrètes pendant la campagne électorale, sur le plan économique surtout. Les candidats les mieux placés du parti radical sont ceux qui soutiennent presque sans réserve les mesures d'austérité, mais aussi ceux qui ont pris leurs distances avec M. Alfonsín. C'est le cas de MM. Eduardo Angeloz à Córdoba, Horacio Usandizaga à Santa-Fé et Fernando de la Rúa, dans la capitale fédérale. Les libéraux de l'UCR (Union du centre Démocratique), la troisième force politique, sont victimes d'une situation paradoxale. Les recettes économiques qu'ils ont toujours promises sont appliquées avec succès par M. Menem, et le Parti justicialiste a réussi à donner une assise populaire au « néo-libéralisme ». Comme le veut la tradition en Argentine, la bataille se livrera entre péronistes et radicaux.

La campagne s'est terminée sans grands rassemblements ni de grands débats. Tels des pèlerins, les candidats sont allés secouer la torpeur des faubourgs et des bidonvilles à pied, en voitures déguisées ou en camions rutilants, suivant les cas.

CHRISTINE LEGRAND

CUBA

Plusieurs mouvements de dissidents se sont regroupés en une Concertation démocratique

La dissidence cubaine, d'inspiration social-démocrate, libérale et chrétienne-démocrate, s'est regroupée en une Concertation démocratique (CDC), a annoncé jeudi 5 septembre à La Havane son membre le plus connu, M. Elizardo Sanchez Santa-Cruz, en soulignant qu'il s'agissait d'une démarche « autonome et indépendante de tout gouvernement ou initiative politique provenant de l'extérieur ».

L'acte de constitution de la CDC, signé par les dirigeants de huit petits groupes illégaux - politiques ou de défense des droits de l'homme - indique que ses membres s'engagent à lutter pour la « paix, la réconciliation nationale, la démocratie » et « pour sauver la patrie des périls qui s'approchent ».

Par ailleurs, une foule scandant « A Cuba, il ne peut y avoir qu'un seul parti » a attaqué vendredi deux dissidents qui tentaient de manifester devant le siège de la police pour réclamer l'amnistie des prisonniers politiques.

Un des contestataires a été frappé avant d'être emmené dans une voiture de police. L'appel à la manifestation avait été diffusé par les radios cubaines de Miami. - (AFP, Reuters)

EN BREF

Le Brésil, le Chili et l'Argentine renouent aux armes chimiques et biologiques. - Le Brésil, le Chili et l'Argentine sont convenus, jeudi 5 septembre, de renouer aux armes chimiques et biologiques, afin de contribuer à une plus grande sécurité dans cette région d'Amérique latine. La déclaration conjointe signée à Mendoza (Argentine), fait obligation aux signataires de « ne pas développer, produire, acquérir, stocker, ni utiliser d'armes chimiques ou biologiques ». Le Brésil et l'Argentine ont récemment signé une convention sur l'interdiction des armes nucléaires. - (AFP)

ÉTATS-UNIS : inculpation d'un ancien haut responsable de la CIA dans le cadre de l'Irangate. - M. Clair George, ancien directeur adjoint des opérations secrètes de la CIA, a été inculpé, vendredi 6 septembre, pour avoir menti au Congrès, en 1986, sur le rôle de l'agence de renseignements dans le scandale de l'Irangate. Cette inculpation devrait encore compliquer la confirmation du candidat présidentiel au poste de directeur de la CIA, M. Robert Gates, qui était numéro deux de l'agence à l'époque de ce scandale. - (AFP, Reuters, AP)

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Le Monde
L'ÉDUCATION
PRÉPARER LE BAC 92
FRANÇAIS, PHILO
TOUS LES SUJETS DE LA SESSION 1991
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكذبا من الأصل

POLITIQUE

Les vieux démons du populisme

Il ne faut pas confondre le langage et l'action, M. Le Pen, M. Tapie et M^{me} Cresson

La représentation politique serait-elle la proie des vieux démons du populisme (1) ? Avec l'arrivée à Matignon de M^{me} Edith Cresson et de son « parler-cru », selon l'expression de M. François Mitterrand, le populisme est redevenu en France le terme à la mode pour désigner les discours utilisés par certains hommes politiques de droite comme de gauche.

Compte tenu de la diversité des réalités historiques et des expériences politiques regroupées sous l'étiquette « populiste », à l'Est, mais aussi à l'Ouest (2), il s'agit d'un phénomène qui ne se laisse pas facilement saisir. « A la différence des autres termes en usage », c'est surtout une injure utilisée pour stigmatiser l'adversaire », avertit M^{me} Annie Collovald, chercheur en science politique, spécialiste du mouvement de M. Pierre Poujade, qui rappelle que le terme « poujadisme » avait été inventé par des proches de Pierre Mendès France pour décrédibiliser le papetier de Saint-Céré (3).

Le populisme peut être, péjorativement, la défense des « petits » contre les « gros » ; la condamnation, par un chef charismatique, d'un système politique accusé d'être monopolisé par les partis de l'établissement », comme dit M. Jean-Marie Le Pen (« Sortir les orientalis », lance le mouvement Poujade pour les élections législatives de janvier 1996) et le rejet des intermédiaires classiques (élus, administration) au profit d'une démocratie directe. Le populisme peut également s'appuyer sur l'affirmation identitaire, voire raciste. Manifeste dans les discours du Front national, le populisme a semblé élargir son domaine avec l'arrivée de M^{me} Cresson à Matignon.

Du « rien à craindre » sur la Bourse aux ministres « copartisans », en passant par des propos peu amènes sur les Japonais et sur les Anglo-Saxons, le premier ministre, au début de son exercice, a, en effet, inscrit sa rhétorique dans cette veine, en rupture totale avec la « méthode Rocard », caractérisée par la modération et des experts et le travail de dossier. Au cours de l'entretien accordé à TF1, le 8 juillet dernier, M^{me} Cresson déclarait ainsi : « Moi, qui ne suis pas très portée sur le verbe, les grands discours, les

grandes théories, les projets de société, etc., et tout le reste qu'on entend dans les congrès, dans les discours, etc., moi, c'est les actions qui m'intéressent. »

M^{me} Cresson semblait s'adresser avant tout aux « profanes » de la politique, dans le langage qu'elle croyait être le leur. Cette « stratégie de la terre » selon M^{me} Collovald, compte tenu de l'urgence qu'il y a pour le Parti socialiste à inverser la tendance électorale, avait, bien sûr, pour objectif principal, par l'utilisation de formules proches du militantisme de tréteau, de redonner des repères, de redessiner les contours de la scène politique, à commencer par le clivage droite-gauche.

Au-delà de la reprise en main souhaitée par M. Mitterrand, le discours de M^{me} Cresson touchait, aussi, un électorat qui n'est pas encore totalement « fixé ». Cet électorat populaire va des ouvriers aux patrons des petites entreprises, que l'échec du marché européen effraie ; il est également convoité par le Front national, par le RPR et, à un degré moindre, par le PR.

Sur ce créneau rhétorique, M^{me} Cresson est en bonne compagnie. Les écarts de langage ponctuels de M. Michel Charasse, les déclarations du maire socialiste de Montpellier, M. Georges Frêche, et celles, aussi, du chef du RPR, M. Jacques Chirac (« l'odeur » dans les immeubles où vivent des immigrants), cet été, semblent, à bien des égards, voisins d'une rhétorique utilisée avec succès par M. Le Pen. La fièvre populiste que certains ont cru pouvoir déceler procédait de la crise de la politique institutionnelle.

« Lors de l'interview de M^{me} Cresson, le 8 juillet, j'ai surtout retenu l'utilisation par le premier ministre de l'expression de « classe intellectuelle-médiatique », qui appartient au vocabulaire de M. Le Pen », souligne M. Pascal Perrineau, chercheur au CEVIPOF. Même si il concède que la « crise de la politique », indémodable, fait partie des meubles nationaux, M. Perrineau souligne la dégradation phénoménale des années 80. « Tous les indicateurs sont au rouge », assure-t-il au vu des enquêtes réalisées régulièrement par la SOFRES sur l'image des politiques. « On peut difficilement tomber plus bas », estime-

tail. La politique institutionnelle et le populisme semblent donc fonctionner en vases communicants.

Le remède de cheval administré par M^{me} Cresson a créé un choc, y compris au sein du Parti socialiste. Le premier ministre, briseur des règles des politiques ou des journalistes (qui avaient déjà instruit le procès en populisme de Coluche), en a rapidement fait les frais. Caricature contre caricature, M. Pierre Bergé s'est parallèlement ému, de voir le PS s'en remettre à « un démagogue populiste », M. Bernard Tapie, pour les élections régionales en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (le Monde du 23 juillet).

Le « parler franc » du premier ministre

Fallait-il cependant regrouper sommairement sous la même étiquette – « populiste » – des personnalités politiques et des discours aussi différents. M. Guy Birenbaum, chercheur en sciences politiques à Paris-1, qui termine une thèse consacrée au Front national, estime qu'il n'y a rien de commun entre M. Tapie, M. Le Pen et M^{me} Cresson, car ils ont dans la vie politique des rôles et des objectifs très différents. M. Tapie n'est pas un professionnel de la politique, et le langage qu'il a adopté en politique est le même que celui qu'il utilise dans le football ou les affaires. Le « parler-franc » utilisé par le premier ministre dans les premières semaines de son arrivée en fonctions se rattache plutôt à la personnalité de M^{me} Cresson et à la nécessité de trancher avec le discours de son prédécesseur, M. Rocard.

Le premier ministre s'est cantonné à un discours qui n'a pas été suivi de rupture similaire dans la courante des affaires économiques ou politiques. Si on en juge par ses dernières prestations, le « parler-cru » semble d'ailleurs avoir vécu.

En revanche, M. Le Pen peut être qualifié de populiste, dans le sens où il a élaboré une véritable stratégie visant à « coller au plus près de ce qu'il croit être des préoccupations populaires », selon

M. Birenbaum. Le populisme de M. Le Pen se rattache au « national-populisme », définition donnée par M. Pierre-André Taguieff et reprise par M. Michel Winock dans un article du Monde, le 12 juin 1987, pour qualifier un phénomène politique vieux d'un siècle, apparu entre les deux crises du boulangisme et de l'affaire Dreyfus (1887-1900).

Le danger réside aujourd'hui, selon M. Birenbaum, dans « la tendance à aggloméner des phénomènes très différents ». « Marquer M. Le Pen à la culotte », pour employer cette image, est une grave erreur, car c'est accréder sa représentation du réel », ajoute-t-il en soulignant, au contraire, l'échec, jusqu'à présent, de la rhétorique et du vocabulaire élaborés au sujet du sida.

Se laisser prendre au mythe du « populisme », que ce soit pour le déconstruire ou pour s'en inspirer, est encore le meilleur moyen de lui donner de la consistance.

GILLES PARIS
et VANESSA SCHNEIDER

(1) Le club Démocratie 2000, qui réunit des socialistes proches de M. Jacques Delors, consacre ses rencontres des samedis 7 et dimanche 8 septembre, à Lorient, au thème : « Populisme ou démocratie ».

(2) Voir notamment l'article de M. Patrick Mestrallet, consacré au populisme en Autriche à travers l'exemple du chef du Parti libéral autrichien (FPÖ), M. Jörg Haider, dans le deuxième numéro de la revue *Politix* sur « Le populisme et la politique ».

(3) M. Pierre Poujade, papetier à Saint-Céré (Lot), conseiller municipal élu sur une liste gaulliste, lance en 1953 l'Union de défense des commerçants et artisans (UDCA) et engage une lutte virulente contre le fisc. Le mouvement qu'il appuie sur les appréhensions des petits commerçants et artisans devant la rapide mutation économique de la France, fait irruption sur la scène politique à l'occasion des élections législatives de janvier 1956. Cinquante-trois députés (dont M. Jean-Marie Le Pen dans la cinquième circonscription de Paris) sont élus députés. M. Poujade, qui se présente comme le défenseur du petit commerce, est élu député. Avec le déclin du mouvement, rangé par les discussions internes et les départs. Le retour du général de Gaulle fut, cependant, ce jour-là, favorable à l'Algérie française, est opposé, contre l'avis de la majorité de ses amis, lui porter un coup fatal.

La polémique sur le passé de M. Marchais

Le secrétariat d'Etat aux anciens combattants décide une enquête

Le secrétariat d'Etat aux anciens combattants a décidé de confier à l'inspection générale des anciens combattants une enquête, à la suite des témoignages sur le séjour, pendant l'Occupation, de M. Georges Marchais en Allemagne (le Monde du 6 et 7 septembre). Le secrétariat d'Etat assure que « ces archives bénéficient aujourd'hui de toutes les protections requises pour assurer la confidentialité de ses documents ».

Le réalisateur de télévision Mosco a d'autre part proposé au secrétaire général du Parti communiste de se rendre avec lui en Allemagne, afin de vérifier l'authenticité de nouveaux documents, concernant son passé, et qui tendent à prouver que M. Marchais a été « travailleur volontaire » jusqu'au 21 décembre 1943. M. Marchais, ayant qualifié de « faux » ces documents, Mosco lui propose soit de l'accompagner, soit « de mandater quelqu'un avec un historien, un journaliste et une équipe de télévision pour se rendre aux archives municipales d'Angsborg et aux archives internationales de la Croix-Rouge à Arnsdorf ».

De son côté, M. Georges Heckl, dont le Monde du 6 septembre a publié les propos selon lesquels des militants communistes auraient fait disparaître des archives du ministère des anciens combattants (où lui-même était fonctionnaire) l'exemplaire du contrat de travail de M. Marchais, assure qu'il y avait des communistes dans cette administration. Au secrétaire général du PC, qui mettait en doute jeudi 5 septembre, une représentation suffisante de communistes pour détourner de tels documents, M. Heckl répond que, à son arrivée au ministère des anciens combattants, en 1945, il y avait « vingt-deux ou vingt-trois communistes appartenant à une cellule ». Il nous a précisé qu'un moment des faits, en 1960 « il y en avait cinquante-deux ».

Enfin, M. Jean-Pierre Biard, maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a estimé que M. Marchais « profanait la mémoire des sept millions de Chénouviers » s'il participait, comme il en avait l'intention, le 20 octobre, à la commémoration de l'écroulement, par les nazis de ces otages, en 1941.

Figure légendaire de la Libération de Paris

Raymond Dronne est mort

Raymond Dronne, premier à entrer dans Paris occupée, le 24 août 1944, à la tête d'un détachement de la division Leclerc (2^e DB), ancien député, est mort jeudi 5 septembre. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

« Dronne, qu'est-ce que vous faites-là ?
— Mon général, j'exécute l'ordre que j'ai reçu... »

« Il ne faut jamais exécuter les ordres idiots ! Dronne, filez droit sur Paris, entrez dans Paris ! »

« Tous de suite, mon Général. Mais je n'ai que deux sections d'infanterie, il me faudrait d'autres moyens... »

« Prenez ce que vous trouvez, faites vite ! »

C'est ainsi que dans ses *Carnets de guerre*, Raymond Dronne raconte comment le général Leclerc, qui commandait la 2^e DB, lui donna l'ordre d'entrer dans Paris. Ce jeune capitaine de trente-six ans, alors capitaine, un peu débraillé, le képi de travers (selon les photos de l'époque), entra le premier dans Paris occupée, le 24 août 1944. Raymond Dronne fut, cependant, ce jour-là, l'homme le plus embrassé de France.

Gaulliste, doté d'un solide accent du terroir, paysan de la Sarthe et docteur en droit, il était entré d'un coup dans la grande et la petite histoire. Il en livra plus tard des récits savoureux, racontant comment Félix Gaillard lui fit connaître un bain dans la baignoire du préfet et comment, au bivouac du bois de Boulogne, « après la lessive faite dans les casques renversés, de gentilles et légères lingeries féminines séchaient sur les arbrustes en compagnie de chemises kakis et de grosses chaussettes ».

Un brin de gauchiste et un gros courage militaire, les combats avaient été rudes aux abords de Paris. Raymond Dronne devint donc un héros puis versa, presque malgré lui, dans la politique, où il resta, malgré le sérieux de l'affaire et ses titres – il était compagnon de la Libération – l'un des personnages les plus pittoresques et les plus truculents du Sénat (1948-1951) puis de l'Assemblée nationale (1951-1978).

Naturellement gaulliste, Raymond Dronne passa du RPF (Rassemblement du peuple français, créé autour du général de Gaulle) à l'UNR (Union pour la nouvelle République) dont il fut exclu du groupe parlementaire en 1961. Car entre-temps les gaullistes avaient dû affronter l'affaire algérienne, et Raymond Dronne faisait partie de ces

députés qui, attachés à l'Algérie française, s'étaient refusés à suivre l'évolution du général de Gaulle, alors président de la République, à partir du processus d'entente internationale qui devait conduire à l'indépendance de l'Algérie.

Raymond Dronne, farouchement hostile aux « bradeurs », s'était cependant tenu à l'écart des extrémistes fondateurs de l'OAS. En 1961, créateur d'un épandeur mouvement intitulé Unité et sauvegarde de la République, il s'était efforcé de rassembler ceux des militants gaullistes « qui ne veulent être ni des inconditionnels robots ni des activistes ». Ses prises de position, son hostilité à la politique algérienne de de Gaulle, lui valurent d'être battu aux élections législatives de 1962 et de 1967. Représenté sur sa mairie d'Économoy, où il s'était installé en 1947, Raymond Dronne devint député en 1968 pour retrouver son siège de député, qu'il conserva de justesse en 1973 et auquel il renoncera en 1978, entre les deux tours des élections législatives de la 2^e DB, lui donna l'ordre d'entrer dans Paris. Ce jeune capitaine de trente-six ans, alors capitaine, un peu débraillé, le képi de travers (selon les photos de l'époque), entra le premier dans Paris occupée, le 24 août 1944. Raymond Dronne fut, cependant, ce jour-là, l'homme le plus embrassé de France.

A l'Assemblée nationale, ce député au physique massif a eu deux courtes d'intimité principale : la défense des bouillottes de cuivre et les questions militaires. Sur ce dernier sujet, il tenait souvent des propos alarmistes et, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, il avait privilégié, en 1977, l'hypothèse d'une attaque nucléaire massive, par surprise, venue d'Union soviétique, « en début de week-end pendant une nuit de vendredi à samedi ».

J.-Y. L.

INÉ le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe), Raymond Dronne occupa un destin et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, entra en 1934 dans l'administration coloniale. Administrateur en chef de la France d'outre-mer en 1938, il rejoignit la France libre en 1940 et commanda, le 24 août 1944, le premier détachement de la 2^e DB entré à Paris. Secrétaire de la Sarthe de 1945 à 1951, il devint, de 1951 à 1958, député RPF, puis républicain social de ce département. Député UNR de la troisième circonscription de la Sarthe en 1958, il perdit son siège en 1962 et ne le retrouva qu'en 1968. A compter de cette date, il siège parmi les centristes, au groupe progressiste et démocratique puis, après les élections législatives de 1973, au groupe réformateur. Raymond Dronne, qui n'était plus député depuis 1978, a été président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale (1976-1978), maire d'Économoy (1947-1983), conseiller général de la Sarthe (1951-1976). Compagnon de la Libération, médaille de la Résistance, il était grand officier de la Légion d'honneur.

EN BREF

M. Klejman voit en M. Delors une « espérance ». — Invité vendredi 7 septembre de l'émission « Objections » sur France-Inter, M. Georges Klejman a déclaré : « M. Jacques Delors est un des socialistes dont l'image s'est légitimement maintenue et qui reste l'une des espérances pour ceux qui l'attendent un jour à la tête du gouvernement ». Le ministre de la communication a observé qu'actuellement, M^{me} Cresson est lancée dans une action courageuse et qu'il n'en est qu'à ses débuts. Dressant l'éloge du président de la Commission européenne, M. Klejman a vu en lui « un homme de

première importance ». « Si demain, c'était lui qui était choisi pour représenter les couleurs de la gauche, je peux vous assurer que je serais volontaire pour l'aider », a-t-il précisé.

M. Carl Lang quitte la Normandie. — M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, s'est démis de son mandat de conseiller régional de Haute-Normandie où il succède son suiveur de liste, M. Yves Dupont. M. Lang a été désigné pour conduire la liste de son parti, aux régionales de mars prochain, dans le département du Nord.

M. Rocard préconise un droit d'ingérence démocratique

Devant l'université d'été des clubs rocardiens Forum, réunis au Cap d'Agde (Hérault), M. Michel Rocard a jugé, samedi 7 septembre, « nouveau » et « considérable » la clôture du « temps des dictatures en Europe ». Après avoir estimé que « le temps des dictatures doit se clore dans le monde (...), la communauté internationale doit intervenir que des dictatures nouvelles ne naissent », l'ancien premier ministre a déclaré : « Une page doit être définitivement tournée, celle d'un monde hypocrite où sous prétexte de ne reconnaître que des Etats, on était prêt à s'accommoder de n'importe quel régime, où ce qu'on appelait Realpolitik n'était souvent ni politique ni vraiment réaliste ».

« Si nous sommes heureux de la fin définitive d'une grande dictature, ce n'est pas pour voir s'en multiplier des petites », a-t-il affirmé avant de préciser : « Avant certains Etats, comme le russe et les baltes, ont su faire marcher ensemble leur revendication d'autonomie et celle de démocratie, autant d'autres paraissent avoir épuisé leurs objectifs en gagnant leur indépendance et se soucier fort peu de la démocratie ».

Ainsi, pour M. Rocard, il faut que le « préalable du suffrage universel d'élections libres et de garanties démocratiques » soit rempli avant que ne soit donné satisfaction à ceux qui réclament aide économique, reconnaissance diplomatique et adhésion aux Nations unies. « Je souhaite, à l'initiative de la France, cette exigence soit désormais commune et systématique de la part des douze Etats de la Communauté européenne », a-t-il demandé.

Enfin, évoquant le devoir « d'ingérence humanitaire », qui finalement s'est imposé, l'ancien chef du gouvernement a préconisé : « Dans la logique qui a fondé les Nations unies – malheureusement restée lettre morte sur ce point – la communauté internationale devra assumer collectivement un droit d'ingérence démocratique ».

Devant les jeunes du RPR

M. Juppé affirme que « le socialisme est en train de mourir »

M. Jacques Chirac devait intervenir, dimanche 8 septembre, devant l'université d'été des jeunes du RPR réunie depuis vendredi à Périgueux.

PÉRIGUEUX

de notre envoyé spécial

Pour le RPR, le moment est propice pour maintenir la pression sur un adversaire jugé déstabilisé et affaibli. Il convient donc de redoubler les critiques et d'intensifier les attaques contre la gauche. Mais comme cela ne saurait, à soi seul, garantir la victoire, il faut, dans le même temps, renforcer l'union de l'opposition et nier les divergences. C'est pourquoi, au passage, l'incident du « chèque » incomplet de Moscou est traité comme une légère turbulence, qui ne troublera pas, assurément, le voyage de l'opposition jusqu'au terme tant espéré. C'est pourquoi il faut aussi, tirant les leçons de 1981 et de 1988, concrétiser cette union à travers les « primaires », sur

lesquelles M. Juppé jure qu'il « tiendra bon ».

Tel est le thème général développé par les orateurs de cette université d'été. La conjoncture étant jugée favorable, MM. Juppé et Chirac ont utilisé à la fois les événements de Moscou, la réunion du comité central du PCF, les débats socialistes de Ramatuelle, autant que les interventions de M. Mitterrand à la télévision. Le diagnostic de M. Juppé est donc catégorique : « Le socialisme est en train de mourir ».

Et il énumère avec une précision clinique les symptômes. Les socialistes ont tout perdu. Nourris au lait du marxisme, dit-il, ils ont perdu leur idéologie. Ils ont perdu leur réputation, avec la corruption qui se répand, note M. Juppé, à tous les niveaux, et ont perdu leur habileté manœuvrière. L'opération Cresson menée par M. Mitterrand a échoué. Ils ont perdu leur cohésion et, catastrophe finale, leur allié communiste.

Pour M. Yves Guéna, le constat est identique puisque, économiquement, le socialisme c'est « la mauvaise gestion », puisqu'en matière de

Le projet de loi sur le statut de l'élu est prêt

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a annoncé, vendredi 6 septembre à Aix-en-Provence, à l'occasion des rencontres organisées par le club de réflexion « Priorités aujourd'hui », créé par M. Louis Mermaz en 1990, au lendemain du congrès socialiste de Rennes, que les derniers arbitrages concernant le statut de l'élu venaient d'être rendus par le premier ministre.

Le texte prévoit un plafonnement des différentes indemnités perçues par les élus, équivalant à une fois et demie le montant des indemnités parlementaires, soit de 45 000 F à 50 000 F. Il établit, d'autre part, une classification des départements comparable à celle qui existe dans les communes, pour fixer le montant des indemnités. Le projet de loi qui vient

d'être transmis pour avis au Conseil d'Etat devrait être soumis prochainement au conseil des ministres.

Le ministre de l'intérieur a confirmé, après les déclarations de M^{me} Edith Cresson, selon lesquelles il était exclu de recourir à la procédure contraignante de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour modifier le mode de scrutin aux élections cantonales et régionales, qu'il était « politiquement et techniquement incapable de présenter un projet de loi » sur cette réforme.

Il a cependant indiqué que sa préférence personnelle allait à un maintien des cantons ruraux et à l'instauration dans les zones urbaines d'un mode d'élection des conseillers généraux comparable à celui qui est en vigueur pour les élections municipales.

هكذا من الأصل

MÉDECINE

« Première » en France à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil

Une prothèse cardiaque électromagnétique a été implantée chez un malade

Une équipe chirurgicale de l'hôpital Henri-Mondor (Créteil) dirigée par le professeur Daniel Loiseleur (service du professeur Jean-Paul Cachera) a implanté, chez un malade victime d'un infarctus massif, une prothèse cardiaque électromagnétique de fabrication américaine. Réalisée le mardi 3 septembre, cette « première » française semble être un succès, la malade devant ultérieurement subir une transplantation cardiaque. Cette intervention souligne de manière paradoxale les difficultés rencontrées par le développement des courants artificiels pouvant se substituer entièrement à l'organe défaillant tout en laissant une totale autonomie au malade.

L'intervention du mardi 3 septembre a été pratiquée à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne) sur un homme de soixante-six ans vivant dans la région parisienne et victime d'un infarctus massif, sans jamais avoir auparavant souffert de symptômes laissant penser à l'existence d'une maladie cardiaque. Cette intervention n'aura, au total, duré que trois heures, et les médecins ont depuis noté une amélioration constante de l'état de leur patient. Ce dernier devrait ultérieurement subir une greffe cardiaque dès que son état le permettra et qu'un greffon compatible sera disponible.

Rien ne permet ici de parler d'implantation d'un « cœur arti-

ciel ». D'abord parce que la prothèse utilisée par le professeur Loiseleur ne cherche à pallier qu'une partie des fonctions de l'organe (assistance ventriculaire gauche). Ensuite parce que l'appareil n'est implanté que pour une période limitée, permettant au malade de survivre et d'améliorer ses fonctions organiques dans l'attente - quelques semaines ou quelques mois - d'une greffe.

Comment fonctionne ce type de prothèse ? Il s'agit, schématiquement, d'un ventricule artificiel placé dans la cavité abdominale du malade et qui remplace le ventricule gauche défaillant. Ce système est branché en dérivation sur le circuit normal du flux sanguin entre ventricule gauche et aorte. Il est alimenté par une pompe électromagnétique, l'énergie étant transmise au moteur par un système de fils traversant la paroi abdominale.

Une greffe de près d'un siècle

Les premières implantations de ce système, baptisé Novacor, du nom de la firme californienne qui l'a mis au point et développé en liaison avec la société américaine Baxter, ont commencé il y a quelques années déjà aux États-Unis, avec, semble-t-il, des résultats satisfaisants. En France, une première implantation d'un autre type de prothèse d'assistance biventriculaire (modèle Pierce) avait été réalisée en 1986 par le professeur Alain Carpentier de l'hôpital Broussais à Paris (*le Monde* du 29 février 1986).

Il y a un an, la Food and Drug Administration américaine avait autorisé la firme Novacor à expé-

rimer sur l'homme une prothèse du même type que celle qu'elle développait jusqu'alors, mais qui représentait un progrès notable dans la mesure où elle était cette fois dépourvue de la batterie externe et des fils transcutanés (*le Monde* du 7 juillet 1990).

Pour importantes qu'elles soient, toutes ces avancées ne constituent en aucune façon des progrès décisifs dans la quête - vieille de près d'un siècle - du véritable cœur artificiel. Car en dépit de l'enthousiasme toujours intact de quelques équipes spécialisées qui, à travers le monde, travaillent sur ce thème, l'objectif semble toujours aussi lointain, sinon insaisissable.

La principale déception a fait suite aux nombreuses tentatives, toujours très médiatisées, effectuées à partir de 1982 par le docteur William DeVries avec son modèle Jarvik. Celui-ci devait finalement être interdit aux États-Unis en janvier 1990, après que le docteur Claude Lenfant, directeur de l'Institut national américain de la santé, a décidé de ne plus financer les recherches dans ce domaine. La situation devait toutefois rapidement évoluer, l'Institut décidant malgré tout de financer plusieurs programmes de recherche pour la mise au point d'un cœur électrique.

Il y a trois ans, dans ces colonnes (*le Monde* du 12 octobre 1988), les docteurs D. Lapeyre, O.H. Frasier et P. Marion annonçaient, pour 1993, les premières expérimentations sur l'homme d'un véritable cœur artificiel capable de concurrencer la transplantation cardiaque.

JEAN-YVES NAU

ÉDUCATION

Les accros de la rentrée en Ile-de-France

Trois cents lycéens non inscrits à Paris

Près de trois cents lycéens et cent cinquante collégiens parisiens n'étaient toujours pas inscrits dans un établissement scolaire de la capitale, vendredi 6 septembre. Cette situation, vécue par les élèves et leurs parents comme angoissante à trois jours de la rentrée, concerne essentiellement l'entrée en classe de sixième et la réinscription en classes terminales de candidats malheureux au baccalauréat.

Le rectorat de Paris s'est engagé à trouver une place dans un lycée ou collège parisien à tous les enfants domiciliés dans la capitale, provenant d'un établissement public ou privé sous contrat, au plus tard lundi 23 septembre. L'engagement du rectorat ne garantit cependant pas que les

vœux de chacun soient respectés, notamment en ce qui concerne l'établissement d'accueil.

D'autre part, la rentrée dans les écoles primaires parisiennes s'annonce morose, selon M. Jean Tibéri. Le premier adjoint au maire de Paris a déploré, vendredi 6 septembre, que, « sous prétexte d'une baisse démographique », le ministère de l'éducation nationale ait supprimé, dans la capitale, cinquante postes d'instituteurs et formé soixante classes, notamment dans des zones d'éducation prioritaires (ZEP). Pour la mairie de Paris, ces suppressions de postes vont entraîner une augmentation des effectifs par classe. Le rectorat, cependant, estime possible de maintenir un plafond de 24 élèves par classe dans les ZEP.

Près de 2 000 bacheliers à la recherche d'une université

Si le système informatique de pré-inscriptions universitaires RAVEL (Recensement automatisé des vœux des élèves) a permis de faire disparaître les traditionnelles files d'attente de début juillet aux portes des universités, il n'a pas permis de régler pour autant le casse-tête des inscriptions en Ile-de-France.

Ainsi, 1 900 bacheliers de la région parisienne - sur les 76 000 lauréats de cette année - n'ont toujours pas trouvé de place dans l'université de leur choix. Dans un communiqué publié vendredi 6 septembre, le rectorat de Paris précise que les principales zones de difficultés sont le droit, l'économie, l'administration, en raison

d'une demande « totalement inhabituelle » dans ces secteurs.

« Ces candidats, ajoute le communiqué, ont reçu une demande de confirmation fin juillet, leur indiquant qu'ils seraient inscrits s'ils confirmaient effectivement leur demande d'inscription. Ils le seront prochainement, assure le rectorat, qui conclut ainsi : « Afin de pouvoir leur faire des propositions les plus conformes à leurs souhaits, nous réunirons comme prévu les présidents d'université au début de la semaine prochaine et les candidats recevront une proposition d'inscription dans les jours qui suivront, comme cela leur avait été indiqué fin juillet. »

Au Congo

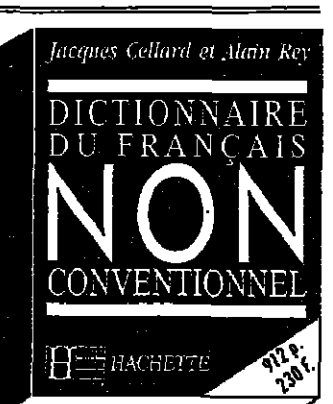
Plus de cent morts dans une collision entre deux trains

Plus de cent personnes, selon une première estimation officielle donnée à Brazzaville par le ministre des transports, M. Demba Thelo, ont trouvé la mort dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 septembre, lors d'une collision entre deux trains survenue à Dolisie (à 400 kilomètres au sud de Brazzaville) dans le sud du Congo (nos dernières éditions du 7 septembre).

Une cinquantaine de victimes de cette catastrophe se trouvent, en outre, dans un état critique et le bilan pourrait être beaucoup plus lourd. Une partie des blessés a été évacuée vers l'hôpital de Pointe-Noire, la capitale économique.

C'est un train de voyageurs qui est entré en collision avec un train de marchandises de la Compagnie minière de l'Ogooué, sur la ligne reliant Brazzaville à Pointe-Noire. Un wagon, bondé de passagers, a été précipité dans un ravin. Une défaillance du système de freinage de l'un des trains serait à l'origine de l'accident. Le gouvernement congolais a d'ores et déjà décrété un deuil national d'une semaine, et mis en place une cellule de crise.

Un hélicoptère de la sécurité civile s'est écrasé sur le mont Blanc. M. Patrick Brosse, commandant de la base de la sécurité civile d'Annecy-Meythet (Haute-Savoie), a été tué, jeudi 5 septembre, à bord de l'hélicoptère qu'il pilotait et qui s'est écrasé sur la face nord du mont Blanc (Haute-Savoie). Ses trois passagers ont été blessés, parmi lesquels M. Gilles Bouchet, directeur par intérim de l'Ecole nationale de ski et d'alpinisme (ENSA) de Chamonix, grièvement atteint à la colonne vertébrale. L'appareil effectuait une mission technique de ravitaillement au profit d'une équipe de médecins travaillant au refuge Vallot, à plus de 4 000 mètres d'altitude.



GUY PORTE

Un jésuite équatorien à la tête de la Fédération internationale des universités catholiques

La Fédération internationale des universités catholiques (FIUC), réunie en congrès à Toulouse du 2 au 6 septembre, a porté pour la première fois à sa présidence un représentant du tiers-monde, le Père jésuite Julio Teran Dutari, actuel recteur de l'Université catholique de Quito (Equateur).

Le nouveau président succède à M. Michel Falise, recteur de l'Université catholique de Lille, dont le remplacement, à Lille, est prévu au 1^{er} octobre prochain (*le Monde* du 4 juillet). La FIUC, qui regroupe environ 150 universités catholiques des cinq continents, tiendra son prochain congrès à Beyrouth, en 1994.

Le Père Claude Cesbron nommé recteur de l'Université catholique d'Angers. - Le Père Claude Cesbron, secrétaire général adjoint de l'épiscopat français, chargé de questions pastorales, a été nommé recteur de l'Université catholique de l'Ouest à Angers. Il remplace Mgr Ouvrard, démissionnaire pour raison de santé.

Le SNES appelle à manifester pour la rentrée. - Le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) a réaffirmé, vendredi 6 septembre, ses « inquiétudes » sur les conditions de la rentrée. « La crise du recrutement et le manque de moyens ne permettront pas une amélioration des conditions d'enseignement », a estimé M. Monique Vuillat, secrétaire générale du syndicat. C'est pourquoi le SNES appelle ses adhérents à manifester localement leur mécontentement les 16 et 24 septembre, puis le 3 octobre, avant de se retrouver à Paris, le 12 octobre, pour une manifestation prévue depuis le printemps dernier.

(Publicité)

PAS DE TRÈVE POUR LES RIDES

Progrès des chercheurs américains

NEW YORK - Les U.S.A. sont le pays de la jeunesse ? Il semblerait que oui, à en juger par le budget investi pour vaincre les signes de l'âge.

Un signal des progrès des chercheurs vient d'un test commissionné par une société de cosmétiques pour pharmacies à l'IRSI de New York et conduit par le dermatologue Daniel Gormley sur une pommade contre les rides.

Gormley affirme : « Appliquée sur une vingtaine de volontaires, la pommade a montré une grande efficacité dans la réduction des rides, tant en profondeur qu'en nombre ». Décrivait le test il a déclaré : « La pommade a été appliquée sur la moitié du visage de personnes âgées de 45 à 60 ans. À la fin du traitement, nous avons relevé une amélioration de la zone traitée d'au moins quatre fois supérieure par rapport à la partie non traitée. »

Distribuée par Korff (dont le siège est à New York) cette pommade arrive aussi dans les pharmacies françaises, en deux versions à utiliser selon le conseil du pharmacien : Anti Age Retard pour un résultat visible en quelques mois, et Anti Age Super pour une action énergique, même pour les peaux âgées de plus de 50 ans.

FAITS DIVERS

Nouvelles expertises deux mois après le meurtre de Mme Marchal à Mougins (Alpes-Maritimes)

La veuve richissime et le petit jardinier

Les enquêteurs progressent lentement dans la recherche du meurtrier de M^{me} Ghislaine Marchal, assassinée le 23 juin à Mougins, près de Cannes. M. Omar Raddad, le jardinier de la victime, est inculpé depuis le 28 juin, mais n'a pas encore participé au crime. On devrait connaître dans les tout prochains jours le résultat de plusieurs expertises scientifiques, ordonnées par le juge d'instruction, M. Renard.

NICE

de notre correspondant régional « Omar m'a tué ». Cette mention, mal orthographiée, accuse un jeune jardinier marocain, Omar Raddad, vingt-neuf ans, inculpé, le 28 juin, du meurtre de M^{me} Ghislaine Marchal, soixante-cinq ans, la riche veuve de l'un des deux frères Marchal, créateurs de la marque de bougies et d'accessoires automobiles, sauvagement tuée à coups de couteau, le 23 juin, dans sa villa de Mougins, près de Cannes.

Cette mention, la victime, qui employait Omar depuis deux ans, l'a écrite, avant de mourir, de sa main, avec son propre sang, comme l'a confirmé une expertise en écritures. Mais, en dépit de cet indice accablant, le meurtrier présumé n'a pas encore été arrêté et, en attendant les résultats de plusieurs expertises scientifiques, l'enquête n'a pas permis, jusqu'ici, de réunir les preuves formelles de sa culpabilité.

Un crime sauvage, au début de l'été. Aucun témoin, pas de mobile évident, pas de trace de l'arme utilisée. Mais un meurtrier présumé qui a été désigné par sa victime elle-même. Une affaire ficelée comme de l'Agatha Christie. M^{me} Marchal a été tuée, dimanche 23 juin, dans sa villa de Mougins, La Chamade, un grand mas croulé de rose, dominant la baie de Cannes où elle s'était installée, en 1988, après la mort de son mari.

Décrite comme une femme secrète et autoritaire, passionnée de bridge et de mots croisés, elle y vivait seule, sans aucun domestique, mais recevant et sortant assez souvent. Sa mort a été

horrible. Les gendarmes, alertés par l'une de ses amies qui s'inquiétait de son silence, ont découvert son corps, lundi 24 juin, en fin de journée.

M^{me} Marchal glissait, face contre terre, les bras étendus au-dessus de la tête derrière la porte de la chaufferie, un local situé au fond d'une grande cave en sous-sol. D'après les résultats de l'enquête et le rapport d'autopsie, elle a été surprise à l'entrée de la cave. Son meurtrier l'a d'abord frappée avec violence à la tête, avec un marteau en bois et une barre de fer coudée. En cherchant à se protéger, elle a eu un doigt presque sectionné et elle a perdu sa prothèse dentaire. Puis, comme en témoignent de larges entailles, le tueur a tenté, par deux fois, de l'égorger avec un couteau à lame effilée et lui a porté plusieurs autres coups, au thorax, à l'abdomen et à la cuisse.

Selon le médecin légiste, aucun de ces coups n'était mortel et M^{me} Marchal a survécu environ trente minutes. Affolée, elle s'est traînée vers la porte d'entrée de la cave, fermée à clef par le meurtrier qu'elle a tenté de bloquer à l'aide d'un lit pliant. Elle a eu encore la force, avec ses doigts ensanglantés, d'écrire sur la porte de la cave à vins, en lettres capitales : « OMAR M'A TUÉ ».

Un employé discret et travailleur

La faute d'orthographe ? Surprenante chez une femme cultivée qui connaissait pourtant ce genre de heurts dans ses mots croisés... elle a fini par se réfugier dans la chaufferie où, une nouvelle fois, elle a tenté de tracer les mêmes mots. Mais elle est alors à bout de forces. Son dernier message, à une vingtaine de centimètres du bas de la porte - elle est, sans doute, couchée dans la position où on l'a retrouvée - reste inachevé. On lit « OMAR », puis deux lettres, comme un « M » et un « T ».

Conclusion de l'expert en écritures : les dix-sept lettres relevées dans la cave sont bien de la main de M^{me} Marchal. Il souligne, en outre que « la deuxième mention, moins claire que la première

démontre des traces d'affaiblissement physiologique chez le scripteur. Ce qui, ajoute-t-il, permet d'écarter l'hypothèse d'une quelconque mise en scène ».

La question se pose, en effet, de savoir si M^{me} Marchal est bien l'auteur de ces deux mentions dénonciatrices, ou si elles sont l'œuvre d'un assassin machiavélique. Omar, le jardinier de la riche veuve de Mougins. Car Omar Raddad, dépeint comme un employé discret, travailleur et serviable, a été interpellé, deux jours plus tard, à Toulon, où il avait rendu visite à sa femme Latifa qui venait d'accoucher d'un second enfant au domicile de ses parents. Il a été inculpé d'homicide volontaire, le 28 juin. Et, depuis cette date, il ne cesse de nier.

La double mention de son nom dans la cave est évidemment, pour lui, l'élément le plus accablant. Son avocat, M. Georges Girard, a néanmoins demandé, et obtenu, une seconde expertise en écritures. Reste que son alibi n'est qu'imparfaitement vérifiable. L'heure de la mort de M^{me} Marchal a été située, grâce à deux coups de téléphone que lui ont donnés des amis, entre 11 h 45 et 12 h 30. Elle a répondu au premier mais pas au second. Ce dimanche, Omar travaillait chez une voisine de M^{me} Marchal. Celle-ci, M^{me} Pascal, situe approximativement son départ vers midi et son retour vers 13 heures. Dans ce laps de temps, Omar affirme s'être rendu chez lui, à vélo, pour aller faire ses courses à Cannes et du Carnet, pour déjeuner rapidement.

Sur un point, au moins, ses déclarations ont reçu une confirmation. Comme il l'a indiqué, il a bien téléphoné, d'une cabine publique, non loin de son domicile, à son épouse, à Toulon. Les relevés de France-Telecom en font foi : il était 12 h 51. Omar a précisé, par ailleurs, qu'il avait croisé, dans la cour de son immeuble, vers 12 h 15 ou 12 h 20 le géant d'une superette Casino. Interrogé par les enquêteurs, ce témoin ne se souvient pas l'avoir vu, mais il confirme qu'il est bien passé dans cette cour à l'heure indiquée par le jardinier. Ces deux repères tendraient à prouver qu'Omar

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Accusés de citations abusives dans leur livre « Dieu et la science »

Les frères Bogdanov contre-attaquent

Les frères Igor et Grichka Bogdanov, contre-attaquent en retour, contre leurs adversaires, les accusateurs de citations abusives qui leur avaient valu d'être condamnés « par provision » en référé, solidairement avec les éditions Grasset, à payer la somme de 50 000 francs aux éditions Fayard (le Monde du 23 août, et daté 1-2 septembre).

« Je mets au défi quiconque de trouver dans notre livre une seule phrase qui n'appartienne pas aux auteurs », a lancé, vendredi 6 septembre, Grichka Bogdanov au cours d'une conférence de presse. Les deux présentateurs de télévision sont en effet accusés d'avoir, pour écrire leur livre d'entretiens avec l'académicien Jean Guittou intitulé *Dieu et la science* (Grasset), largement puisé dans la *Mémoire secrète* de l'astrophysicien Trinh Xuan Thuan (Fayard).

Igor et Grichka Bogdanov retournent l'accusation en affirmant que M. Trinh Xuan Thuan s'est, au contraire, inspiré d'articles écrits par eux en 1987. Il aurait notamment, a affirmé Grichka Bogdanov, « transposé dans *La Mémoire secrète* une

page complète d'une interview de l'astrophysicien Carl Sagan que nous avons publiée dans *Paris-Match* ».

Chez Fayard, où l'on prépare le dossier pour un procès « au fond », on rétorque que ces « emprunts » (la page dans *Paris-Match*) ne sont que des morceaux de phrases sortis du contexte qui ne prouvent nullement le plagiat. Alors que, estime en revanche un expert de chez Fayard, l'« apport involontaire » de M. Trinh Xuan Thuan porte au total sur l'équivalent de 30 à 25 % du livre des Bogdanov.

Un responsable des éditions Flammarion a confirmé, par ailleurs, que M. Michael Talbot, auteur de *Univers : Dieu ou hasard*, s'était largement inspiré d'un rapport de la Fondation scientifique américaine utilisé aussi par les Bogdanov, et que l'on ne pouvait donc pas parler de plagiat entre les deux ouvrages, comme l'avait écrit le *Canard Enchaîné*.

Grichka Bogdanov a enfin indiqué qu'il n'avait pris aucune décision quant aux suites juridiques à donner à l'affaire.

Laboratoire spécialisé dans l'investigation criminelle

Le CARME de Bordeaux est mis en liquidation judiciaire

BORDEAUX

de notre correspondant

Le carnet de commandes est vide et le passif estimé à 6 millions et demi de francs : le Centre d'application et de recherche en microscopie électronique (CARME) est mis en liquidation judiciaire. Ce laboratoire, qui employait huit ingénieurs, a été fondé en 1981 à La Teste (Gironde) par M. Loïc Le Ribault. Il s'était distingué par ses activités en matière de recherche criminalistique.

Il fut en effet le premier laboratoire de France à utiliser le microscopie à balayage électronique dans le cadre d'enquêtes judiciaires. Mais depuis, la police nationale s'est équipée de moyens plus modernes lui permettant de se passer des services du CARME, par ailleurs concurrencé par d'autres laboratoires privés.

A plusieurs reprises, depuis 1988, M. Loïc Le Ribault avait tenté de mettre en place des solutions pour

sauver son laboratoire. Il avait vendu, en 1990, la branche électronique (CC), la moins spectaculaire mais la plus rentable. Ce qui restait du CARME avait ensuite été repris par une société girondine qui avait rapidement cédé ses parts en juin 1991 au groupe parisien Jeandet.

Cette société, spécialisée dans l'immobilier, cherchait à se diversifier dans des techniques de pointe. En réalité, Jeandet, qui promettait 4 millions de francs pour reconstruire les fonds propres du CARME, n'a, en tout et pour tout, versé que 500 000 F au groupe, et il est d'ailleurs lui-même sous administration provisoire depuis le début de l'été. Tant et si bien que, le 7 août, le tribunal de commerce de Bordeaux a constaté l'absence de dirigeants sociaux. Un administrateur judiciaire a déposé le bilan et demandé la liquidation du CARME. Elle a été prononcée le 3 septembre.

GINETTE DE MATHA

COMMUNICATION

Le débat sur les difficultés de la télévision publique

M. Kiejman plaide pour une réunification plus « structurelle » d'Antenne 2 et de FR3

Le ministre délégué à la communication, M. Georges Kiejman, a estimé, vendredi 6 septembre, sur France-Inter, que si une « évolution devait se faire » dans l'audiovisuel public, « elle pourrait aller vers une réunification plus structurelle » d'Antenne 2 et de FR3, « mais certainement pas » vers un retour à la situation antérieure.

Interrogé à propos de la présidence commune, M. Kiejman a déclaré que « redonner les deux chaînes complètement serait une erreur (...) c'est un progrès d'avoir eu en la personne du président, M. Hervé Bourges, un président unique qui construisait la complémentarité des deux chaînes ».

Cependant, selon le ministre, l'audiovisuel public « n'a pas encore aujourd'hui les moyens de son développement, malgré les efforts très importants qu'a faits le gouvernement, et notamment M. Pierre Bérégovoy, pour que les promesses soient tenues ». M. Kiej-

man n'a pas l'ambition de doubler le budget du secteur public. L'année prochaine, « il faut changer d'échelle, a-t-il cependant noté, ou dire clairement que ce n'est pas un combat important, qu'il faut prioriser (...) Je luttai de toutes mes forces pour qu'il n'en soit pas ainsi ».

Favorable au maintien de la publicité « limitée » sur Antenne 2 et de FR3, mais opposé à toute coupure dans les œuvres audiovisuelles que les deux chaînes diffusent, M. Kiejman a appelé à « un effort de compensation budgétaire à la fois en volume et en liberté ». Il a souligné que « la redondance [soit] un jour sensiblement augmentée, les exhortations de redondance remboursées » et que les dirigeants des entreprises aient « une disposition plus souple » de leurs ressources. « Je promets que l'an prochain, j'essaierai de mettre le gouvernement devant ses responsabilités », a-t-il conclu.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Les provocations de Monica Seles et de Martina Navratilova

Tracy Austin restera, au moins une année encore, la plus jeune finaliste (seize ans en 1979) de l'histoire des Internationaux des Etats-Unis de tennis. Jennifer Capriati (quinze ans) a été éliminée, vendredi 6 septembre en demi-finale, par Monica Seles (dix-sept ans). La Yougoslave, qui a déjà remporté cette année les tournois du Grand Chelem de Melbourne et de Roland-Garros, devait disputer le titre américain, samedi 7, à Martina Navratilova (trente-quatre ans) qui a été la championne de Flushing Meadow en 1983, 1984, 1986 et 1987.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Au regard des performances de Jimmy Connors depuis le début de ces Internationaux de tennis des Etats-Unis (le Monde des 4 et 7 septembre), une vieille querelle était revenue sur le tapis : était-il justifié de verser les mêmes primes aux joueuses qu'aux joueurs ? Poser le problème était sous-entendre qu'il y a une certaine injustice à payer au même tarif les femmes qui « travaillent » sur le court tout au plus deux heures et les hommes qui doivent parfois s'échiner plus de quatre heures pour un résultat analogue, victoire ou défaite. On cherchait

ainsi à retourner la vieille revendication féministe - à travail égal, salaire égal - contre celles à qui elle devait profiter.

Le procédé est mesquin. La quantité de sueur versée par un sportif n'a jamais été déterminante dans sa rémunération : courir un 100 m en 10 secondes rapporte en général plus que terminer un marathon (42,195 km) en moins de 2 heures 15. L'intention est sous-voisée. La qualité des demi-finales d'aujourd'hui, vendredi 6 septembre, d'un niveau rarement atteint dans les tableaux masculins : l'apogée des échanges, la multiplicité des rebonds, les échanges ont tenu en haleine les 20 000 spectateurs des rencontres Navratilova-Graf et Seles-Capriati. Aucun d'entre eux n'a dû regretter le prix - pourtant substantiel - du billet d'entrée (jusqu'à 400 dollars). Ces dames leur en ont donné pour leur argent.

Deux tempéraments différents

Le seul regret que pouvaient avoir les spectateurs amateurs de statistiques vendredi soir, c'était l'élimination de Jennifer Capriati : elle n'a pas été la plus jeune finaliste de l'histoire du tournoi (Andrés Jager avait quelques mois de moins qu'elle lorsqu'elle avait atteint ce stade de la compétition en 1980) et elle ne sera pas la plus jeune championne (Tracy Austin avait seize ans et huit mois lors de sa victoire en 1979). Les amateurs de Trivial Pursuit n'auront pas d'attention particulière à porter à ce tournoi de dames. En revanche, les amateurs de tennis ont eu la confirmation du tempérament exceptionnel de Monica Seles.

Sur le court, elle est allée au-delà de la fatigue, par dessus l'angoisse et la répulsion, pour mater Jennifer Capriati. Dans la vie, elle est déjà une experte en provocations. On la soupçonne d'imiter sa star favorite, Madonna, quand elle ne porte pas de soutien-gorge pour jouer, ou quand elle fait de la publicité pour la marque de jeans dont les précédents modèles ont été la maîtresse de l'ancien candidat à la présidence des Etats-Unis Gary Hart, et la der-

nière compagne du milliardaire Donald Trump.

Bref, elle a laissé flotter autour d'elle le parfum du scandale, celui qui envire les échos de la presse tabloïd, entre les effluves de la grande bouffe de Flushing Meadow.

Elle dérange, Monica Seles, un peu à la manière de Suzanne Lenglen jadis. Les Américains ne comprennent pas pourquoi elle ne prend pas part dans le drame que traverse sa Yougoslavie natale (ses parents sont en fait des Hongrois émigrés en Yougoslavie). Les Britanniques lui reprochent d'avoir snobé Wimbledon (elle s'y refusait de disputer une exhibition dotée de quelque trois cent mille dollars). Et les autres joueuses ne lui font pas la fête dans les vestiaires (elle ne leur parle pas parce qu'elles n'ont pas répondu à ses saluts lorsqu'elle a débuté sur le circuit).

Monica Seles est l'opposé, en tout point, de sa rivale de samedi Martina Navratilova : sur le court, l'une défend, l'autre attaque. Hors du court, c'est l'inverse. Autant Seles se fait provocante, autant Navratilova se veut étonnante. Mais cela ne les empêche pas d'être aussi « sulfureuses » l'une que l'autre. Judith Nelson, l'ancienne compagne de Navratilova lui demande par voie de justice la moitié des gains (cinq millions de dollars) qu'elle a réalisés pendant leur vie commune.

ALAIN GIRAUDO

Résultats du 6 septembre

SIMPLE DAMES

(Demi-finales)

M. Navratilova (E-U, n° 5) b. S. Graf (A-L, n° 1), 7-6, 6-7, 6-4 ; M. Seles (You, n° 2) b. J. Capriati (E-U, n° 7), 6-3, 3-6, 7-6.

DOUBLE MESSIEURS

(Finale)

J. Fitzgerald (Aus.) et A. Jarryd (Sah.) n° 1 b. S. David (E-U) et D. Pan (E-U), n° 2, 6-3, 3-6, 6-3, 6-3.

(Entre parenthèses la nationalité des joueurs et, éventuellement, leur numéro de tête de série.)

EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi
Le Monde des Cadres

Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines
Le Monde des Juristes
Le Monde de la Fonction Commerciale



Le Monde
INITIATIVES

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

VLADIMIR
FEDOROVSKI

CO-FONDATEUR ET PORTE-PAROLE DU MOUVEMENT DES REFORMES
DEMOCRATIQUES D'UNION SOVIÉTIQUE

animé par
Henri MARQUE

avec Jacques AMALRIC
et Michel TATU (Le Monde)
Pierre-Marie CHRISTIN
et Bernard LEHUT (RTL)

en direct sur

RTL

APPRENDRE A PILOTER AUX USA

Débuter votre carrière dans l'aviation avec BOLIVAR AVIATION. Séminaire professionnel. Aucune réservation nécessaire. Sans frais.

10 septembre 1991
Lyon, France
Hôtel Pullman Panache
Mardi de 17 h à 22 h

14 septembre 1991
Paris, France
Hôtel Intercontinental
Samedi de 13 h à 18 h

BOLIVAR AVIATION INTERNATIONAL
P.O. Box 229
Bolivar, Tennessee 38008 USA

(901) 658-6262
Fax : (901) 658-6782
Gagnant du NATA
Prix d'excellence
de formation de pilotage

S. Passaris et Guy Ratti
Les associations

REPÈRES

H. Delahaie et F. Pautier
Informatique
et libertés

REPÈRES

J. Ion et J.-P. Tricart
Les travailleurs
sociaux

REPÈRES

128 p. 42 F. 100 titres
LA DECOUVERTE

Le Monde

PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
46-62-74-43

هكذا في الأصل

Deux plaide pour une réunification structurelle d'Antenne 2 et de...

Plusieurs espèces de cinéastes peu communes poussent entre les pierres. Dans la grande pièce, accroché face au paysage marin, un triptyque récent change de couleur et d'éclat selon la course du soleil. Le matin, il est strié de lueurs jaunes claires. A midi, il glisse au pourpre et au mauve. Il s'agit d'une œuvre de Pierre Soulages.

Plus à l'heure olympique

Le triptyque est la seule œuvre de Soulages exposée au mur, et presque la seule peinture dans sa maison. Une grande figure masculine de Borobudur dont la plus a ravivé le bois, un masque africain et une déesse égyptienne rappellent le goût du peintre pour les œuvres et les civilisations qu'on dit primitives. Lui-même aime à rapporter qu'adolescent il fouillait des sépultures néolithiques sur les Causses et faisait don au musée de Rodez, sa ville natale, de pointes de flèches et de perles d'os. En récompense, le conservateur le menait dans la réserve où étaient enfermés des menhirs gravés de visages et de cupules. « Voilà comme mon nom est entré pour la première fois dans un musée : sur des étiquettes. »

APPRENTI A PILOT AUX US

Un temps, « Mais le premier musée où j'ai commencé à regarder vraiment de près les tableaux, c'est le musée Fabre à Montpellier. Il y a là des Coubes qui m'ont fortement impressionné, des portraits surtout. L'homme à la pipe et l'homme au col gris. Je les aimais tant que je me souviens de mon émotion quand j'ai appris que l'un d'eux avait été volé... Il a été retrouvé ensuite par chance. Je me suis aperçu à cette occasion que j'éprouvais pour ces tableaux comme un sentiment de propriété. Je me souviens aussi d'un Zurburan et des Veroneses. J'aurais les voir le plus souvent possible. C'est ainsi qu'il faut en user : la peinture est faite pour être fréquentée longuement. De nos jours, il paraît qu'il ne faut plus cultiver que le choc. Je m'y refuse. Il faut vivre avec les tableaux. » Il pose sur le mot « vivre ».

Dans l'atelier, qu'il travaille depuis la veille à remettre en

CHEZ LES PEINTRES

Soulages le solitaire

Suite de la première page

Plusieurs espèces de cinéastes peu communes poussent entre les pierres. Dans la grande pièce, accroché face au paysage marin, un triptyque récent change de couleur et d'éclat selon la course du soleil. Le matin, il est strié de lueurs jaunes claires. A midi, il glisse au pourpre et au mauve. Il s'agit d'une œuvre de Pierre Soulages.

Le triptyque est la seule œuvre de Soulages exposée au mur, et presque la seule peinture dans sa maison. Une grande figure masculine de Borobudur dont la plus a ravivé le bois, un masque africain et une déesse égyptienne rappellent le goût du peintre pour les œuvres et les civilisations qu'on dit primitives. Lui-même aime à rapporter qu'adolescent il fouillait des sépultures néolithiques sur les Causses et faisait don au musée de Rodez, sa ville natale, de pointes de flèches et de perles d'os. En récompense, le conservateur le menait dans la réserve où étaient enfermés des menhirs gravés de visages et de cupules. « Voilà comme mon nom est entré pour la première fois dans un musée : sur des étiquettes. »

Un temps, « Mais le premier musée où j'ai commencé à regarder vraiment de près les tableaux, c'est le musée Fabre à Montpellier. Il y a là des Coubes qui m'ont fortement impressionné, des portraits surtout. L'homme à la pipe et l'homme au col gris. Je les aimais tant que je me souviens de mon émotion quand j'ai appris que l'un d'eux avait été volé... Il a été retrouvé ensuite par chance. Je me suis aperçu à cette occasion que j'éprouvais pour ces tableaux comme un sentiment de propriété. Je me souviens aussi d'un Zurburan et des Veroneses. J'aurais les voir le plus souvent possible. C'est ainsi qu'il faut en user : la peinture est faite pour être fréquentée longuement. De nos jours, il paraît qu'il ne faut plus cultiver que le choc. Je m'y refuse. Il faut vivre avec les tableaux. » Il pose sur le mot « vivre ».

Dans l'atelier, qu'il travaille depuis la veille à remettre en

ordre de marche, l'ayant délaissé des mois pour son atelier parisien, il a fabriqué le matin même un nouvel instrument à peindre à l'aide d'un manche à balai télescopique et d'une brosse. La lumière se répand par une baie de toute la hauteur du mur, mais une lumière du nord, verticale et stable. Sur les étagères et aux murs s'accumulent les étranges accessoires propres à Soulages, pincesaux « modifiés », racloirs de caoutchouc de diverses formes et épaisseurs, bâtons, planchettes. Sur le sol, les planches montées sur des cales qui servent de passerelles à Soulages quand il exécute une œuvre de vaste dimension et qu'il lui faut se déplacer au-dessus de sa toile. Dans des boîtes et des sacs en papier, les pigments et les poudres. Dans des seaux, de noirs médians que Soulages a apportés de Paris afin que rien ne retarde son œuvre de peindre.

A-t-il quelque projet déterminé à accomplir ? « Un projet ? Quand je suis dans l'atelier, je vis dans le désir et non dans un projet. J'éprouve un sentiment de grande liberté. Il me semble être face à un horizon vide, comme sur la terrasse, face à la mer. Tout ce que je sais alors, c'est que je vais peindre. J'ai dans l'atelier un lot de toiles de plusieurs formats afin de pouvoir choisir selon l'humeur du moment celle qui convient... J'ai dit liberté - je n'entends pas par là absence de réflexion. Faisque tout est permis sur la toile, les décisions à prendre sont d'autant plus graves. »

« La peinture n'est pas un moyen de communication. Elle ne transmet pas un sens elle fait sens elle-même. »

Si aventureuse soit l'invention d'une peinture, Soulages refuse de s'abandonner en aveugle au hasard et d'obéir aux accidents de la matière. « J'interviens sans arrêt. J'observe la peinture, je la laisse aller et je choisis. Soit elle m'offre des bonheurs imprévus, et je les saisis au vol. Soit elle me propose quelque chose qui ne me convient pas - je l'élimine aussitôt. Entre le peintre et la peinture s'établit un jeu réciproque d'actions et de réactions, réactions dont je ne suis pas toujours conscient. Impulsion serait un mot plus juste... Je ne veux pas laisser faire la peinture. Mais je suis fait par elle sans le savoir - dans tous les sens de l'expression. »

CULTURE



Pierre Soulages

Il regarde quelques toiles demeurées inachevées depuis son dernier séjour. « Je ne sais pas comment elles vont tourner. Si elles tourneront mal, je les détruirai. » Dans un coin retiré du parc, creusé dans la pente, un trou de terre fait office de foyer où brûlent les peintures jugées insatisfaisantes.

La conversation reprend sur la terrasse, dans un courant d'air. Une brume de chaleur monte de l'eau et enveloppe les pins. « Quand je regarde tout ce que j'ai fait depuis 1948, je me demande parfois si une autre cohérence aurait été possible - une œuvre autrement dirigée. J'aurais pu me tourner vers l'expressionnisme abstrait, par exemple. Mais je n'aime pas ces toiles où le sens se fait et se défait sans cesse. La peinture n'est pas un moyen de communication. Je veux dire qu'elle ne transmet pas un sens mais qu'elle fait sens elle-même. Elle fait sens pour le regardeur, selon ce qu'il est. »

Il s'explique au moyen d'un parallèle. « C'est une expérience banale du reste. Si vous regardez dans un musée des sculptures mésoptamiennes, vous ne pensez ni ne sentez ce que pensait et savait celui qui les a taillées. Il avait sa culture, ses croyances, son mode de vie et d'être, dont les nôtres diffèrent évidemment. Il n'empêche que ces sculptures peuvent encore faire

« Je ne comprends pas mieux ces « non-figuratifs », comme on les nomme, qui donnaient des titres à leurs peintures, et des titres généralement incompréhensibles ou pseudo-philosophiques. En procédant ainsi, ils forçaient à voir dans leurs peintures une allusion ou un rébus. Pollock et Kline ont fait de même. A tort, me semble-t-il. »

Ni expressionnisme, ni calligraphie donc. Encore moins de symbolisme et de « message », crypté ou non. Pas d'intention théorique et critique non plus. « Une autre époque est venue de ceux qui voulaient ne voir dans mes tableaux que la pure matérialité du travail pictural - châssis, pigments et ainsi de suite. Quelques membres de Supports/Surfaces me considéraient de la sorte. Ils étaient eux-mêmes pris, et bien pris, dans leurs idées plus ou moins mystiques. Ils ne paraissent pas de production, par opposition à la création. Il fallait réduire la peinture à des procédés, disaient-ils. La plupart ont vite évolué. Ceux qui n'ont pas évolué, sont demeurés bloqués. Il y en a même qui ont cessé de peindre. C'est absurde. Comme si la peinture était une affaire de production ! »

Il n'en fait pas de mystère : tout slogan, toute définition lui est antipathique immédiatement. « En matière d'art, je ne connais qu'un principe, l'isolement. Je ne crois pas aux mouvements, absolument pas. Voyez l'impressionnisme, archétype du mouvement artistique. dit-on. Ce qui nous intéresse en lui aujourd'hui, c'est ce qu'il y a d'irréductible dans Monet, son irréductible que je ne confonds pas avec celui de Pissarro ou de Degas. Or, seul importe ce qu'une œuvre a d'irréductible. Ce qui est commun à plusieurs est sans intérêt. »

« Il faut sans cesse être attentif aux francs-tireurs, aux marginaux. Rien ne se fait qu'en demeurant irréductiblement soi-même. »

Cette logique l'a conduit à se tenir à l'écart des regroupements et des partis, quels qu'ils soient. Aussi bien, les typologies historiques ne savent-elles comment régler son cas et ne trouvent pas d'école où l'enfermer. Même au plus fort des années 50, au jolies temps de l'abstraction lyrique, Soulages se voulait obstinément à distance. Exigence personnelle dont il ne fait pas mystère. « J'ai fait l'expérience de la solitude très tôt : pendant la guerre et l'Occupation. Je me cachais dans une propriété viticole. J'ai rencontré Joseph Delteil, qui vivait tout à côté de là, en solitaire, lui aussi. J'ai eu la chance de gagner sa confiance. Il me parlait longuement de ses amis Delaunay, Picasso et Chagall. A la

Libération, je suis revenu à Paris, où je ne connaissais personne. Comme le Salon d'Automne avait refusé mes premières toiles, je les ai exposées au Salon des Surindépendants, dont j'avais appris l'existence par hasard et qui n'avait pas de jury. Je trouvais son appellation comique. Surindépendants... C'est ainsi que j'ai montré ma peinture pour la première fois. Seul et hors de tout mouvement. »

Les souvenirs se précipitent, souvenirs d'une période difficile que la gloire et les rétrospectives n'ont pas fait oublier. « A l'époque, je n'étais pas un peintre « français », mais un marginal bizarre. La peinture que je disais « de tradition française », additionnait les souvenirs de l'impressionnisme, du Fauvisme et du Cubisme. J'en étais loin... Il y avait aussi les Surréalistes, armés de leur attirail littéraire. Ils se servaient de l'image pour flatter le discours. Et les Réalistes déçus par style Gruber. Et la peinture engagée, qui avait Pignon et Fougere pour maîtres. Et encore l'abstraction d'avant-guerre qui ressuscitait, celle de Cercle et Carré, d'Herbin et de Domela. Mais il n'y avait pas de place pour moi dans ce foisonnement. Je n'avais pas droit à la moindre considération de la part des Français. Les premiers à regarder avec attention ce que je faisais venaient de l'étranger, des Etats-Unis comme Sweeney, de Scandinavie et d'Allemagne. Leur regard était plus libre que celui des Français. Je ne suis pas sûr que la situation ait changé, du reste... »

Le ton se fait plus sévère. « La pire, c'est encore quand le nationalisme s'en mêle. Toute conception nationaliste de l'art me fait horreur. On sait ce qu'elle engendre : des compétitions ridicules, des Biennales de Venise, des expositions qui prétendent déterminer une hiérarchie. Ces palmarès sont absurdes. »

Sur l'état de l'art contemporain, il se montre plus circonspect. Tout en affirmant - par courtoisie ? - qu'il est périlleux de juger la période à laquelle on appartient soi-même, il s'inquiète des progrès de l'ignorance. « Le déficit des connaissances techniques que j'observe chez les jeunes artistes me paraît grave. Il faudrait leur montrer comment tout art est lié étroitement à la technique que le sculpteur, l'architecte, le peintre, le graveur, l'écrivain, le musicien, le danseur, le cinéaste, le photographe, le designer, le designer, le designer... Lui-même accepterait-il cette charge d'enseignement ? » En France ? Nul ne l'a jamais proposé. J'ai reçu des invitations de l'étranger, de Munich, de Minneapolis et de Los Angeles. Mais que serais-je allé faire à Minneapolis ? Pour le reste, la situation de l'art, je ne suis pas sûr. »

« Ce que je sais, à l'inverse, c'est qu'il faut sans cesse être attentif aux francs-tireurs et aux marginaux, attentif à tout ce qui échappe aux définitions limitatives. Si j'avais une leçon à tirer de ce que j'ai connu et fait, ce serait une leçon d'individualisme. Même pas une leçon : une profession de foi. Rien ne se fait que de cette façon : en demeurant irréductiblement soi-même. »

PHILIPPE DAGEN

Soulages

Pierre Soulages est né le 24 décembre 1919 à Rodez. En 1939, à peine admis aux Beaux-Arts de Paris, il les quitta, déçu par l'enseignement qui y est dispensé. Contraint de vivre dans la clandestinité durant l'Occupation, il se fait viticulteur dans le Languedoc. Dès 1947, ses compositions abstraites font de lui l'une des principales figures de la peinture française - place qu'il n'a cessé d'occuper depuis, renouvelant plusieurs fois profondément sa manière de traiter la couleur et la lumière. Il vit et travaille à Paris et à Sète. D'innombrables expositions jalonnent sa carrière, à Paris à la Galerie de France depuis 1956, à New-York à la Kootz Gallery à partir de 1954 et dans les principales capitales européennes. Depuis sa première rétrospective de musée - en 1980 à Hanovre, La Haye et Zurich, - il a été accueilli par le Musée national d'art moderne en 1967 et 1978, ainsi qu'à Pittsburg, Buffalo, Québec, Tokyo et dans les grandes institutions européennes. La plus récente de ces rétrospectives a été organisée en 1989 à Cassel, Venise et Nantes.



CINÉMA

Comme un volcan, la mémoire...

Pas besoin de clés pour entrer dans le film de Papatakis. Son Spadice, c'est Genet

LES ÉQUILIBRISTES

de Nico Papatakis

VENISE

de notre envoyée spéciale

Le film s'intitule Les Équilibristes. Nico Papatakis dit : « Moi aussi je suis un équilibriste ». Il a soixante-treize ans, il est incroyablement beau et tourne très peu. Cinq films en treize ans, dont aucun n'est indifférent. Lorsqu'on lui demande pourquoi, il répond avec simplicité : « J'ai fait du cinéma par inadvertance et ne permets pas aux producteurs de gagner d'argent ». De quoi vit-il lorsqu'il ne tourne pas ? Il vit « de peu », et n'en dira pas plus.

Incapable de solliciter, pas grec pour rien, et croyant au destin, lorsque le producteur Humbert Balsan lui demande s'il a un projet, un sujet, soudain cette histoire qui dormait depuis trente ans dans sa tête comme un volcan, se réveille. Il en a bavé pour l'écrire, ça le dégoûtait assez, et puis il y est arrivé. Pourquoi maintenant ?

Cela date de l'époque où Nico régnait sur La Rose rouge, le cabaret intelligent de la rue de Rennes où sont passés les Frères Jacques, Juliette Gréco, tant d'autres. Il rencontre Jean Genet, est fasciné,

comme tout le monde, en fait son témoin de mariage avec Anouk Aimée. Genet, en cadeau, apportera un scénario... qu'il rendra ensuite très cher, à d'autres. Qu'importe, c'est Genet. Nico finance même son seul film, Chant d'amour, un moyen métrage qui dit l'homosexualité dans les prisons, interdit, bien sûr. Il voit alors Genet jouer les pygmées exigeants avec Abdallah, un jeune garçon de piste égyptien de devenir l'Amant. Il voit Abdallah se métamorphoser en idole de salons, être reçu chez Gallimard. Et puis le garçon tombe du fil. Genet le répudie, l'abandonne, le remplace par un voleur de motos rêvant de devenir coureur automobile.

Un monstre doux

Abdallah se suicide. « J'ai été prié de venir à l'enterrement », raconte Nico. « Genet s'était mis un voile sur la tête pour respecter le rite musulman. A quinze mètres de là, derrière une tombe, une femme pleurait. C'était la mère d'Abdallah. Genet lui avait interdit d'approcher. Depuis ce jour, je sais que cette histoire devra être dite un jour. »

Elle est dite dans Les Équilibristes avec une franchise et une pudeur extrêmes. Michel Piccoli donne de Spadice-Genet une composition

exemplaire, exprime une séductrice féroce, devient comme le témoin de son modèle, un monstre doux. Liliad Dadi un jeune comédien beur qui n'avait jamais mis les pieds sur un fil de fer auparavant est un Franz-Ali-Abdallah gracieux, touchant. Quant à la mère, dont Nico a fait un formidable personnage d'ancienne catéchiste allemande, elle est jouée par une actrice extraordinaire, Doris Kussmann, à la fois bouffonne et tragique.

Utilisant la pauvre mythologie du cirque, Les Équilibristes voyageant aux confins de l'ironisme, évitant ainsi le trivial, le sordide : de la corde raide. Ce qui est très beau, c'est que Nico a su conserver la distance du souvenir. Ne pas statifier le « génie », ne pas l'abaïsser non plus. Dire ces choses, les montrer dans leur indéchiffrable violence, mais sans complaisance. Sans accès direct à la souffrance, à travers le filtre à la fois grossissant et apaisant de la mémoire. Comme tous ses autres films, Les Équilibristes parlent d'humiliation, d'abandon, d'exclusion. Faut-il s'en étonner, Nico Papatakis n'est-il pas né à Addis-Abeba d'un père grec travaillant aux chemins de fer, qui avait eu l'idée pour le moins porteuse de tracas, d'épouser une Éthiopienne ?

Papatakis est-il un peu anxieux, un peu ému de se retrouver en

compétition à Venise ? Attend-il une récompense, une reconnaissance ? Il n'attend rien, et dit que lorsqu'on a survécu à la sélection des Abysses au festival de Cannes, « on reste blindé pour le reste de ses jours ». Certains voyant dans cette version de l'affaire atroce et véridique des sœurs Papin (qui avait inspiré les Bonnes à Genet), une métaphore sur les rapports maître-esclave, une allégorie sur la guerre d'Algérie (nous sommes en 1963), refusent que les Abysses représentent la France à Cannes. André Breton, Sartre, Simone de Beauvoir, Genet, prennent alors une pleine page de publicité dans France-Soir pour déclarer : « Les sœurs Papin se proclament jures du prochain Festival de Cannes où ils attribueront la Palme d'Or aux Abysses de Papatakis. »

« Malraux, rappelle Nico, a été bien embêté, après tout, ces gens étaient ses pairs. » Le ministre du général de Gaulle cède donc, les Abysses vont à Cannes, seul film français en lice. « Le président du syndicat des producteurs démissionne alors avec pertes et fracas. M. Habib-Delmonde, représentant du gouvernement refuse de me terroriser la main. L'OAS envoie des menaces... C'est curieux, dit Nico, pour moi, à chaque fois, c'est comme la fin du monde... » Et ça le fait rire.

DANIEL HEYMANN

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE

1492 - 1992

LA VOIX DES VICTIMES

CINQUÈME CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE

LE CAHIER 70 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Dietique

هكذا من الأصل

SPECTACLES

SAMEDI 7 - DIMANCHE 8 SEPTEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOTT (47-04-24-24)

SAMEDI

La Passion de Jeanne d'Arc (1928), de Carl Theodor Dreyer, 15 h ; Europe 51 (1953, v.o. s.t.f.), de Roberto Rossellini, 17 h ; Jour de colère (1943, v.o. s.t.f.), de Carl Dreyer, 19 h ; la Vie d'O'Han, femme galante (1952, v.o. s.t.f.), de Kenji Mizoguchi, 21 h.

DIMANCHE

L'île nue (1960, v.o. s.t.f.), de Kaneto Shindo, 15 h ; Lein du ghetto (1929), de Frank Capra, 17 h ; la Terre tremble (1948, v.o. s.t.f.), de Luchino Visconti, 19 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Les Foux d'Himmler (1984), de Mitsuo Yanagimachi, 18 h ; Ran (1985, v.o. s.t.f.), d'Akira Kurosawa, 20 h 15.

DIMANCHE

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Double messieurs (1986), de Jean-François Steiner, 18 h ; Ginger et Fred (1985, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie,

Forum des Halles. (40-26-34-30)

SAMEDI

Paris la nuit : Étranges : la Cloche et ses clochards (1972) de R. Boley, A. La Belle Étoile (1966) de Pierre Prévert, 14 h 30 ; Nuits noires : le Voleur de paratonnerres (1945) de Paul Grimault, Fantômes (1932) de Paul Fejos, 16 h 30 ; Dérègés : Solitude... (1989) de Roman Haral, Tchao Pantin (1983) de Claude Berri, 18 h 30 ; Réves : la Première Nuit (1958) de Georges Franju, les Portes de la nuit (1942) de Marcel Carné, 20 h 30.

DIMANCHE

Paris la nuit : Nuits révolutionnaires : les Deux n'en font qu'une (1989) de Charles Brabant, 14 h 30 ; Nuits noires : Bande annonce : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, le Doulou (1962) de Jean-Pierre Melville, 16 h 30 ; Nuit et Jour (1991) de Chantal Akerman : Bande annonce : Passage secret (1985) de L. Perini, la Juv des ombres (1993) de R. Goupil, 18 h 30 ; Adolescence : Spot Yoplait (1989), Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ALICE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-94-66).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-97-77) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

LA BANDE A PISCOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-94-66).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Ramegh, 15 (42-88-64-44).

LA CHAIR (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6 (43-30-10-82).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-08-50-50) ; UGC Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-96).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (48-32-81-88).

CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-05-12-15) ; Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11

Le Monde

HEURES LOCALES

La Haute-Normandie, première pour les lycées

La région met les bouchées doubles pour combler son retard. En métropole, c'est elle qui dépense les sommes les plus importantes, par habitant, pour la construction d'établissements de second cycle

ROUEN

de notre envoyée spéciale

AVEC ses lampadaires cramoisis, ses murs verts et sa vue imprenable sur le château des anciens archevêques de Rouen, le nouveau lycée d'Aubevoye-Gaillon, dans l'Eure, donne des couleurs aux études. « C'est plutôt gai et, surtout, on respire ! », souffle un élève de première qui, avant la livraison de l'établissement, l'an dernier, se rendait au lycée de Vernon, distant d'une vingtaine de kilomètres. « Nous étions plus de trois mille au milieu d'une ZUP, c'était autrement stressant », se souvient le jeune homme qui apprécie, en outre, d'avoir diminué de moitié ses trajets.

Le lycée d'Aubevoye-Gaillon est l'un des fleurons du patrimoine scolaire de Haute-Normandie. Il fait partie de cette nouvelle génération de bâtiments aux façades dissymétriques et aérées, ennemies de la monotonie, derrière lesquelles nulle ne soupçonnerait... un établissement scolaire. « Depuis que l'on y met les moyens, les lycées sont de véritables ouvrages d'art. Désormais, les murs s'adaptent à la pédagogie, alors qu'avant c'était plutôt l'inverse », assure un architecte du conseil régional. L'espace, en effet, est réparti de façon rationnelle : une épave dorsale pour la circulation, une plate-forme pour les disciplines tertiaires et une troisième pour les enseignements généraux. « Même lorsque le lycée aura fait le plein de ses 960 élèves, la gestion devrait être simplifiée », estime le proviseur, M. Alain Hélias, qui, bien qu'il entame sa deuxième année, n'en finit pas de vanter les mérites de son établissement : classes parfaitement insonorisées, salle de cinéma, matériel informatique en excellent état de marche...

Le lycée d'Aubevoye-Gaillon fait partie de la douzaine de nouveaux établissements construits dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime depuis 1986, date du transfert de compétence des lycées aux régions. Le conseil régional le considère, à juste titre, comme une vitrine de l'effort qu'il a consenti pour accomplir sa mission. Un effort réel, puisque 25 000 places auront été créées dans le second cycle, entre 1986 et 1993, par le biais de rénovations ou de constructions. La Haute-Normandie est, cette année, la région qui, Corse et départements d'outre-mer mis à part, aura consacré la somme la plus importante, par habitant, aux lycées (420 francs, soit 738 millions de francs en tout). La Haute-Normandie avait, il est vrai, un retard immense à rattraper, sa prospérité agricole et industrielle ayant longtemps exercé un véritable effet pervers sur le système de formation. La présence de nombreux emplois peu qualifiés et bien payés n'incitait guère les jeunes à suivre leur scolarité jusqu'à son terme, et encore moins au-delà. « Le CAP était un bâton de maréchal », résume M. Bernard Javaudin, chef du service d'information et d'orientation du rectorat de Rouen. Le second choc pétrolier a dramatiquement changé le cours des choses avec le licenciement en masse d'ouvriers sans qualification et le besoin nouveau de bacheliers, voire de diplômés de l'enseignement supérieur. « Du coup, la population et les élus se sont intéressés à la formation. Cette prise de conscience a été accentuée lorsque le gouvernement a décidé d'amener 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat en l'an 2000 », remarque M. Javaudin. Le nombre des lycéens a donc explosé, passant de 26 000 en 1980 à 83 000 dix ans plus tard.

Les communes sollicitées

« Il y a eu un véritable consensus politique sur la nécessité de construire des lycées », reconnaît M. Dominique Gambier, député (PS) de Seine-Maritime. L'opposition avait, au départ, protesté contre une certaine lenteur dans l'ouverture des chantiers. « Quand l'Etat nous a transféré la compétence des lycées, il n'existait aucun dossier, réplique un proche de M. Roger Fossé, président (RPR) du conseil régional. « Nous avons affecté vingt personnes à ce service. Elles ont fait l'inventaire de ce qui existait, évalué les besoins, choisi les implantations. Elles ont d'abord restauré tous les locaux mal utilisés. Nous n'avons pu lancer les constructions qu'en 1988. »

Pour financer ces opérations, dont le coût a quasiment doublé en cinq ans, la région a multiplié par dix-huit sa fiscalité. Celle-ci est passée de 29 millions de francs en 1986, à 523 millions de francs en 1991. Les dotations de l'Etat sont loin d'avoir suivi. « Nous nous classons en tête des régions pour l'investissement scolaire, mais nous sommes au 21^e rang national pour la dotation d'équipement, avec seulement 95 millions de recettes en 1991 », constate M. Christian Hanoteaux, l'un des spécialistes de la question au conseil régional (1).



La région a sollicité la participation, à hauteur de 82 millions de francs, des communes concernées, suscitant au passage une légère grogne chez certains élus. « La charge des lycées revient aux régions. Il n'est pas agréable pour une commune de verser 10 % du financement, alors qu'elle doit déjà viabiliser le terrain et aménager les abords », remarque un administrateur de Derville-lès-Rouen. Pourtant, cette ville de l'agglomération rouennaise, qui réclame un lycée depuis plus de quinze ans, a fini par céder. Le premier magistrat, M. Michel Cozette (UDF), s'est employé à convaincre les trente-six

maires de la vallée du Cailly qu'ils devaient lui verser une quote-part. Bien qu'elles fassent partie du périmètre de recrutement du nouvel établissement, certaines communes rurales ont obstinément refusé de payer.

A Franqueville-Saint-Pierre, commune des plateaux est de la Seine, le maire, M. Henri Lucas (divers droite), ne s'est pas autrement ému de la demande de la région. « Que l'argent vienne de cette collectivité ou qu'il vienne de la municipalité, c'est toujours le contribuable qui paie », observe-t-il, blasé. Il a constitué un syndicat avec une douzaine de villes afin de financer le terrain, le lycée (à hauteur de 7 %), et une partie des équipements sportifs.

Malgré tous ses efforts, la Haute-Normandie est encore la lanterne rouge des régions françaises pour ses résultats au baccalauréat : 38 %

des jeunes d'une génération l'ont obtenu, en 1990, contre 44 % pour la France entière. Héritage du passé : les séries professionnelles et technologiques sont sur-représentées, alors que l'enseignement général compte moins d'effectifs que la moyenne française. « Nous avons consacré l'essentiel de nos efforts à cette filière, mais ils n'ont pas encore porté tous leurs fruits », constate M. Hanoteaux. Le virage pris dans les années 80 n'a pas toujours été maîtrisé, les familles étant mal préparées à l'accompagnement des études, et les enseignants souvent déconcertés par l'inflation galopante d'effectifs hétérogènes. « De plus, notre encadrement est inférieur à celui de la moyenne nationale », regrette M. Hanoteaux. Nous employons plus de maîtres auxiliaires, alors que ce sont des personnes assez jeunes et moins expérimentées que les titulaires. Enfin, la proximité de Paris fait que nous avons beaucoup de turbo-profs. Dès qu'ils peuvent, ils se font muer dans la capitale ou sa banlieue. »

Les actions entreprises en direction des filières professionnelles ont été plus discrètes, bien qu'importantes. Depuis la fin de l'année 1987, le conseil régional a lancé un programme de rénovation des machines-outils dangereuses. Cinq millions de francs ont été déboursés, chaque année, depuis 1989, afin d'adapter aux normes de sécurité quelque huit cents tours, fraiseuses et machines à bois.

La région s'efforce aujourd'hui de rationaliser la carte des formations technologiques en poursuivant, avec le rectorat, une « politique de pôles ». Il s'agit d'offrir, pour chaque famille professionnelle, une continuité de formations, du niveau V (BEP) au niveau III (BTS). Rectorat et conseil régional procèdent donc à des « diagnostics, emploi-formation », qui permettent d'appréhender la structure de certains métiers, leur évolution et la dynamique du marché du travail. Quatre secteurs sont ainsi étudiés depuis quelques mois : la chimie-plasturgie, l'enlèvement des ordures, les services et l'hôtellerie. Et l'effort devrait se poursuivre, en direction de l'agro-alimentaire, des transports et de l'automobile.

RAFAËLE RIVAIS

(1) La Picardie la suit de très près. C'est cette région (d'ailleurs voisine) qui, en 1990 et 1989, se classait tête de liste, en métropole, pour les dépenses par habitant consacrées aux lycées.

Primes : enfin le décret

PRÈS de dix mois après le coup de sang des sénateurs qui, dans un amendement surprise, libéraient le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, le décret d'application de la loi du 28 novembre 1990 devrait enfin être publié. Il s'agit d'une troisième version, les deux premières ayant fait à peu près l'unanimité contre elles. La copie de M. Jean-Pierre Sueur a été remaniée par le Conseil d'Etat qui s'est réuni, pour la circonstance, en assemblée générale, début août. C'est ce texte, considéré comme inattaquable, que le gouvernement a choisi de publier.

L'exception des administrateurs

Il compare les régimes indemnitaires des fonctionnaires territoriaux à ceux des agents en poste dans les services extérieurs de l'Etat - et non dans les administrations centrales. Un cadre d'emploi, pourtant, fait exception, « en raison de l'absence de corps équivalent », celui des administrateurs, qui se voient reconnaître, comme ils le réclamaient, une parité avec les administrateurs civils de l'Etat. Le principe de l'enveloppe indemnitaire imaginée par M. Sueur pour rémunérer en sus les agents des catégories C a été retenu, et porté de 40 % à 50 %.

La Haute Assemblée ayant clairement indiqué que la loi de novembre 1990 ne pouvait s'appliquer sans décret, les délibérations votées entre-temps par un certain nombre de collectivités se voient entachées d'irrégularité.

Quant au protocole d'accord sur lequel élus et syndicats pourraient s'entendre (le Monde daté 1^{er}-2 septembre), il n'aura aucune valeur légale s'il ne s'inscrit pas dans les limites fixées par ce nouveau texte.

R. Rs

Reconversion pour les mines d'Alsace

La création d'un site de stockage souterrain de déchets industriels à Wittelsheim, petite commune du Haut-Rhin, mobilise la population qui attend l'enquête publique

EN 2004, un siècle exactement après les premiers creusements, effectués à l'initiative de Joseph Vogt et Amélie de Surclères, et les chevalements des Mines de potasse d'Alsace (MDPA), remonteront à la surface les derniers mineurs du bassin potassique. Pour s'immobiliser définitivement. Seul le carreau de la mine Joseph-Elze, sur le territoire de la commune de Wittelsheim (Haut-Rhin), devrait conserver un semblant d'animation. L'EMC (Entreprise minière et chimique), établissement public à caractère industriel et commercial, et ses deux filiales, les MDPA et EMC services-division TREDI (Traitement-Revalorisation-Elimination des déchets industriels), envisagent d'y créer un site de stockage de déchets industriels ultimes.

« Le dossier est désormais bouclé », affirme M. Michel Streckdenfinger, secrétaire général des MDPA. Et nous avons débuté la mise en œuvre d'une autorisation d'exploitation auprès de la préfecture du Haut-Rhin, pour un tonnage annuel maximal de 50 000 tonnes, et pour un tonnage total maximal de 320 000 tonnes de déchets. La procédure administrative devrait maintenant commencer avec la nomination d'une commission d'enquête.

Annulé pour la première fois en avril 1989, le projet Stocamine a été présenté officiellement en mars 1990. « Le détonateur a été le rapport Servant de 1984, puis la convention de Bâle, qui souligne l'obligation pour chaque Etat de disposer d'un stockage de déchets en mine », explique M. Streckdenfinger. Pour l'heure en effet, la France ne dispose d'aucun site de

stockage souterrain, et exporte ses déchets industriels ultimes en Allemagne.

Du côté de la mairie de Wittelsheim, l'heure est encore au calme. Et M. René Arnold, maire de la commune, reconnaît que le conseil municipal a eu « régulièrement connaissance des développements du dossier » de la part des MDPA. Une sérénité qui s'explique sans doute en partie par l'exclusion de tous produits radioactifs, toxiques, biologiques, produits gazeux et produits liquides de la liste des déchets admissibles sur le futur site de Joseph-Elze. Un regret clairement exprimé cependant au sein de la commune : la composition de la commission locale d'information, créée par le préfet du Haut-Rhin le 2 mars 1990. Forte de dix-huit membres - six représentants de l'administration (DRIR, DDA...), six élus du département et six représentants des syndicats ou usagers - celle-ci ne compte en effet qu'un élu de Wittelsheim, en la personne de son maire. « Nous aurions certes préféré une commission de type Fessenheim (du nom de la centrale nucléaire située au bord du Rhin), qui accorde officiellement plus de poids aux élus locaux », concède M. Pierre Hory, secrétaire général de la mairie de Wittelsheim. Mais un accord tacite avec le préfet nous permet en fait d'être représenté par cinq élus, dont deux représentants de la liste d'opposition.

Une certitude d'ores et déjà : le conseil municipal n'ématera pas d'avis d'opposition de principe au projet Stocamine. M. René Arnold, dans un courrier en date du 27 février 1991 à destination de M. Charasse, ministre

délégué chargé du budget, fait en effet allusion aux modalités d'« indemnisation de la commune, en dehors de la taxe professionnelle à laquelle les installations seront soumises », avant d'évoquer une possible « taxe à la tonne de déchets stockés ».

Réticences des écologistes

Si, aux MDPA, on ne veut en rien préjuger des réactions du public et des riverains au cours de l'enquête publique, on affiche une grande confiance en la qualité de fond du dossier. Et pour cause. Depuis 1972, le producteur allemand de potasse Kali und Salz AG exploite avec succès un stockage de déchets solides dans l'ancien secteur de Herfä-Neurode, partie intégrante de la mine en activité de Wintershall. Et près de 1 million de tonnes de déchets ont été à ce jour enfouies dans le sous-sol.

« Le site minier de Joseph-Elze présente les mêmes garanties de sécurité », assure M. Michel Streckdenfinger. L'horizon de stockage sera situé à 600 mètres de profondeur, en pleine couche de sel gemme, à environ 500 mètres sous la nappe phréatique.

Mais l'optimisme du secrétaire général de MDPA n'est pas partagé par tous dans le bassin potassique. Ainsi, MM. Bernard Sigrist, au nom de l'Association fédérative régionale pour la protection de la nature, et Philippe Knibely, président de l'Association des élus écologistes du Haut-Rhin, soulignent

les risques du projet - notamment l'attraction qu'il pourrait exercer sur des entreprises productrices de produits polluants - et refusent « une possible mondiale » qui n'améliorerait pas l'image du bassin potassique à l'heure où celui-ci se doit d'amorcer une profonde reconversion.

« Parler de « dépotoir » est sans fondement, rétorque M. Streckdenfinger. La convention de Bâle oblige en effet chaque Etat à trouver des solutions adaptées à ses propres problèmes de déchets. Nous n'accepterons donc, en priorité, que des déchets de provenance régionale puis nationale. Des déchets étrangers ne pourront être stockés que dans le cadre d'accords de réciprocité. »

Si les MDPA se déclarent prêts à accepter tout contrôle, et s'engagent à travailler à livres ouverts durant toute la procédure de l'enquête publique - en particulier à diffuser les résultats des diverses études de risques effectuées au cours du bouclage du dossier - les défenseurs de l'environnement locaux demandent plus. Et notamment un référendum local, à valeur consultative.

Aux MDPA, on ne rejette pas par avance une telle éventualité : « Ce n'est pas à nous de décider si cela doit avoir lieu ou non », explique M. Michel Streckdenfinger. Mais on ne manque pas de souligner la relative incohérence d'un vote à dimension locale sur un tel projet, d'importance nationale.

OLIVIER LUCAZEAU

LOI DU 15 JANVIER 90 : PEUT-ON ENCORE COMMUNIQUER ? REPONSES A CAP'COM

A CAP'COM, 42 débats et ateliers sur tous les aspects de la communication publique pour répondre à toutes vos interrogations. PROGRAMME SUR DEMANDE AU 78 62 33 62



TOUTES LES NOUVELLES SAVEURS DE LA COMMUNICATION

CAP'COM

VALENCE 25, 26, 27 SEPTEMBRE 1991 4^e FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

هكذا من الأصل

HEURES LOCALES

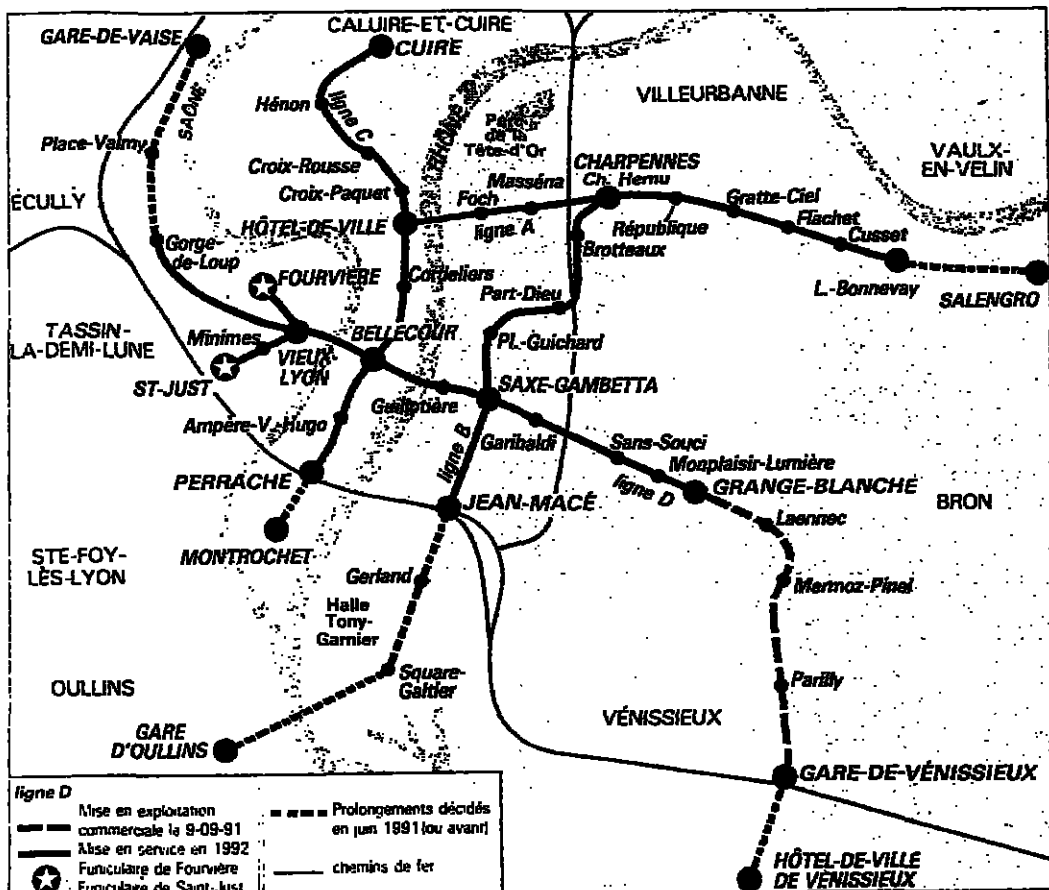
Le métro de Lyon s'arrêtera à Fourvière

Lundi 9 septembre, une nouvelle ligne entre en exploitation commerciale, sur 6 kilomètres et vient compléter une réorganisation des transports en commun de surface de la métropole régionale

En huit ans de travaux, le plus grand projet de l'agglomération lyonnaise a connu pas mal de coups de sort. Avant de franchir le lit du Rhône, le tunnelier chargé d'une partie de la ligne D du métro s'est heurté, pendant des mois, aux fossiles des pieux en bois de l'ancien pont de la Guillotière, datant du Moyen Âge, que des sondages exploratoires n'avaient pas décelés. Des plongeurs durent descendre, à l'aveuglette, dans un bain de boue, soutenant le front de taille, afin d'ôter à la main des blocs de pierre, trop gros et trop résistants pour que la machine pût les croquer.

On assista ensuite, en plein centre de Lyon, à l'effondrement du chantier de la station Bellecour, sous l'effet d'infiltrations venues du Rhône. Le plus pénible fut atteint lorsque des poches d'eau souterraine apparurent sous la colline de Fourvière. Et il faut bien parler enfin de ce qui subsiste, le retard du système de pilotage automatisé Maggaly, qui introduira, mais dans un an seulement, une innovation majeure dans l'exploitation des transports en commun (voir ci-dessous).

Au moins, il n'y eut jamais mort d'homme et, dès aujourd'hui, la métropole régionale peut franchir, sans arrière-pensée, une grande étape de son organisation urbaine. D'est en ouest, la quatrième ligne du métro lyonnais doit désenclaver grandement le quartier populaire de Vaise, désormais à deux stations du centre-ville. Elle permettra d'anticiper commodément le plus grand hôpital lyonnais. Un véritable « maillage » apparaît, avec maintenant cinq stations de correspondances entre lignes de métro et funiculaires (Hôtel-de-Ville, Vieux-Lyon, Charpenne, Bellecour, Saxe-Gambetta). Dans un an, avec l'extension du trafic jusqu'à la gare de Vénissieux, on atteindra un nouveau palier de l'effet réseau, car le système lyonnais de transport lourd aura pratiquement doublé de longueur, passant de quinze à vingt-sept kilomètres. L'effet structurant, selon le jargon des urbanistes, sera sans doute supérieur à celui de la ligne A, ouverte en mai 1978. Désormais, un quart de la population lyonnaise résidera à moins de cinq cents mètres d'une station de métro. Et le réseau existant a déjà compté, en 1989, près de 67 millions de voyageurs, ce qui n'est pas mince pour une agglomération de 1,2 million d'habitants.



En outre, la mise en service commerciale de la ligne D s'accompagne d'une importante réorganisation du réseau de transports en commun de surface, dans Lyon et sa proche banlieue. Sur quatre-vingt-dix-neuf lignes de bus en exploitation, une soixantaine voient leur parcours modifié souvent en rattachement sur la nouvelle desserte souterraine. On a agi avec prudence, puisque, en année pleine, les autobus lyonnais parcourent au total 2 millions de kilomètres supplémentaires, alors que le total atteint actuellement 45 millions de kilomètres par an. Surtout, la SNCF a modernisé et même réouvert, avec le concours du conseil général du Rhône, certaines lignes de l'Ouest lyonnais, dont les chemins CFDT, évidemment d'accord sur le principe.

ont néanmoins souligné quelques insuffisances, en raison d'une exploitation reposant sur une voie unique. Malgré tout, la station de Gorge-de-Loup, en liaison directe avec les quais de la SNCF, se voit confier une fonction d'échange, avec un parking de 400 places. Elle sera reliée à la commune de Tassin-la-Demi-Lune par un bus circulant sur une voie nouvelle, à lui réservée. Enfin, *intra muros*, le plan d'organisation des transports de surface comprend la création d'une navette dans la presqu'île-centre de Lyon et une liaison rapide entre le cœur de la ville et le nouveau quartier de la Part-Dieu.

Le tout est accompagné d'un effort d'information sans précédent. Chacun des 520 000 foyers lyonnais a reçu un *mailing* qui a nécessité l'impression

de sept millions de documents et plans divers. Les usagers, auxquels cette documentation ne serait pas parvenue, auront la possibilité d'appeler un « numéro vert » téléphonique. Il reste à espérer que toutes ces actions vont enfin faire augmenter la part de marché des transports en commun, dans le total des déplacements des Lyonnais. En effet, une enquête effectuée par le Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de Lyon a encore démontré, à propos de l'année 1986, que la voiture individuelle tient sans peine le haut du pavé dans l'agglomération (1). L'ouverture de la première ligne du métro a permis, tout juste, d'empêcher un trop grand galop des chevaux-vapeur.

Dans l'industrie automobile, le lancement d'un nouveau modèle est sou-

vent salué par une certaine effervescence sociale et c'est de bonne guerre. Donc, l'ouverture de la ligne D du métro lyonnais est survenue dans un climat pesant, avec le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par le syndicat Force ouvrière, défendant des revendications de salaires, de classifications et de réduction du temps de travail.

Le « tram » abandonné

Pourtant, la ligne D introduit certaines novations sociales. Elle a nécessité deux cents embauches. L'effectif de la SLTC passant de 3 300 à 3 500 personnes. Surtout, elle voit instituer une forme de polyvalence dans les fonctions et une nouvelle mobilité professionnelle. Dans un an, les conducteurs de la ligne D, dont le système automatisé Maggaly prendra le relais, seront mutés sur le réseau de surface. D'entrée de jeu, la nouvelle ligne voit l'apparition des « agents de station » - « on a réinventé le chef de gare », plaisante un technicien - chargés des relations avec la clientèle. Pour faire bonne mesure, juste avant la mise en service de la ligne D, M. Jean Rigaud, président du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (Sytral) (2) et maire (UDF) d'Ecully, ont soin d'annoncer, après le dépôt d'un préavis de grève, le versement à chaque agent de la SLTC, d'une prime exceptionnelle de 1 000 francs, récompensant le surcroît de travail fourni. Ce devait être le juste prix de la paix sociale. Et peu de chose par rapport à l'ensemble.

En effet, la ligne D a coûté près de 6 milliards de francs, dont environ 20 % ont été à la charge de l'Etat, l'essentiel étant versé par les collectivités locales et les entreprises de l'agglomération. De ce chantier hors du commun, M. Michel Noir, l'actuel président de la Communauté urbaine de Lyon (ex-RPR), rente évidemment d'empocher le bénéfice politique. On peut lui reconnaître au moins le mérite d'avoir semblé déboucher une situation complexe, en « invitant » le premier, dès le mois de février 1990, les industriels de Mâtis, GEC-Alsthom et de la CSEE, à comparaître devant les élus en audience publique, pour s'engager enfin sur des délais et des conditions d'exploitation. A son tour, à la fin de l'année 1990, le Sytral eut une attitude ferme - alors que M. Noir n'y siégeait pas encore -

en provoquant la rupture du groupement des industriels, pour confier à Mâtis le *leadership* sur Maggaly.

Chacun espère maintenant que la nouvelle date prévue pour l'automatisation de la ligne D, en principe l'été 1992, pourra être tenue. En effet, le dernier tronçon de 6 kilomètres, entre Grange-Blanche et la gare de Vénissieux, doit être actuellement réservé aux essais de fonctionnement de Maggaly, car il se trouve voisin des ateliers. On envisage des prolongements du réseau vers Oullins, ville enclavée à la gauche par M. Michel Terrat (RPR) vers la gare de Vaise, et la mairie de Vénissieux, ville administrée par M. André Genin (PCF).

Pour partie, d'ailleurs, ce plan résulte d'une volte-face de MM. Noir et Michel Mercier, président (UDF-CDS) du conseil général du Rhône, passant outre à des décisions antérieures du Sytral. Le syndicat mixte s'était prononcé en faveur d'un ambitieux projet de tramway moderne, baptisé « Hippocampe », pour desservir l'est de l'agglomération entre la future Cité internationale et la ville de Vénissieux. Quasiment abandonné au mois de juillet, l'hippocampe est devenu serpent de mer, au grand dam de certains élus socialistes, dont les communes auraient dû être les bénéficiaires du « tram ». Ce renoncement a causé aussi quelques turbulences dans la famille politique de M. Noir. Il est probable que ce débat n'est pas clos, car, dans le même temps, un programme d'équipement urbain au service de la voiture individuelle n'est pas remis en cause, comprenant la construction de plusieurs milliers de places de parking entre Rhône et Saône et un bouclage du boulevard périphérique de Lyon, dans sa partie nord.

GÉRARD BUÉTAS

(1) En 1986, la voiture individuelle a assuré dans l'agglomération lyonnaise 1,707 million de déplacements par jour, alors que 0,545 million de déplacements étaient effectués sur l'ensemble du réseau de transports en commun (bus-métro).

(2) Formé entre la Communauté urbaine de Lyon et le conseil général du Rhône, le Sytral est, à Lyon, la puissance organisatrice du transport en commun. Il finance la construction du réseau et prend en charge le déficit annuel de l'exploitation, confiée à une société de droit privé, la SLTC, du groupe de la Compagnie de navigation mixte.

Dans un an, Maggaly

La ligne D du métro lyonnais entre en fonctionnement avec quatorze rames, modifiées depuis un an pour revenir à un système de conduite manuelle, alors qu'elles auraient dû fonctionner selon un système automatisé. Un système, baptisé Maggaly (Métro automatisé de l'agglomération lyonnaise), en faveur duquel le Sytral avait admis, en 1985, un saut technologique et un premier report de l'entrée en fonctionnement, alors fixée au milieu de l'année 1990. En fait, Maggaly ne sera vraisemblablement au rendez-vous qu'en septembre 1992, pour introduire une innovation technologique majeure dans l'exploitation des transports en commun.

A cette époque, les rames circuleront enfin sans conducteur, un puissant logiciel informatique garantissant entre elles un « canon mobile déformable », c'est-à-dire un espacement susceptible de varier dans le temps et dans l'espace, en toute sécurité. De cette innovation, on attend tout à la fois une économie de 20 % sur les frais de personnel, par rapport à une technique classique, et une grande souplesse dans l'exploitation et la gestion des fréquences, afin de faire face aux heures de pointe. Le système sera capable d'une mémorisation des résultats et d'un autodiagnostic, apportant une amélioration des délais de maintenance.

Pour l'heure, on assiste à une augmentation des effectifs globaux de la société exploitante, alors que les syndicats ont manifesté, depuis 1989, des inquiétudes sur la pérennité de l'emploi. La mise au point de Maggaly a sans doute été compliquée par l'incertitude ayant d'abord régné au sein du groupement des industriels (Mâtis, GEC-Alsthom, CSEE) sur le *leadership* du projet. Chacun pensant aux applications ultérieures, car la technologie des métros sans conducteur est appelée à se répandre (le Monde du 15 mai 1990). Il est admis, en

outre, que personne n'avait pris la mesure du problème. Enfin, la décision de 1985 semble avoir été précipitée par l'état d'avancement du génie civil. On a ainsi abouti, outre l'allongement des délais, à un surcoût de l'ordre de 400 millions de francs, alors que l'équipement électrique et le matériel roulant étaient estimés à 1,159 milliard de francs de 1989. Ce dérapage a fini par inspirer à M. Michel Noir, maire de Lyon, l'expression « scandale-Maggaly ».

Deux panes par mois

Sans l'automatisme de Maggaly, la Société lyonnaise de transports en commun (SLTC) a pu faire fonctionner la nouvelle ligne « à blanc » depuis le début du mois d'août. « On ouvre dans de bonnes conditions », estime M. Bernard Simon, directeur-adjoint du Sytral, chargé de la ligne D. Dans les prochaines semaines, la nouvelle desserte devrait connaître à peine une panne par journée de fonctionnement (5 h 30-20 h 30), au sens où les passagers devront être débranchés à la station suivante. Ce taux devrait descendre à deux panes par mois, avant fin novembre. Maggaly disposera encore de huit mois, au moins, pour effectuer des essais et réglages. Le système parvient déjà à un fonctionnement régulier sur le tronçon de réseau Gare de Vénissieux-Parilly : « Ça marche, ça marchera, et ce sera une première », a déclaré M. Hervé Châfne, directeur de la Sémaly (1).

G. B.

(1) La Société d'économie mixte du métro de l'agglomération lyonnaise, entreprise d'ingénierie de cent trente salariés, est chargée de la maîtrise d'ouvrage déléguée. Présidée par M. Henry Chabert, vice-président (RPR) de la communauté urbaine de Lyon, elle est entrée dans le groupe de la Caisse des dépôts et consignations en avril 1991, en même temps qu'elle ouvrait son capital, pour une participation inférieure à la minorité de blocage, au cabinet américain d'ingénierie Bechtel.

Lumières sur béton

Confrontation de styles architecturaux dans les stations de la nouvelle ligne où l'imagination et la poésie commencent à prendre le pouvoir

CLIN d'œil à Hector Guimard sur la nouvelle ligne du métro lyonnais, plusieurs styles se sont signalés par une élégante forme baroque, sorte de queue de saurien ailée, qui évoque les célèbres entrées du métropolitain réalisées par le maître du Modern Style. Ce signal, dû au talentueux cabinet Jourda-Perraudin, témoigne d'un nouveau statut de l'architecture de métro dans la ville : l'âge du pur fonctionnel est révolu, l'imagination et la poésie commencent à prendre quelque pouvoir.

Sur les lignes précédemment ouvertes, on réservait les espaces de beauté à des artistes bénéficiaires de commandes. Leurs sculptures et fresques s'intégraient comme elles pouvaient à l'architecture sobre, signée Gimbert et Vergely, des stations ainsi « décorées ». Un parti différent a été pris cette fois. Lorsque des plasticiens interviennent pas dans toutes les stations, ce qui aurait entraîné un surpoids budgétaire, donc des réalisations de faible envergure - ils marquent plus fortement l'identité de la station.

Dans la partie de la ligne ouverte au public, les stations de Gorge-de-Loup et Saint-Jean sont celles où s'exprime le plus audacieusement une différence architecturale. La première, située dans un noyau de communications à la limite de la ville et de la banlieue, contribue à rendre une cohérence urbanistique à ce quartier aménagé de brique et de brique au fil des années. De mornes HLM coexistent en effet avec une maison d'un siècle, au pied d'une colline de jardins ouvriers, non loin du trièdre bleu futuriste d'un bâtiment de la société Rhône-Poulenc.

L'agence lyonnaise qui a cosigné cette dernière réalisation, Babylone avenue, a eu quelques belles idées pour la station : les plafonds à double chapiteau, touche postmoderne de l'édifice, les arcs d'aluminium qui,



tout en cachant les fils électriques, rythment un paroi de béton brut, les hautes tours surplombant les entrées, de chaque côté d'une rue, et la « conque de lumière » qui ouvre la station sur l'espace extérieur.

Art et animation

A Saint-Jean, au cœur du Vieux-Lyon, le cabinet Garbit-Pochon a joué lui aussi sur l'éclairage naturel bien que cette station soit enterrée à une trentaine de mètres sous les immeubles historiques : un puits de lumière, traversé par un escalier roulant d'une seule voûte de vingt mètres, plonge vers des voûtes à croisées d'ogive rappelant le passé

médiéval du quartier. Une technique ancienne fait ressortir la puissance des masses de béton brut articulées autour du puits.

La station de Saint-Jean est située tout près de la cathédrale. C'est pourquoi à la périphérie de la ville, à Parilly, dans une partie non encore en service de la ligne, que le cabinet Jourda-Perraudin a planté la forêt de fûts des églises gothiques (révisité par le romantisme et Gaudí) avec un étonnant effet de colonnes inclinées en arcs-boutants.

Les autres stations sont moins spectaculaires. Celle de la place Bellecour, due aux spécialistes du métro, Gimbert et Vergely, vaut essentiellement par son volume, avec mezza-

nine au-dessus d'une « gare » centrale. Et les stations desservant le centre hospitalier de Grange-Blanche et le château Lumière, réalisées par le même cabinet, sont intéressantes par l'intégration de l'art et de l'animation.

L'une est dominée, à plus de vingt mètres de hauteur, par une sculpture cinétique de Nicolas Schöffer, dont les néons multicolores s'animent chaque soir. L'autre, voisine du lieu où les frères Lumière inventèrent le cinéma, raconte l'histoire de cette naissance par fresque et projections : des autocromes qui précèdent aux images de synthèse retraçant des plans-culottes de films anciens.

BÉRÉNADETTE BOST

هكذا من الأصل

HEURES LOCALES

Publicité politique : quelles limites ?

Une enquête réalisée pour CAP'COM, auprès des responsables de la communication dans les conseils généraux et régionaux, montre les critiques faites à la loi du 15 janvier 1990 et annonce la façon dont on s'apprête à la contourner

DEPUIS le 1^{er} septembre, l'article L.52-1 de la loi du 15 janvier 1990 relative à la publicité politique est entré en application. « À compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion d'une collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin. » Les responsables de la communication des collectivités locales connaissent parfaitement ces quelques lignes, qui, depuis des mois, conditionnent leur travail. Ils savent que la date du premier septembre, six mois avant les élections régionales, a marqué la fin de certaines campagnes de promotion.

A quelques jours du Forum sur la communication des institutions des collectivités locales et des établissements publics prévu du mercredi 25 au vendredi 27 septembre, les responsables de CAP'COM - le salon organisé chaque année à Valence sur la communication locale - ont demandé une enquête auprès des professionnels intéressés. Une étude réalisée par Procom, du 24 juin au 5 juillet, permet de connaître les réactions et les commentaires de 92 responsables de communication. Au total 75 conseils généraux ont été interrogés, sur les 96 que compte la métropole, et 17 conseils régionaux sur 22 (1).

Les « hommes des présidents » sont au courant des termes de la loi, même si seulement les trois quarts des responsables interrogés déclarent connaître (tout à fait ou assez) les conséquences de son application. Mais connaître ne veut pas dire approuver, et 78 % d'entre eux manifestent leur désaccord avec sa formulation actuelle. Un point de vue qui varie selon la majorité politique de la collectivité.

Il n'y a que 9,1 % de satisfaits dans les collectivités à majorité de droite, au lieu de 41,7 % dans les collectivités à majorité de gauche, qui n'oublient pas que cette loi a été votée sous le gouvernement Rocard (tableau 1).

Les critiques de la loi portent sur son imprécision : 51 % des responsables parlent du « flou » du texte. Une imprécision qui tient au fait que, selon eux, la loi ne fait pas la différence entre information et publicité. « Le problème de ce texte, c'est la définition du périmètre de la loi », remarque une personne interrogée, qui évoque également l'absence de définition claire des supports autorisés.

Beaucoup s'inquiètent aussi des conséquences que la loi risque d'avoir à long terme sur la communication des collectivités ; l'impossibilité de communiquer pendant certaines périodes entraînant des « ruptures dans

du conseil général ou régional. Ils sont 70 % à penser que l'envoi par la poste auprès des leaders d'opinion de documents sur la politique suivie par le département ou la région demeure autorisée. Le mailing, ce moyen de faire connaître des réalisations, risque d'être au centre des stratégies de communication, bien que son utilisation soit contestée par une minorité. Un responsable sur quatre pense qu'il n'est pas possible d'utiliser les mailings (tableau 2).

Avant même l'entrée en application de la loi, les responsables de communication ont prévu leurs actions futures. Bon nombre d'entre eux vont

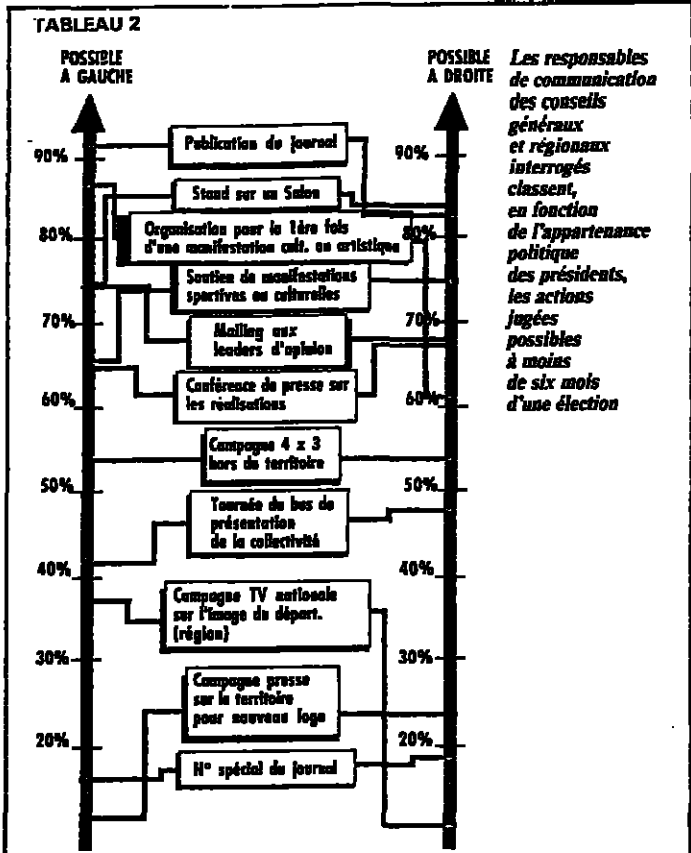
D'autres vont s'efforcer d'atteindre les électeurs par le biais des enfants en organisant des opérations en direction des scolaires.

Le manque de précision du texte de loi laisse prévoir l'apparition de procédés d'adaptation, « voire de contournement », selon 97 % des responsables interrogés. « On va essayer d'aller aux frontières du possible : le juge appréciera », avouent certains. Le mailing et le marketing direct sont les moyens les plus cités, et plusieurs responsables insistent sur le secret de la correspondance qui couvrirait, selon eux, ces opérations.

Des associations contrôlées, plus ou moins directement, par les conseils généraux ou régionaux, comme les comités départementaux pour le tourisme, les chambres consulaires, pourraient être mises à contribution. Ces associations auraient la possibilité de signer des campagnes thématiques ou d'organiser des manifestations ou des événements où « les candidats sortants seraient mis en valeur par leur présence à la tribune ».

La presse sollicitée

Au sujet de la presse, des responsables de communication préconisent une double action, l'une normale, l'autre détournée. La multiplication des événements et manifestations soutenues par la collectivité ou ses organisations satellites doit se traduire par des comptes rendus plus fréquents dans les colonnes des quotidiens régionaux. Mais si cette « pression » ne suffit pas, certains se déclarent prêts à des « échanges », des achats d'abonnements, ou à l'augmentation des achats d'espace publicitaire une fois la période d'application de la loi terminée. Ce que traduit une des personnes interrogées en ces termes : « passer des accords avec la presse écrite, acheter de l'espace avant pour obtenir des réactions après ». Un autre assure qu'il est possible de « demander à la direction d'un journal de faire des articles sur le conseil général en échange d'un achat de 400 abonnements ». Ces



extrêmes ? 18,5 % des personnes interrogées ont déclaré ne pas vouloir contourner cette loi, mais adapter leur communication, alors que 22,8 % avouent qu'elles réfléchissent encore. Beaucoup de questions demeurent en effet sans réponses sur les opérations « encore possibles » au regard de la loi. Les journées CAP'COM de Valence doivent permettre d'aborder les différentes hypothèses et de prolonger le débat sur l'utilisation ou non de l'affichage institutionnel (panneaux, abri-

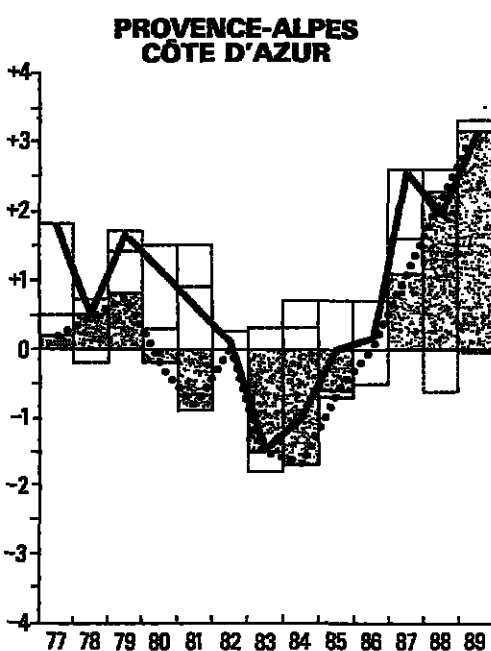
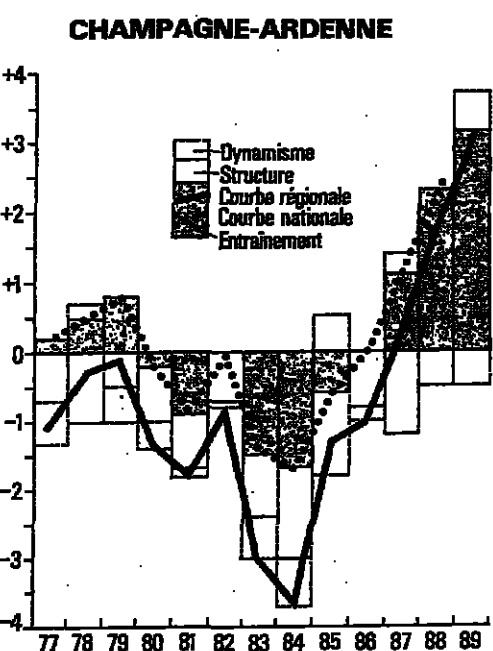
bus) ou la distribution d'objets signés par le conseil.

(1) Les 92 responsables de communication ont été interrogés par téléphone pendant environ quinze minutes. L'échantillon interrogé représente respectivement 78 % et 77 % des conseils généraux et des conseils régionaux de la métropole. Sur les 92 conseils interrogés, 72 sont à majorité politique de droite ou assimilée (UDF, PR, RPR, CDS) et 28 sont à majorité politique de gauche (PS, PCF et divers gauches).

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/EMPLOI/UNEDIC

Comment mesurer l'évolution de l'emploi dans une région par rapport à l'évolution nationale ? L'UNEDIC a créé un indicateur qui tient compte de la structure des emplois et du dynamisme régional. La courbe régionale (trait noir plein) exprime le point d'équilibre par rapport à la tendance nationale. Nous avons déjà publié Nord-Pas-de-Calais et Ile-de-France (le Monde daté 16-18 novembre), Bretagne et Languedoc-Roussillon (le Monde daté 16-17 décembre), Basse-Normandie (le Monde daté 20-21 janvier), Rhône-Alpes et Aquitaine (le Monde daté 17-18 février), Lorraine et Midi-Pyrénées (le Monde daté 17-18 mars), Poitou-Charentes et Picardie (le Monde daté 14-15 avril), Auvergne et Pays de la Loire (le Monde daté 12-13 mai), Alsace et Limousin (le Monde daté 9-10 juin), Bourgogne et Centre (le Monde daté 7-8 juillet).



A deux temps

C'EST en 1989, enfin, que la région Champagne-Ardenne rejoint la moyenne nationale et profite à plein de la reprise. Elle rompt ainsi avec une longue tradition de retardataire, toujours à la traîne, dont les performances restent continuellement en deçà de celles du reste du pays. Mais il faut reconnaître qu'elle supporte un sérieux handicap qui se résume dans une structure de l'emploi vieillie et lourde, largement tributaire d'une industrie traditionnelle. Celle-ci même qui a dû être restructurée au milieu des années 80.

A regarder la courbe, ce tournant de 1984 a certainement provoqué un électrochoc, car toute la période comprise entre 1977 et 1989 se partage bien en deux temps. Jusqu'à cette date, la région cumule une mauvaise configuration de ses activités et pas de dynamisme. Ensuite, elle se ressaisit et commence à compenser des difficultés par une vitalité nouvelle. Au point qu'elle progresse plus vite, proportionnellement, que l'ensemble des autres régions.

Rattrapée

L'image du Midi et du quart sud-est de la France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) tire bien profit de sa situation. Et pas seulement par héliotropisme, comme on a trop souvent tendance à le croire. Les activités nouvelles, liées aux technologies, y trouvent un terrain d'élection. Sophia-Antipolis en est l'un des exemples. Résultat, la région caracole largement au-dessus de la moyenne nationale, sauf en de rares périodes de brusque chute. Mais, et cela s'explique sûrement par la fermeture des chantiers navals de La Ciotat et de La Seyne, elle est maintenant rattrapée.

Il y a d'autres particularités surprenantes. En avance par rapport à l'ensemble du pays, PACA subit sa forte baisse en 1983 et se redresse déjà en 1984, quand la crise frappe tout le monde. Contrairement à d'autres régions, et dès le début des années 80, Provence-Alpes-Côte d'Azur est uniquement tirée dans son expansion par la structure de ses activités. Elle fait preuve d'un dynamisme à éclipses.



A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

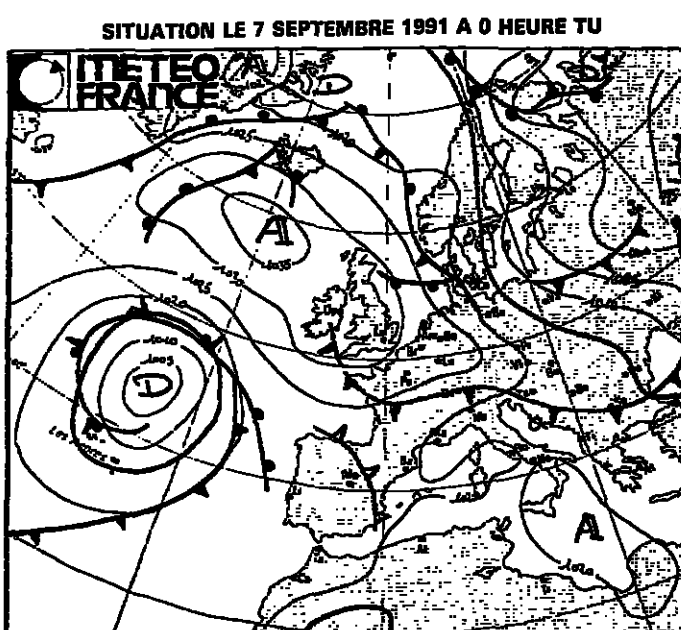
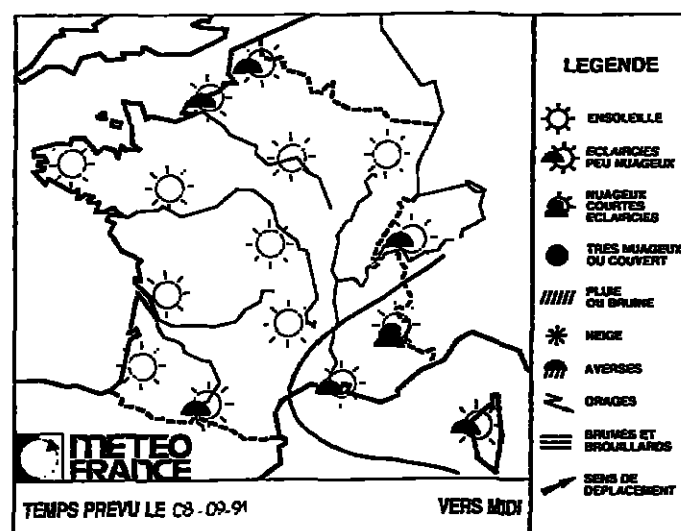
La réalisation d'une salle de spectacle était un projet ambitieux et nécessaire pour la Commune. Le Conseil connaissait les compétences du Crédit Foncier et ses interventions dans le financement des investissements collectifs. Il savait que, depuis 1860, beaucoup de Communes avaient assuré leur développement avec son soutien. Il appréciait l'expérience, le dynamisme et la capacité d'écoute des hommes du Crédit Foncier. Pour lui, c'était un vrai partenaire des Communes, des Départements et des Régions. C'est pourquoi Monsieur le Maire a rencontré le Crédit Foncier. Tout naturellement.



FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES

هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

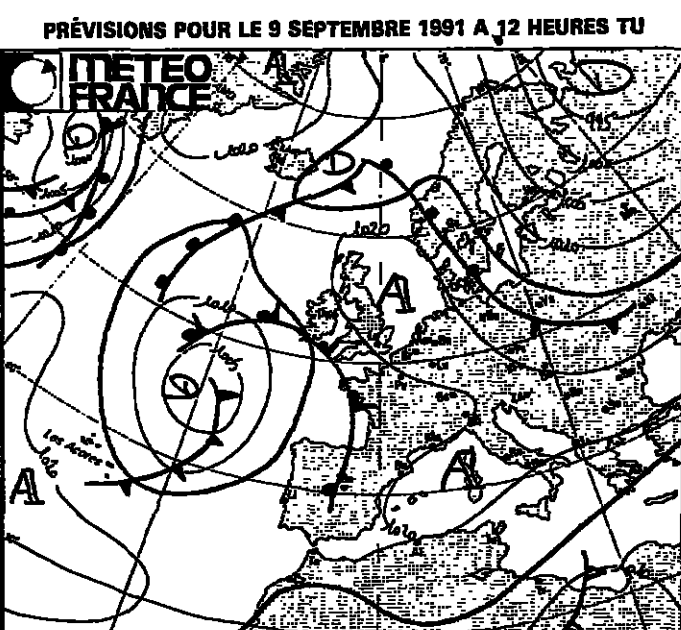
Prévisions pour le dimanche 8 septembre 1991
Beau temps. Ensoleillé

Lundi : Soleil à l'est, nuages à l'ouest. Les brumes du matin laisseront généralement la place à un ciel peu nuageux. Sur la façade atlantique des bandes de nuages iront en s'épaississant au fil de la journée.

L'après-midi ces nuages gagneront les régions de la Normandie aux Pyrénées. Sur les côtes de Bretagne, une petite pluie faible ne durera guère et sur les Pyrénées un orage éclatera en soirée.

Les températures du matin seront généralement comprises entre 12 et 15 degrés sur la moitié nord et 13 et 19 degrés sur la moitié sud.

L'après-midi elles ne dépasseront pas 21 à 25 degrés au nord de la Loire et pourront atteindre 28 à 30 degrés au sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 6-9-1991 à 18 heures TU et le 7-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	31	17	C	LOS ANGELES	22	17	D
AJACCIO	28	16	D		LUXEMBOURG	20	8	D
BIARRITZ	24	20	C		MADRID	26	15	D
BORDEAUX	30	16	D		MADRID	26	15	D
BREST	27	11	D		MEXICO	24	14	A
CANN	25	10	D		MILAN	30	12	D
CHERBOURG	31	12	C		MONTREAL	25	14	D
CLEMON-FE	29	10	D		MOSCOW	9	3	C
DIJON	27	11	D		NAIROBI	24	14	A
GRENOBLE	30	14	D		NEW-YORK	26	19	D
LILLE	29	12	C		OSLO	16	3	C
LYONS	29	12	C		PALMA-DE-MAJ	32	18	C
MAIRIE	30	15	D		PARIS	29	20	C
MAIRIE	30	15	D		PERIN	29	20	C
NANCY	31	18	D		REIMS	21	16	D
NANTES	28	13	D		ROME	29	19	D
NICE	26	10	D		SINGAPOUR	29	19	D
PARIS-MONTS	29	11	D		STOCKHOLM	11	3	D
PAU	27	17	C		SYDNEY	23	9	D
PERPIGNAN	29	21	D		TOKYO	21	26	D
RENNES	27	11	D		TUNIS	24	14	D
ST-ETIENNE	29	11	D		VARSOVIE	17	6	N
STRASBOURG	28	8	D		VERONE	27	18	D
					Vienne	17	12	C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **F** Film à éviter ; **M** On peut voir ; **N** Ne pas manquer ; **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 7 septembre

TF 1

- 20.45 Variétés : **Surprise sur prise.**
Série : Un privé au soleil.
23.55 Magazine : **Formule sport.**
Football : championnat de France (résumé) Rugby : les Olympiques de Biarritz, avec Serge Bianco.
0.55 Journal et Météo.

A 2

- 20.45 Divertissement : **La Tête des Inconnus.**
Série : Euroflics.
22.00 Journal et Météo.
23.15 Documentaire : Des maisons pas bien closes. De Michel Honorin et Laure Adler.

FR 3

- 19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.10 **La Sept** —
0.10 Sport : Golf.
Les European Masters, en direct de Crans-sur-Sierre (Suisse).

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : **L'Ombrage du cadavre.**
Un meurtre mystérieux, sans traces, ni cadavre.
22.00 Soirée spéciale : **Super Model of the World.**
La plus grande concours de mannequins du monde.
23.30 Flash d'informations.
23.35 Sport : Tennis.
US Open de Flushing Meadows.

- 4.35 Cinéma : **Les Valseuses.** **M**
Film français de Bertrand Blier (1975).
LA 5

- 20.40 Journal des courses.
20.50 Série : **Un privé nommé Stryker.**
L'assassin était dans le train. Une petite fille, témoin clé d'un procès, est en danger.
22.25 Sport : Moto.
Super-cross du Parc des Princes, en direct.
0.00 Journal de la nuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm : **Coupables d'amour.**
Histoire d'amour entre une professeur d'histoire et son élève le plus assidu.
22.20 Téléfilm : **Les Forces du mal.**
Fable fantastique.
23.35 Téléfilm : **Les Masques de la mort.**
Sherlock Holmes mène l'enquête.
0.45 Six minutes d'informations.
0.50 Musique : Rapline.

LA SEPT

- 20.55 Téléfilm : **Qui a peur du rouge, jaune, bleu ?**
Le Courrier des téléspéctateurs.
22.40 Soir 3.
22.55 Magazine : **Cinéma de poche.**
0.05 Cinéma d'animation : Images.
0.10 Documentaire : Du Kirov à l'Opéra.
1.35 Danse : Tancrède le croisé.

Dimanche 8 septembre

TF 1

- 20.40 Cinéma : **La Maison assainie.** **F**
Film français de Georges Lautner (1987). Avec Patrick Bruel, Anne Brochet, Agnès Bouché.
22.40 Magazine : **Ciné dimanche.**
22.45 Cinéma : **La Horde sauvage.** **M**
Film américain de Sam Peckinpah (1969). Avec William Holden, Ernest Borgnine, Robert Ryan.
1.10 Télévision.
1.30 Journal et Météo.

A 2

- 20.45 Téléfilm : **La Grande Dune.**
Deux sœurs unies par un crime effroyable.
22.15 Magazine : **Bouillon de culture.**
Invités : Dany Carrel, Volker Schlöndorff, Lydia Flem.
23.35 Documentaire : **Palais royal.**
Un prince du Sud, une reine du Nord.
0.25 Journal et Météo.
0.45 Eve raconte.
Josephine Baker.

FR 3

- 20.40 Villes ouvertes : **Bruxelles.**
Thème : divertissements.
Promenade à travers la capitale belge ; variétés avec Jo Lemaire, Benny B., Wambles, Lovers Michele and Soul Sisters, Isabelle Antena, Adamo, Zap Mama, les Chéris, Citizen Jane.
22.00 Magazine : **Le Divan.**
Invité : John Berry.
22.20 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : **Les Monstres.** **M**
Film italien de Dino Risai (1983). Avec Ugo Tognazzi, Vittorio Gassman, Michèle Mercier (v.o.).
0.35 Musique : **Carnet de notes.**

CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : **Faux et usage de faux.** **M**
Film français de Laurent Heynemann (1990). Avec Philippe Noiret, Robin Renucci, Laure Killing.
22.05 Flash d'informations.
22.06 Sport : Tennis US Open 91.
1.00 Football américain.

LA 5

- 20.10 Magazine : **Dimanche 20 h 10**
Elkabbach.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : **Pour une poignée de dollars.** **M**
Film italien de Sergio Leone (1964). Avec Clint Eastwood, Marianna Koch, Gian Maria Volonté.
22.35 Magazine : **Reporters.**
Trafic d'enfants en Roumanie. Le dernier jour de Salvador Allende.
23.30 Magazine : **Top chrono.**
Grand Prix de F1 (résumé). Grand Prix moto ; Super-cross à Bercy (résumé).

M 6

- 20.30 Magazine : **Sport 6** (et à 0.30). Présenté par Stéphane Tortora.
20.40 Téléfilm : **Echec aux hors-la-loi.**
De Jerry Jameson, avec Bill Bixby, Bo Hopkins.
22.25 Capital.
22.35 Cinéma : **Histoire d'O n° 2.** **F**
Film français d'Eric Rochet (1984). Avec Sandra Wey, Manuel de Blas, Rosa Valenty.

LA SEPT

- 20.30 Cinéma : **Grand Rue.** **M**
Film espagnol de Juan Antonio Bardem (1958).
22.05 Court métrage : **Guernica.** D'Alain Resnais.
22.20 Court métrage : **Le Drame du taureau.**

CARNET DU Monde

Décès

— M^{me} Albert A. Prouvost, son épouse.
M^{me} Albert-Bruno Prouvost, M^{me} Nathalie Prouvost, M. et M^{me} Ghislain Prouvost, M. et M^{me} Olivier Prouvost, M^{me} Lucille Prouvost, ses enfants, M. et M^{me} Albert-Nicolas Prouvost, Edouard et Barbara Prouvost, Khalil et Josephine de Chazournes, Alexandra, Aurélien, Gauthier, et Aliénor Prouvost, Olivier-Armand Prouvost, ses petits-enfants, Albert-Alexandre Prouvost, son arrière-petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de **M. Albert-A. PROUVOST**, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaillé des combattants volontaires de la Résistance, créateur de l'association logement, en 1942, et du 1^{er} à la construction (CUL), en 1943, président de la Fondation Anne et Albert Prouvost - Septentrion, à Bondoues, le 6 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

— Roland FILLATRE, militant ouvrier et résistant, est décédé le 4 septembre 1991.

— Les familles Lautier, Juvin, Pinael, ont la douleur de faire part du décès de **Anne-Marie JUVIN-LAUTIER**, survenue le jeudi 5 septembre 1991, dans sa quarante-septième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 10 septembre, à 14 h 15, au cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

— Le président de l'université Paris-XII-Val-de-Marne,

Les membres du conseil de gestion et le doyen de la faculté de médecine de Créteil,

Le personnel enseignant de la faculté de médecine de Créteil,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 5 septembre 1991, des suites d'une maladie professionnelle, à l'âge de quarante-sept ans, de **M^{me} Anne-Marie JUVIN-LAUTIER**, maître de conférences des universités, praticien hospitalier d'anesthésie réanimation chirurgicale au centre hospitalier universitaire de Bondoues.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 10 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Christophe de Créteil. L'incinération aura lieu dans l'intimité.

— Guy Penne, président, Et les membres du Club des Jacobins, ont la douleur de faire part de la disparition de leur président d'honneur, **M. Roger LERAY**.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5602

HORIZONTALEMENT

I. Sont moins polis que le roi. Partiellement bouché. — II. Qui n'a pas été appelé. Comme des insectes qui vivent dans les bois. — III. Qui ont fait l'objet d'une inscription. Se mettent sur le passage. — IV. Dans le Var. Quand on s'y tue, il y a beaucoup de peine. Possessif. — V. Vieille ville. Où l'on peut voir tout le monde. Direction. — VI. Organe. Décor pour l'égout. Peut être envié quand il est gros. — VII. Etre particulièrement brillant. Sont un peu comme de grands cousins. — VIII. D'un auxiliaire. On la suit quand elle est arrêtée. Intersection. Est rendue en partant. — IX. Peut se mettre en boule. Pour le gratin, c'est répi ! — X. Pas ordinaire. Dans l'alternative. Un peu de lumière. — XI. Densité. A qui on peut donner la moitié. Possessif. — XII. Blanc en sortant d'une cuvette. Hydrocarbure. Terme de mépris. — XIII. C'est une vraie patate quand elle est de Fontenay. Se sert copieusement. En France. — XIV. Cours élémentaire. Pour lier. N'est pas fin quand il est gris. « Souris » dans l'autre monde. — XV. Qu'on rencontre souvent. Annoncé comme par un dieu.

VERTICALEMENT

1. Quand on le fait jouer, c'est dans l'espoir d'avoir un prix. Est d'abord promise pour le fils. — 2. Solidement attachée, pincée et mordue. Risquent de crever quand ils sont malades. — 3. Discipline pour officier. Peut être assimilée au bazar. — 4. Chef de tribu. Fait cailler le lait. — 5. Les pieds au mur. D'un auxiliaire. — 6. Pronom. Chant d'argenter. — 7. Conjonction. Matière pour un pot fragile. Où il n'y a rien à prendre. — 8. Un reptile à croquer. Spécialiste souvent penché sur les bouches. — 9. Préposition. Parloir au bout du compte. Redoublée par la

femme qui va se mettre au travail. — 10. Pompe digne d'un prêtre. Traverse le Tyrol. — 11. Dur de la feuille. Intersection. — 12. Cuvette. Pronom. Rouille. On peut y faire des exercices. — 13. Apprécié par ceux qui aiment les jolies gorges. Honoré à Rome. Obtenue. — 14. Qui ont des raisons de se plaindre. Une personne qui peut descendre dans la rue. — 15. Préposition. Désordre dans la circulation. Plutôt de la veille.

Solution du problème n° 5601

Horizontalement

I. Pyramides. — II. Epanouie. — III. Dot. Est. — IV. In. Cerner. — V. Court. Tux. — VI. Umata. Li. — VII. Reine. Vét. — VIII. lule. Oé. — IX. Etirables. — X. Etisie. — XI. Osée. Tenu.

Verticalement

1. Pédicure. — 2. Yponomeuse. — 3. Rat ; uolité. — 4. On ; crâne. — 5. Mouette ; as. — 6. Au ; obit. — 7. Nient ; volée. — 8. Essoué. — 9. Trait ; sou.

GUY BROUTY

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

46-62-73-75

هكذا من الأصل

BILLET

Le retour des charrettes

La succession de plans de réduction d'effectifs à laquelle on assiste depuis quelques mois fait ressurgir le fantôme du début des années 80, lorsque les charrettes de licenciements se succédaient les unes aux autres. Le plus inquiétant est que cette mauvaise passe est le résultat de causes non seulement conjoncturelles (faire face au repli de l'activité en attendant une reprise économique) mais aussi structurelles (réaliser des gains de productivité à marche forcée).

L'inventaire des suppressions d'emplois annoncées dans la dernière période éveille des souvenirs de sinistre mémoire. Le secteur automobile est frappé de plein fouet. L'état du marché n'est pas en cause. L'incapacité des industriels à élaborer des produits capables de résister à une concurrence accrue précipite les ajustements.

Dans ses usines de Rennes, Citroën va supprimer 1 800 emplois alors que, dans son «berceau» sochelin, Peugeot doit se séparer de 940 ouvriers, techniciens et agents de maîtrise. Renault, faut-il le rappeler, a prévu le départ de 4 620 personnes en 1991 et RVI, sa filiale spécialisée dans les véhicules industriels, a élaboré un «plan d'amélioration de la compétitivité» qui concerne 829 postes de travail. Sans oublier Michelin (4 900 suppressions d'emplois en France), la Française de mécanique (400), Valeo et Chausson.

Les autres secteurs ne sont pas à l'abri. Bull a prévu, dès le début de l'année, que ses effectifs seront allégés de 1 300 personnes et, dans l'informatique, le naufrage de SMT-Goupil concerne 850 emplois. Quant à GEC-Alsthom, ce sont 350 licenciements qui sont prévus. Tout récemment, le groupe chimique Atochem vient de présenter un plan représentant 465 suppressions de postes.

Demière mauvaise nouvelle : la sidérurgie donne des signes inquiétants. Outre à cinq mille emplois seraient supprimés l'an prochain chez Usinor-Sacilor qui, grâce à des plans sociaux de grande envergure, parviendrait à avoir surmonté sa longue crise. Là aussi, le structurel et le conjoncturel conjuguent leurs effets négatifs sur l'emploi.

JEAN-MICHEL NORMAND

Un entretien avec le maire de Lyon
«L'usage de la voiture individuelle est devenu irrationnel», nous déclare M. Michel Noir



JEAN-PIERRE LAFITE

Un métro nouveau et bientôt sans pilote (1) : un programme d'investissement de 6 milliards de francs en cinq ans pour construire 10 000 places de parkings de dissuasion, des prolongements de lignes de métro et un transport en site propre nord-sud de 12 kilomètres : Lyon, sa communauté urbaine et le département du Rhône ont choisi de jouer la carte des transports en commun.

M. Michel Noir, maire de Lyon, nous explique sa politique.

«Qu'est-ce qui vous a fait prendre aussi nettement la part des transports publics contre l'automobile ?

— Notre relation à la voiture témoigne d'un état de pathologie avancée. Le bipède pensant que nous sommes subit une mutation spectaculaire lorsqu'il se trouve au volant. Il fait à l'importe quel : pour acheter une paire de chaussures, il se met en double file devant un magasin, réduisant de moitié la circulation. Et même s'il est bien tous les rapports, il devient d'une agressivité folle et peut aggraver d'insultes son prochain. Nous revenons à la barbarie de la guerre de Cent Ans !

«Car l'usage de l'automobile est devenu irrationnel. Nous constatons une croissance du trafic routier dans Lyon qui atteint, ces dernières années, 8 %. C'est énorme et cela se paie en termes de pollution, d'encombrement, de perte de temps, de dommages sociaux. Il faut nous soucier d'écologie urbaine.

«Comment définissez-vous cette écologie-là ?

— Il s'agit d'un usage de l'espace urbain qui ne constitue pas une gêne, voire une nuisance, pour l'usage au présent, et qui n'hypothèque pas l'avenir. L'écologie urbaine ne concerne pas que le beau, mais se préoccupe surtout des coûts «négatifs» que génère la ville. Par exemple, il convient de mettre en corrélation l'édification d'un bâtiment et le temps consacré aux transports. Aucune personne ne peut conserver des relations aux autres normales quand elle passe deux heures épuisantes par jour dans les transports.

«A ce niveau de maladie, il faut traiter par la chirurgie. Je ne manque jamais une occasion de dire, dans mes propos publics, que nous avons choisi une stratégie en faveur des transports en commun et au détriment de la voiture, que le tiers de ce que nous appelons la Presqu'île sera rendu aux piétons, que nous y ferons tomber la capacité de certaines voiries de 1 100 véhicules par heure à 100 et que nous stockerons les voitures dans des parkings. Le bon usage de l'automobile consiste à ne s'en

servir que lorsqu'il n'existe pas de transports en commun ou en cas d'urgence. Aujourd'hui, compte tenu de la circulation, c'est de la folie de se rendre dans la Presqu'île en auto !

«N'est-il pas contradictoire de chercher à chasser la voiture du centre-ville et de l'y attirer en y proposant des parkings ?

— Le plan «transports en commun» que nous avons adopté en juillet dernier est très clair : nous voulons qu'en l'an 2000, 32 % des déplacements dans l'agglomération soient assurés par les transports en commun, au lieu de 22 % actuellement. En installant des parkings en périphérie de la Presqu'île, je suis cohérent avec cette politique, car, lorsque les automobilistes gèrent leur véhicule, ils ne s'en servent pas. J'ai décidé d'installer les entrées de ces parkings sur la rue pour diminuer la capacité de celle-ci. En centre-ville, nous allons réduire les chaussées de quatre voies à deux et celles de deux voies à une seule, afin de persuader les conducteurs de renoncer à leur auto.

«Pour être honnête avec les usagers, nous avons décidé d'améliorer, dans le même temps, la qualité des transports en commun, seule alternative possible. Nous ne lançons plus un seul appel d'offre pour les bus sans spécifier que nous les voulons climatisés : 6 degrés ou 7 degrés de moins lorsque la promiscuité est à son maximum, c'est appréciable ! De même, les 80 % d'usagers qui sont gênés par les marches des bus d'une hauteur de 17 centimètres apprécieront une meilleure accessibilité.

«Le péage urbain, qui oblige l'habitant de Singapour ou, demain - celui de Stockholm, à payer l'accès au centre-ville, vous semble-t-il un moyen de contenir l'automobile ?

— Que l'on fasse payer l'usage de voies, de tunnels ou de ponts qui facilitent la circulation et ren-

dent service ne me choque pas. En revanche, une mesure générale consistant à imposer un droit d'entrée dans la ville, si.

«La ville de Lyon va augmenter de 20 % par an, pendant cinq ans et peut-être six, son budget d'investissement en faveur des transports publics. À travers notre syndicat intercommunal, nous y consacrons, en 1989, 138 millions de francs chacun, à égalité avec le conseil général du Rhône. En 1994, cette somme sera portée à 375 millions, ce qui nous permettra d'emprunter 1 milliard de francs par an.

«Si cet effort ne nous permettait pas de gagner le pari d'une augmentation de l'usage des transports collectifs, je me tournerais, plutôt que vers le péage urbain, vers les solutions mises en place par la ville de Milan, qui impose à la circulation automobile de fortes restrictions à certaines heures.

«L'an prochain, la ligne D du métro lyonnais fonctionnera sans pilote. Certains évoquent le surcoût de cet automatisme intégral MAGGALY à 400 millions de francs. Lyon participe-t-elle financièrement au succès de cette technologie ?

— Le coût global de Maggaly s'élève à 800 millions de francs. Je peux dire que nous avons financé environ la moitié des frais de recherche-développement de cet automatisme, qui est d'une complexité comparable à l'information requise pour le lancement d'une fusée Ariane. Nous serons intéressés aux ventes à l'exportation de ce système, qui fonctionnera en août 1992.

«Pourquoi n'avez-vous pas

choisi, pour ce métro sans pilote, des portes palières transparentes qui évitent mieux les suicides que le système à rayons infrarouges retenus pour couper le courant en cas de chute sur la voie ?

— Ce serait carcéral. Ce serait l'aseptisation complète de l'espace public. Cela bouleverserait l'architecture de notre métro pour laquelle j'ai demandé aux hommes de l'art des électrochocs artistiques. Dans un régime de liberté, on accepte que chacun conduise sa vie comme il l'entend. Regardez les entrées si larges, les quais et l'absence de portillons de contrôle que nous avons voulu : nous ne pouvons plus adopter une démarche totalitaire qui imagine interdire le suicide.

Un financement exceptionnel

«Quelle part du coût de leur transport doivent supporter les usagers des bus et des métros ? Il est très difficile de répondre. Un ultra-libéral vous dira que les usagers doivent équilibrer les comptes. Ce raisonnement n'est pas acceptable, car il faut intégrer l'ensemble des coûts pour la collectivité comme pour l'individu : le stress, le milliard de francs perdus dans les encombrements, les déflagrations familiales, les séjours à l'hôpital pour dépression nerveuse, etc. L'appelle ça une comptabilité «en partie double», où le «social» est intégré aux paramètres comptables traditionnels. Mais celle-ci reste à mettre au point.

«Profitant de l'abandon par le gouvernement de la règle du eni privatisation-ni nationalisation

tion», vous venez de demander, à nouveau, que la vente d'une partie des actions des entreprises publiques serve à la modernisation des transports urbains. Comment voyez-vous cette affectation ?

— Dans le domaine des transports urbains, les besoins sont énormes, soit environ 60 milliards de francs pour les vingt premières villes de France. Au rythme annuel de 450 millions de francs de subventions de l'Etat et de 2 milliards de financement pour les collectivités locales, il nous faudrait quarante ans pour réaliser ces travaux. C'est l'asphyxie assurée.

«A programme exceptionnel, financement exceptionnel. Et puis, que le gouvernement découvre qu'il n'a plus besoin de posséder 100 % du capital des entreprises publiques en secteur concurrentiel, je propose que la vente d'une partie de leurs actions serve non pas à combler des déficits, mais à réaliser des investissements. On devrait pouvoir dégager, sans bouleversement, 35 milliards de francs qui permettraient de financer, pour 50 % ou 60 %, l'extension et la modernisation des transports en commun des villes françaises. Nous serions, alors, à la hauteur de l'enjeu que représente la crise de la ville.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

(1) Lire le dossier sur la nouvelle ligne du métro lyonnais dans Heures locales, page 12.

«Faire sauter le bouchon de Fourvière»

LYON

de notre bureau régional.

«Un Européen sur deux connaît Lyon par le tunnel de Fourvière : belle image». Partant de ce triste constat, qui vaut à sa ville un abonnement permanent aux bulletins d'informations routières, M. Michel Noir, président de la communauté urbaine de Lyon, a engagé durant tout le mois d'août une campagne de publicité dans les journaux, les radios et à la télévision, d'un coût de 14 millions de francs, sur le thème : «Fin 92, nous aurons fait sauter le bouchon de Fourvière». Il s'appuie pour cela sur l'achèvement des travaux, fin 1991, de l'autoroute de contournement A 48 Nord, puis, l'année suivante ou tout au moins dans les premiers mois de 1993, de son prolongement par l'est de l'agglomération pour rejoindre l'autoroute du Sud. Cette réalisation devrait détourner une bonne partie de la circulation internationale de transit qui n'a d'autre itinéraire que la traversée nord-sud par le tunnel.

Cette campagne de la communauté urbaine, sous l'intitulé du «Grand Lyon», avait valu à son président les remarques ironiques de M. Jean-Jack Queyranne, député (PS) et maire de Bron. «M. Noir pousse le bouchon un peu loin. Il ne paie que la publicité et prend un engagement au nom de ceux qui financent réellement. L'ensemble de ce programme, soit plus de 2,6 milliards de francs, est pris en charge par les sociétés autoroutières, le conseil général du Rhône et l'Etat.

M. D.

Affrontements en Corrèze entre éleveurs et forces de l'ordre

TULLE

Des incidents prolongés et parfois violents ont opposé, vendredi 6 septembre, toute la matinée à Tulle (Corrèze), quelque deux cents éleveurs aux gardes mobiles, faisant six blessés (deux manifestants et quatre gardes mobiles).

A l'origine : la demande par les pouvoirs publics de remboursement d'acomptes versés pour l'indemnisation de la sécheresse 1990. L'an dernier, le gouvernement avait octroyé un acompte uniforme dans tous les départements sinistrés de 140 francs par unité de gros bétail (UGB). Mais, considérant que la Corrèze n'était pas si sinistrée que cela, le ministère de l'Agriculture a estimé que l'indemnisation ne devait pas dépasser 35 francs et demande le remboursement du trop-perçu. Plus précisément, il annonce qu'il le retiendra sur ses aides à venir : l'ISM (indemnité spéciale de montagne destinée à compenser les surcoûts de production liés aux handicaps naturels) et la prime à la vache allaitante (créée pour favoriser la reconversion du troupeau laitier vers les races à viande).

G. Ch.

M^{me} Aubry lance les «carrefours jeunes»

PAU

de notre correspondant
M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a lancé, vendredi 5 septembre à Pau, l'opération «Carrefours jeunes», destinée à permettre aux jeunes sans qualification de trouver leur place sur le marché du travail. M^{me} Aubry, qui a trouvé dans la mission locale pour l'emploi de Pau les ingrédients correspondants à son projet, a souligné que la diversité et la spécialisation des organismes d'insertion professionnelle des jeunes constituent «un gage de professionnalisme» et que «les supprimer conduirait à une démobilité des compétences et à une démobilité allant à l'encontre des objectifs de qualité et d'efficacité attendus.

«Il faut trouver pour le jeune le meilleur parcours individualisé et adapté qui lui fasse franchir une marche supplémentaire vers l'emploi», a ajouté le ministre du travail. L'opération devra permettre de créer en France quatre cents à cinq cents «Carrefours jeunes».

J.-M. G.

Alors que l'administration américaine est accusée de négligence

Six anciens dirigeants de la BCCI sont inculpés en Floride

Le grand jury fédéral de Tampa (Floride), où l'affaire de la BCCI a véritablement démarré, a inculpé le 6 septembre de racket et de blanchiment d'argent de la drogue six autres anciens responsables de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI).

NEW-YORK

de notre correspondant

Parmi les inculpés figurent notamment MM. Swaleh Naqvy, directeur-général de la banque jusqu'en 1990, actuellement incarcéré à Abu-Dhabi, et Syed Ziauddin Ali Akbar, l'ancien trésorier de la BCCI, récemment arrêté en France et qui doit être extradé vers les Etats-Unis (Le Monde du 7 septembre). Dans le même temps, cinq Colombiens appartenant au cartel de la drogue de Medellín ont aussi été inculpés en liaison avec l'affaire de la BCCI.

Le même jour, à Washington, M. Charles Schumer, un élu (démocrate) de Brooklyn à la Chambre des représentants, a présenté le rapport d'une sous-commission du Congrès sur la BCCI, lequel met gravement en cause le gouvernement américain, via plusieurs de ses agences, accusé de multiples négligences (Le Monde du 7 septembre). La première remonte au 30 mars 1988 - trois ans avant qu'éclate

l'affaire - lorsqu'en dépit du volumineux rapport rédigé à l'attention du département de la justice par les inspecteurs judiciaires de Tampa, après l'audition et l'enregistrement de plus de 100 témoins, d'un ancien dirigeant de la BCCI expliquant comment cet établissement détenait effectivement des banques américaines, l'affaire avait été classée sans suite.

Soupçons et dénégations

Quelques mois plus tard, en décembre 1988, des inspecteurs du fisc et des douanes, en enquêtant sur le blanchiment de l'argent de la drogue, avaient acquis la conviction que la BCCI détenait notamment la First American Bankshares, la banque washingtonienne du célèbre avocat Clark Clifford (aujourd'hui accusé à la démission). Ils s'étaient ouverts de leurs soupçons à la Réserve fédérale, l'organisme de tutelle du système bancaire américain. Mais au lieu de lui adresser un rapport circonstancié écrit, ils s'étaient contentés de téléphoner à la «Fed», laquelle s'était retournée vers la First American pour obtenir ses commentaires et se contenter finalement des dénégations de la banque.

En février 1990, toutefois, deux enquêteurs de la Réserve fédérale s'étaient rendus à Tampa pour vérifier que des liens illicites entre la BCCI et des banques américaines n'avaient effectivement pas pu être

établis. Confirmation des inspecteurs locaux, qui admettent aujourd'hui avoir menti pour protéger un informateur important. Enfin, au début de l'année 1991, le juge Robert Montgomery, qui en juillet dernier a eu la satisfaction de pouvoir inculper neuf anciens dirigeants ou personnalités proches de la banque des escrocs, avait réclamé en vain l'enregistrement d'une conversation avec M. Amir Lohdi, un avocat lié à la BCCI et très au fait des affaires américaines de la banque. Les inspecteurs de Tampa assuraient ne pas avoir la bande, laquelle devait être produite miraculeusement plus tard. Encore ne s'agit-il là que des «rumeurs» les plus significatives.

Cette fois, au lieu d'être enterré, le dossier BCCI-USA prend chaque jour un peu plus de poids. D'autres commissions du Congrès ont aussi entrepris d'examiner le cas de la BCCI, notamment sous l'angle de ses rapports avec les milieux et les hommes politiques. Premier visé, M. Clark Clifford, l'une des figures historiques de la vie des affaires et du parti démocrate, qui devra expliquer la semaine prochaine devant la commission bancaire de la Chambre des représentants quels étaient ses liens - et ses obligations - vis-à-vis des dirigeants officiels ou occultes de la BCCI avant que l'ampleur du scandale le contraigne à abandonner la présidence de la First American Bankshares.

SERGE MARTI

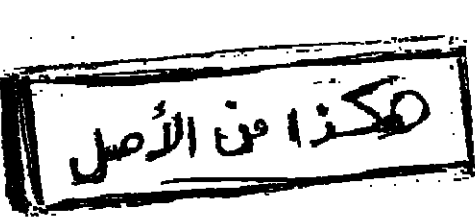
Indosuez fait l'objet d'une enquête à Séoul pour infraction à la législation des changes

La commission bancaire sud-coréenne (Office of Bank Supervision and Examination) a ouvert une enquête à l'encontre de la succursale à Séoul d'Indosuez. La banque française est accusée d'avoir enfreint la réglementation sur les opérations de changes dans le but de se procurer de la monnaie locale à bon marché. Le marché du won est en effet très peu liquide, et les taux au jour le jour peuvent y atteindre 20 %. Une banque qui ne bénéficierait pas de dépôts de particuliers ou d'entreprises et qui serait obligée d'emprunter pour pouvoir exercer son métier d'établissement de crédit sortirait donc du marché très rapidement, faute de pouvoir prêter de l'argent à des prix compétitifs.

Pour contourner ce problème de taux, la succursale de Séoul a donc mis à contribution l'ensemble du réseau Indosuez pour enclencher des opérations de swaps (échanges), en dollars d'abord puis en yens, qui se débouchaient ensuite en won à Séoul. Cette manière de contourner l'encadrement du crédit aurait déplié aux banques coréennes concurrentes et aux autorités monétaires. M. Jean Mallet, directeur général de la succursale, a démenti qu'Indosuez ait commis une quelconque infraction. La réglementation coréenne n'interdit pas les swaps de devises. Des discussions vont s'engager entre les responsables de la banque et les autorités coréennes.

MOTS CROISÉS

PROBLEME
1. (6 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
2. (5 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
3. (4 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
4. (3 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
5. (2 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
6. (1 lettre) - Mot qui désigne un type de poisson.
7. (8 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
8. (7 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
9. (6 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
10. (5 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
11. (4 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
12. (3 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
13. (2 lettres) - Mot qui désigne un type de poisson.
14. (1 lettre) - Mot qui désigne un type de poisson.



REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 2 AU 6 SEPTEMBRE

PARIS

Entre deux eaux

-0,20%

Les cinq séances de la semaine écoulée ressemblent à s'y méprendre à celles de la deuxième semaine de juin, au cours de laquelle, le mardi 11, l'indice CAC 40 atteignait son plus haut niveau de l'année, culminant à 1874,81 points. A la seule différence, cette semaine, que le marché a frôlé vendredi ce sommet sans pour autant l'atteindre. Et la maigre performance (-0,20 %) illustre bien l'incertitude ambiante.

Les hésitations ont repris le dessus et les pessimistes redonnent de la voix allant jusqu'à affirmer que la fête s'achèvera bientôt. Pour eux, la hausse de près de 6 % enregistrée depuis le début du mois d'août ne se poursuivra pas, le climat économique et social n'étant pas bon. A l'inverse, les plus optimistes rappellent que le marché français profitera non seulement de la baisse probable de l'impôt sur les bénéfices distribués - qui pourrait être ramené de 42 % à 33,3 % - mais aussi des prochaines privatisations, même si elles sont limitées. Ils reconnaissent néanmoins que l'impulsion majeure viendra des Etats-Unis, s'ils décident une détente des taux d'intérêt.

A ce titre, la semaine a été révélatrice. Les investisseurs n'ont pas osé prendre de véritables initiatives, attendant avant tout la publication des statistiques du chômage américain prévues vendredi 6 septembre. Jus-

qu'à là, les séances ne présentent guère d'intérêt et ne furent qu'alternance entre hausse et baisse modérée (-0,04 % lundi, +0,52 % mardi, -0,68 % mercredi et +0,42 % jeudi). Vendredi matin, la journée débutait sur une légère hausse (+0,10 %), l'indice CAC 40 dépassant dix minutes après l'ouverture son record. Il culminait à 1874,89 points, mais de manière éphémère. L'avance s'effaçait au fil des heures pour devenir quasi nulle en début d'après-midi. L'annonce d'un taux de chômage inchangé en août outre-Atlantique a finalement déçu les intervenants qui attendaient depuis une dizaine de jours cette donnée pour se faire une opinion sur la reprise ou non aux Etats-Unis. Du coup, le marché repartait à la baisse perdant finalement 0,44 %.

Dans l'attente des privatisations

Le seul événement vraiment notable restera l'animation du marché des certificats d'investissement, ces actions dépourvues de droit de vote utilisées notamment par de nombreuses entreprises publiques. L'effervescence autour de ces titres s'est subitement déclenchée en début de semaine dans la perspective des privatisations partielles. Nombre d'intervenants sont persuadés que le gouvernement transformera ces certificats en actions à part entière. Dans cette perspective, le titre BNP a été l'un des plus recherchés. Celui de Rhône-Poulenc, en revanche, a été délaissé après

l'annonce d'une chute de 54 % du résultat des six premiers mois du groupe chimique. La publication des comptes semestriels a aussi pesé sur la tendance. La poursuite de la dégradation des résultats des entreprises confirme l'analyse de la Banque de France effectuée auprès de 8 900 entreprises. Pour la première fois depuis 1985, relate cette étude, la marge bénéficiaire des firmes industrielles françaises a baissé en 1990. Dans ce contexte, l'annonce d'une hausse de 40 % du bénéfice semestriel de Total a donné un coup de fouet aux autres valeurs pétrolières.

Fives Lille a aussi troublé la morosité quand son président, M. André Lamotte, a annoncé, mercredi 4 septembre, son intention de « doubler (son) résultat d'exploitation dans les trois prochaines années ». Le groupe est désormais libéré du poids de l'affaire Nasa-Electronique, son ancienne filiale, pour laquelle il avait été condamné en début d'année à payer 468 millions de francs au titre de comblement du passif. Il prévoit donc 160 millions de résultats cette année contre une perte de 235 millions en 1990. Il n'en fallait pas plus pour entraîner le titre à la hausse.

A l'inverse, le même jour, Hachette perdait brutalement 5,2 % à la suite d'un article paru dans Libération. Selon ce quotidien, la Cinq pourrait perdre entre 850 et 900 millions de francs cette année, et ce déficit, supérieur aux prévisions, serait supporté en grande partie par la firme de M. Jean-Luc Lagardère.

Toujours dans le secteur de la communication, on apprenait jeudi la suspension de cotations de la Financière Danet « dans la perspective d'une opération financière ». Cette filiale du groupe Hachema est un holding contrôlant Danet Ferry, entreprise spécialisée dans l'impression et la commercialisation de documents de gestion destinés au traitement informatique, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,3 milliard de francs et, l'an dernier, des résultats de l'ordre de 30 millions.

Parmi les autres interruptions de cotation, on notait celle de MB Electronique, une société de distribution de matériel de tests et mesures sur le second marché, à la suite du report pour « trois mois environ » de la reprise de l'entreprise par ses salariés. Ce RES, qui devait se concrétiser avant la fin du mois, a été reporté en raison du dépôt de bilan de Yrel, une filiale de MB Electronique.

Enfin, du côté des OPA, outre celle de Quadral sur la CSEE au prix de 150 francs par action, et de 112,50 francs par action à dividende prioritaire, une deuxième était lancée par le GAN sur la siciom U.S. Dans les deux cas, les opérations sont modestes (300 millions pour la CSEE et 1,3 milliard pour U.S.) comparées aux grandes OPA des dernières années. Elles reflètent fidèlement l'image du marché boursier, où certains investisseurs regrettent le manque d'animation.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

Dans l'espoir d'une baisse des taux

-0,1%

Maintenant que les événements en Union soviétique semblent bénéficier d'une toute relative stabilité, le marché boursier porte un peu plus d'attention aux informations domestiques. Mais celles-ci ne lui fournissent toujours pas d'indication précise sur la question perméante (« La reprise véritable est-elle pour bientôt ? ») que se posent les milieux d'affaires et Wall Street se maintient au-dessus de la barre des 3 000 points sans oser s'aventurer beaucoup plus loin.

Sur la semaine, l'indice Dow Jones a perdu 31,97 points, soit 0,1 %, pour terminer vendredi à 3 011,63 points, en hausse de 3 points seulement pour la séance, laquelle a aussi été marquée par une très bonne tenue du marché obligataire dans l'espoir d'une nouvelle baisse des taux non-directeurs de la part de la Réserve Fédérale. Pourtant, certains « Fed-Watchers », toujours à l'écoute de la banque centrale, considèrent que si baisse il doit y avoir, elle ne devrait pas intervenir avant que les marchés aient en connaissance des résultats des entreprises américaines au troisième trimestre 1991, c'est-à-dire pas avant début octobre prochain.

En attendant, les boursiers ont pris acte de l'une des principales informations économiques de la semaine, l'annonce d'un taux de chômage inchangé en août par rapport au mois précédent, à

6,8 % de la population active. Le facteur le plus encourageant tient sans doute dans le léger solde positif des créations d'emplois dans le secteur non agricole (34 000 alors que les spécialistes tablaient sur un maximum d'environ 20 000), une tendance qui demande naturellement à être confirmée les mois suivants. D'autant qu'il faudra du temps avant de compenser les quelque 2 millions d'emplois perdus depuis le début officiel de la récession, en juillet 1990. Par d'autres emplois qui ne seront pas nécessairement les mêmes qu'avant la crise.

de notre correspondant

SERGE MARTI

	Cours 5 sept.	Cours 12 sept.
Alcoa	69 3/8	67 1/2
AT&T	39	39 1/8
Boeing	49 5/8	52 3/8
Chase Nat. Bank	28 3/8	28 1/4
De Pont de Nemours	48 1/8	46 3/4
Eastman Kodak	43 1/8	42 5/8
Exxon	58 1/8	59
Ford	38 7/8	38 1/8
General Electric	75	70 7/8
General Motors	38	36 3/8
Goodyear	35	34 1/2
IBM	96 7/8	99 3/8
ITT	69	69 1/4
Mobil Oil	68 3/8	69 1/2
Pfizer	65 1/2	68
Schmiedinger	72 3/4	72 5/8
Texas	63 7/8	63 3/4
U.S. Steel	137	127 1/2
Union Carbide	71 1/2	71
United Tech.	47 7/8	46 3/4
Westinghouse	23 7/8	22 1/2
Xerox Corp.	58 3/4	58

TOKYO

Forte animation

+1,59%

La Bourse de Tokyo s'est reprise à espérer, les investisseurs reprenant leurs achats dans l'attente d'une baisse des taux d'intérêt. L'indice Nikkei a ainsi progressé de 1,59 %. Le volume moyen quotidien des transactions était en hausse avec 431,7 millions de titres échangés, contre 232,6 millions de titres la semaine précédente. Le marché s'est apprécié dès lundi (+0,6 %), sous l'impulsion d'opérateurs étrangers qui se sont dirigés vers des valeurs sensibles aux variations des taux d'intérêt tels l'acier et la construction navale. Mais de nombreux investisseurs institutionnels se sont tenus à l'écart dans l'attente de l'échéance, le 13 septembre, des 225 contrats à terme du Nikkei.

Mardi, le marché était mitigé, le Nikkei demeurant stable. Des prises de bénéfices et des ventes d'arbitrage ont poussé les indices vers le bas mercredi (-0,3 %).

Judi, le marché regagnait 0,4 % sous l'impulsion d'une légère baisse des taux de base à court terme de la Banque du Japon. Des investisseurs spéculateurs l'ont interprété comme un signe favorable de la banque centrale vers une baisse du taux d'escompte. Les valeurs ont poursuivi leur progression vendredi (+0,9 %) dans un marché animé où 620,5 millions de titres ont été échangés. Il s'agit d'un record depuis le 14 juin, où il avait atteint les 852 millions de titres.

Indices du 6 septembre : Nikkei 22 692,60 (c.22 335,87), Topix 1 763,36 (c.1 732,10).

	Cours 30 sept.	Cours 6 sept.
Alcoa	1 070	1 110
Boeing	1 070	1 070
Cannon	1 490	1 490
Fuji Bank	2 470	2 490
Honda Motors	1 500	1 470
Mitsubishi Electric	1 640	1 570
Mitsubishi Heavy	1 690	1 734
Sony Corp.	5 640	5 720
Toyota Motors	1 520	1 540

LONDRES

Encore un record +0,8%

Après un départ en flèche soutenu par la reprise apparente de l'économie britannique et la publication de deux sondages montrant les conservateurs en tête des intentions de vote pour la première fois depuis avril, les valeurs ont terminé la semaine dans le calme à la Bourse de Londres en réussissant à préserver l'essentiel de leurs gains. Après deux records historiques consécutifs en début de semaine, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 0,8 % par rapport au vendredi précédent. Le nouveau sommet atteint mardi 3 est à 2 683,7 points. La Bourse a été submergée par l'annonce d'une soixantaine de résultats, la plupart en recul par rapport à l'année précédente, mais en général optimistes sur la reprise de leur activité d'ici à 1992. La baisse surprise des taux d'intérêt de 11 % à 10,5 % a alors permis une consolidation de la hausse.

Indices du 6 septembre : 100 valeurs, 2 687,4 (c.2 645,7) ; 30 valeurs, 2 093,6 (c.2 079,3) ; Mines d'or, 149,5 (c.152) ; Fonds d'Etat, 85,96 (c.85,94).

	Cours 30 sept.	Cours 6 sept.
Bowater	6,90	6,84
BP	3,52	3,47
Charter	5,03	5
Courtauld	4,76	4,96
De Beers	27,37	26,75
Glan	13,60	13,61
GUS	16,20	16,75
ICI	13,65	13,57
Reckitt	8,91	9
Shell	5,27	5,28
Unilever	7,57	7,68
Vickers	2,97	2,22

FRANCFORT

Attentisme -0,26%

Après le retour à la normale de la semaine précédente, qui faisait suite à l'échec du putsch en Union soviétique, le marché de Francfort s'est accordé une pause pour cette première semaine de septembre. Le manque de nouvelles impulsions a pesé sur la cote. A cela est venu s'ajouter la faiblesse du marché américain, lequel a quelque peu freiné l'élan des investisseurs, qui se sont montrés très prudents. La peur d'un repli de la croissance économique en Allemagne s'accompagnant d'une forte inflation, ont été les autres facteurs négatifs de la Bourse. Le volume des échanges sur les huit places boursières allemandes est resté assez faible, s'élevant à 15,72 milliards de deutschemarks, contre 19,98 milliards huit jours plus tôt. La publication d'une série de résultats semestriels de sociétés a pu mettre un peu d'animation malgré la morosité ambiante.

Indices du 6 septembre : DAX 1 646,18 points (c.1 650,50) ; Commerzbank 1 926,10 (c.1 928,90).

	Cours 30 sept.	Cours 6 sept.
AEV	185	186
BASF	236,40	248,10
Bayer	231,50	231,20
Commerzbank	251,80	254,90
Deutschebank	651	655,30
Hochtief	240,20	240,90
Karstadt	437,80	414
Mannesmann	178,20	179
Siemens	646	648,10
Volkswagen	383	384

Valeurs diverses

	6-9-91	Diff.
Accor	800	+ 3
Air liquide	700	+ 4
Arjomari	2 349	- 14
Bic	755	- 18
Bis	368	+ 10,20
CCIP	1 119	- 10
Club Méd.	449	+ 3
Essilor	354	+ 6
EuroDisney	1 391,10	- 0,80
Europe 1	1 059	+ 7
Navigation marse.	48,75	- 1,20
Groupe Citi	560	+ 39
Hachette (1)	190	- 9,10
Havas	531	- 3
Marine Wendel	324	- 6
Navigation marse.	1 169	+ 6
Nord-Est (2)	119	- 0,20
L'Oréal	626	- 8
Saint-Gobain	480	+ 7
Sanofi	942	- 7
Soulines Châillon (4)	240	- 6,80
Skis Rossignol	739	+ 46

(1) Coupon de 4F.

(2) Coupon de 5,20 F.

Bâtiment, travaux publics

	6-9-91	Diff.
Auxil. d'entr.	1 007	+ 22
Bouygues	583	+ 6
Ciments français	330	+ 11
GTI	405	+ 6
Immob. Phoenix	175	+ 5,10
J. Lefebvre	760	+ 55
Lafarge-Coppée	254	+ 16
Poliet	422	+ 12
SGE-SB	250	+ 3,10

Métallurgie, construction mécanique

	6-9-91	Diff.
Alpi	380	- 6
Dassault Aviation	406,50	- 2,50
Dielectric	1 390	- 35
Fives-Lille	315	+ 62
Penhoët	440,10	- 6
Peugeot	603	- 43
SAGEM	1 625	- 44
Strafor, Pacom	885	- 15
Valeo (1)	548	+ 18
Vallourec	319	- 1

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	6-9-91	Diff.
AGF	513	+ 21
AXA (ex-Cie Midi)	986	+ 27
Bul Equipement	123	+ 2
Banque (C*)	508	+ 14
Cetelom	830	+ 10
CCF	175,20	+ 5,90
CFI	1 170	+ 25
Chargeurs	842	+ 21
CPR	263	- 4
Eurofinance	1 580	+ 10
GAN	1 950	+ 43
Industrie	766	+ 36
Midland Bank	435,50	+ 5,60
Schneider	750	- 10
Société générale	450	- 8
Sovac	745	+ 46
Suez (C* fin.)	347,80	- 2,20
UAP	542	+ 4

Produits chimiques

	6-9-91	Diff.
Inst. Mérieux (1)	4 200	+ 191
Roussel-Uclaf	1 945	+ 75
Synthelabo	930	+ 17
BASF	858	+ 11
Boey	973	+ 8
Hoechst	830	- 5
Imp. Chemie	1 381,10	+ 0,30
Norsk Hydro	166	- 2

(1) Coupon 21 F.

Mines, caoutchouc

	6-9-91	Diff.
Géophysique	740	- 5
Imetal	284	- 4,50
Métallurgie	92,50	- 0,50
Michelin	122,60	+ 1,60
RTZ	59	- 10
ZCT	1,65	- 0,03

Matériel électrique

	6-9-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	591	- 10
Général des eaux	2 590	+ 34
Intertechnique	987	- 28
Labinal	740	+ 10
Legrand	3 779	+ 99
Lyon. des eaux	552	+ 3
Matra	190	- 10
Mélin-Gerin	548	+ 18
Moulinex	160	+ 1,30
Radiotechnique	505	- 1
SEB	1 760	+ 40
Sat-Avionique	420	- 10
Thomson-CSF (1)	147,30	+ 8,30
IBM	585	+ 8
Schneider	350	- 58
Schumacher	425	- 8
Siemens	2 284	+ 20

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 septembre 1991

Nombre de contrats : 84 442

ÉCHÉANCES

	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Dernier	106,44	106,54	106,50	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	2-9-91	3-9-91	4-9-91	5-9-91	6-9-91
RM	1 914 041	2 000 382	2 000 419	2 764 468	-
Comptant	5 102 498	5 619 081	5 459 482	5 460 238	-
R. et obl.	115 009	87 050	148 160	87 353	-
Total	7 131 548	7 706 513	7 608 061	8 312 059	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	120,4	120,9	120,6	121,4
Françaises	120,4	120,9	120,6	121,4
Etrangères	117,6	118,1	118,5	117,9

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	2-9-91	3-9-91	4-9-91	5-9-91	6-9-91
(base 100, 28 décembre 1990)					
Général	488,3	490,5	488,5	488,8	492,3
CAC 40	1 863,52	1 873,18	1 860,82	1 868,67	1 860,39

Filatures, textiles

	6-9-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 140	+ 20
BHV	695	- 10
Danart	2 170	+ 185
DMC	357	+ 26
Gal. Lafayette	1 482	+ 80
Nouvelle Galerie	545	- 34
Prêt-à-porter	862	- 8
La Redoute	4 580	- 160
SCOA	27,80	+ 0,80

Mines d'or, diamants

	6-9-91	Diff.
Anglo-American	218,60	+ 5,10
Amgold	N.C.	-
Bul. Gold M.	69,10	+ 1,70
De Beers	157,50	- 3
Prêt-à-porter	70	+ 8,05
Gencor	23,30	+ 1,10
Harmony	33,60	+ 1,80
Randfontein	24,30	+ 1,30
Saint-Helena	N.C.	-
Western Deep	188	+ 15

Valeurs à revenu fixe

<u>Valeurs à revenu fixe</u> <u>ou indexé</u>		
--	--	--

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Europe et l'Hexagone en concurrence

Le débat sur les mérites respectifs de l'euro-marché et du marché national des emprunts risque de rebondir cette semaine. Un débiteur français de grand renom a en effet demandé aux banques habilitées à diriger des euro-émissions en francs de lui indiquer à quelles conditions elles seraient prêtes à lancer pour son compte une grande opération de plusieurs milliards de francs et de longue durée. Si l'affaire se conclut, elle pourrait voir le jour très rapidement, lundi ou mardi. Mais l'emprunteur a aussi pris la précaution de s'inscrire au calendrier des emprunts nationaux, ce qui lui permettra de toute façon de se procurer bientôt les fonds qu'il recherche.

Il est rare que la concurrence entre deux compartiments de titres en francs soit aussi clairement mise en évidence. Jusqu'à présent, le privilège d'en jouer semblait réservé aux seules organisations supranationales de développement. Le fait que cette possibilité soit manifestement étendue à d'autres débiteurs est une preuve de l'attitude très libérale des autorités, qui, depuis des mois, cherchent à supprimer toutes les barrières pouvant entraver le bon fonctionnement du marché français des capitaux dans son ensemble. Nombreux sont ceux qui prévoient qu'à terme cela conduira à un décloisonnement total qui, logiquement, ne permettra plus de distinguer entre les euro-émissions et les autres.

Actuellement, les différences sont encore très prononcées. L'euro-marché est en théorie réservé aux investisseurs internationaux. Pour des raisons qui tiennent notamment à la pratique fiscale, il n'est en particulier pas permis d'offrir en souscription publique des euro-obligations aux résidents français. A part cela, ce compartiment ne connaît guère de restrictions. Les titres peuvent prendre les formes les plus variées pourvu que leur durée soit au minimum d'un an.

Sur le marché national, les inno-

ventions sont plus rares. La forme des titres est plus conventionnelle, ce qui s'explique surtout par un souci de protection des épargnants qui ont le droit de souscrire aux nouveaux emprunts. Autre distinction importante : la durée minimale des nouvelles obligations est très longue. Elle est actuellement de sept ans. On parle certes de la raccourcir prochainement, mais rien n'a encore été officiellement annoncé. En outre, ce que ne voient pas les souscripteurs, mais dont certains débiteurs se plaignent, le marché national est soumis à un système d'enregistrement préalable et de calendrier auquel échappent complètement l'euro-marché, beaucoup plus souple.

Réussite de la SNCF en écus

Il reste que, malgré ces restrictions et ces pesanteurs, le marché national a des atouts considérables. C'est le terrain privilégié des très grands emprunts de longue durée, et certains des plus prestigieux débiteurs français sont en train de mettre à profit cette situation en attirant les investisseurs étrangers. Un établissement public comme Electricité de France, par exemple, a su constituer une gigantesque ligne dont l'encours est de l'ordre de 13 milliards de francs et qui, parce qu'elle est constituée de titres facilement négociables, retient de plus en plus l'attention des gestionnaires de fonds du monde entier. Il n'y a pas sur l'euro-marché d'emprunt en francs dont la taille soit aussi importante. Le succès de la politique menée par EDF est évident et prouve bien que, pour internationaliser sa dette, un débiteur de tout premier plan n'a pas besoin de passer par l'euro-marché.

Pour ce qui est de l'écu, l'intérêt des spécialistes s'est porté ces derniers jours sur une émission de 200 millions pour le compte de la SNCF. L'affaire était très attendue. Le débiteur en avait annoncé le lancement depuis quelque temps, et il avait pris soin à la

mi-août de préparer le terrain. Par l'intermédiaire de Paribas, il avait alors émis une transaction d'un montant relativement faible, 40 millions d'écus, dont le caractère était essentiellement technique. Elle avait pour but de corriger une situation qui résultait de la spéculation à laquelle s'étaient livrés certains opérateurs et qui faisait que les titres de la SNCF libellés en écus rapportaient moins que ceux de l'Etat français de même durée (le Monde daté 4-5 août). Si la SNCF n'avait pas réagi à temps, elle aurait probablement mis en cause le succès de ses émissions suivantes. Dans la crainte de voir tomber le rendement de ses titres au-dessous de ceux de l'Etat dont elle dépend, les investisseurs lui auraient certainement préféré d'autres débiteurs. La nouvelle émission portera intérêt au taux nominal de 9,375 % l'an pendant dix ans environ. Sa direction était confiée au Crédit commercial de France, qui en avait fixé le prix de façon à rapporter aux investisseurs quelque quatre points de base (au centième de point de pourcentage) de plus que les obligations du Trésor français en écus. La réussite de l'opération est certaine. Dans quelques semaines, elle viendra s'ajouter aux 340 millions d'écus de titres SNCF actuellement en circulation et dont le profil est le même.

Quant aux titres à revenu variable, les actions du Crédit local de France devraient être introduites en Bourse vers la mi-novembre. L'affaire, on le sait, portera sur environ 20 % du capital et devrait procurer au Trésor quelque 1,5 milliard de francs. L'Etat conservera plus de 50 % de cette institution directement et par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Deux banques ont été retenues pour le conseiller, Paribas et Dillon Read. Le Crédit local, pour sa part, s'est assuré le concours de la Caisse des dépôts et de la banque Worms.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Calme général

Sur le front des changes, le calme a régné toute cette semaine, avec un peu d'excitation, bien temporaire, sur le dollar, avant la publication des chiffres sur le chômage et sur la livre sterling, après la nouvelle diminution du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre.

En ce qui concerne la devise américaine, tous les opérateurs attendaient des nouvelles de l'emploi aux Etats-Unis, prévues pour vendredi à 14 heures, heure européenne. Une augmentation du chômage était jugée de nature à inciter les autorités monétaires américaines à assouplir encore leur politique et à baisser à nouveau leur taux d'escompte officiel, actuellement fixé à 5,50 %, que leur taux d'intervention sur le marché interbancaire, également de 5,5 %. En ce cas, un repli du dollar pouvait être envisagé. Une diminution de ce chômage, en revanche, était de nature à freiner les initiatives de la Réserve fédérale avec pour conséquence un raffermissement du billet vert, favorisé par la confirmation de la reprise de l'éco-

nomie et la perspective du maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel.

Le résultat des courses fut un statu quo complet. Le taux de chômage est resté stable en août, à 6,8 % de la population active, la création d'emplois, hors agriculture, s'élevant à 34 000, au lieu des 20 000 prévus, contre une diminution de 74 000 pour le mois précédent, après révision des données. En conséquence, les cours du dollar, après un bref recul à 1,7250 deutschemark, se retrouvent à 1,73 DM, sans changement. Depuis la fin juillet ces cours évoluent dans une fourchette étroite - entre 1,73 DM et 1,74 DM -, mis à part le bond fugitif provoqué par la tentative de putsch en URSS. Pour certains analystes, le dollar est engagé sur une pente baissière et, pour certains autres, il n'attendrait qu'une bonne nouvelle sur l'économie pour redémarrer à nouveau, comme il semblait disposé à le faire en juillet. Certes, l'indice des directeurs d'achat américains a sensiblement progressé en août, atteignant 54,8 % d'opinions positives.

Mais l'indice de confiance des consommateurs a encore reculé en août, pour la quatrième fois depuis la guerre du Golfe, ce qui tempère les enthousiasmes.

En Europe, la livre sterling a très bien supporté la baisse du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, ramené de 11 % à 10,50 %. Elle a terminé la semaine à 2,9435 DM, pratiquement au même cours qu'avant la baisse, en dépit de la perspective d'une nouvelle diminution en octobre. La maison de courtage londonienne Phillips and Drew voit ce taux à 9,50 % en fin d'année. A l'heure actuelle, les milieux financiers internationaux spéculent sur une diminution de l'inflation en Grande-Bretagne et une reprise de l'économie. Surtout, ils prennent en compte la remontée du parti conservateur dans les sondages, qui pourrait éventuellement lui donner la victoire dans une consultation électorale avancée à l'automne prochain.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 SEPTEMBRE AU 6 SEPTEMBRE 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.M.	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,6970	-	16,3119	65,4012	57,5043	2,7956	51,0725	0,8771
Paris	1,6980	-	16,3634	65,4450	57,7410	2,7955	50,8388	0,8767
Zurich	9,9929	9,9960	-	386,26	229,62	16,5110	301,63	4,5536
Bruxelles	9,9624	9,9500	-	388,09	230,44	16,5181	301,47	4,5492
Amsterdam	2,5871	2,5930	25,8889	-	87,9741	4,2745	78,8898	1,1789
Frankfurt	2,5678	2,5780	25,7673	-	87,4642	4,2563	77,8817	1,1722
Bruxelles	2,9444	2,9390	29,4446	112,73	-	4,8616	88,8151	1,4087
Amsterdam	2,9350	2,9270	29,4664	114,33	-	4,8663	88,8155	1,4082
Bruxelles	66,2628	66,2777	66,2662	23,9444	20,5693	-	18,2511	2,7541
Amsterdam	60,3120	60,3000	60,3000	23,4948	20,5495	-	18,2511	2,7541
Amsterdam	3,3129	3,3080	33,1232	1,2886	112,59	5,47391	-	1,5096
Amsterdam	3,3045	3,3000	33,0703	1,2873	112,59	5,47391	-	1,5090
Milan	219,452	219,7	219,60	848,27	745,83	36,2594	602,41	-
Milan	218,90	219,30	219,81	853,82	746,14	36,3092	602,68	-
Tokyo	230,79	230,40	23,0952	89,2086	78,4359	3,8133	69,6629	0,1052
Tokyo	228,91	228,45	22,8775	89,5615	78,3343	3,8130	69,5730	0,1046

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 septembre, 4,3299 F contre 4,3322 F le vendredi 30 août 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Albion prend l'initiative

Pour la huitième fois depuis l'entrée de la livre sterling dans le système monétaire européen, le 8 octobre 1990, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux d'intervention le ramenant de 11 % à 10,50 % : il était de 15 % il y a un an.

Cette décision a surpris les marchés, qui l'attendaient un peu plus tard, après la publication du chiffre de l'inflation britannique du mois d'août prévue pour la semaine prochaine et que les analystes situent à 5 % en rythme annuel, contre 5,5 % en juillet. Cette « avance à l'allumage » semble furieusement pré-électorale. Certes, l'inflation recule en Grande-Bretagne, ce qui autorise en principe les autorités monétaires à desserrer le carcan. Mais tout le monde, de l'autre côté de la Manche, s'attend à des élections anticipées, bien avant l'échéance de juin 1992, peut-être en novembre prochain. La cote du premier ministre est en pleine ascension, grâce à son parcours sans faute, notamment en politique étrangère, surtout à l'occasion du putsch manqué en URSS, qui lui a permis, contrairement à d'autres, de prendre immédiatement une position très ferme. En outre, les sondages d'opinion enregistrent une nette remontée des conservateurs aux dépens des travaillistes. La préparation du terrain a donc commencé, la Banque d'Angleterre s'appuyant vraisemblablement à ramener à 10 % son taux d'intervention dès le mois d'octobre prochain. La Bourse de Londres a parfaitement senti le vent et bat record sur record.

L'initiative britannique a relancé les spéculations sur des mesures analogues, aux Etats-Unis notamment où, là aussi, la période électorale a commencé avec pour horizon plus lointain le scrutin de novembre 1992, ce qui autoriserait la Réserve fédérale à faire un nouveau geste, d'autant que la reprise de l'économie paraît bien mûre aux Etats-Unis. La Banque du Japon, jugeant elle aussi la croissance de l'économie nipponne un peu poussive, pourrait en faire autant.

Reste l'Europe continentale, où la Banque fédérale d'Allemagne mène une partie délicate, s'efforçant de calmer le jeu après le relèvement de ses taux directeurs le 15 août dernier. Ces derniers jours, les banques germaniques, fortement sollicitées par leurs clients à l'occasion de très lourdes échéances fiscales, ont abondamment tiré sur la banque centrale à des taux proches du Lombard

(9,25 %), ce que ladite banque n'apprécie guère mais doit supporter, du moins pour l'instant, se contentant d'injecter les liquidités nécessaires.

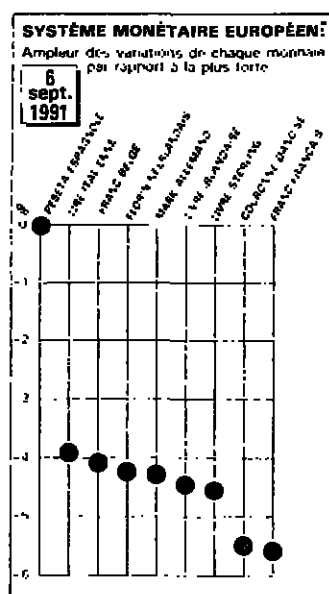
En France, c'est le statu quo : la banque centrale a alimenté tranquillement le marché au taux inchangé de 9 %, le foyer de l'argent au jour le jour se maintenant au-dessus de 9 % et celui de l'argent à trois mois s'établissant à 9,3/8 %. Sur le long terme, le rendement de l'OAT à dix ans confirme sa descente au-dessous de la barre des 9 %, atteignant 8,93 % en fin de semaine. L'inversion des taux, le court terme au-dessus du long terme, continue à refléter les anticipations des opérateurs, qui espèrent toujours un abaissement des taux directeurs de la Banque de France dans un avenir plus ou moins proche.

Les cours du MATIF traduisent ces espoirs, terminant à 106,44 % contre 106,6 % la semaine dernière. Le même phénomène a été constaté lors de l'adjudication mensuelle du Trésor, qui s'est effectuée avec un certain succès pour un montant de 6,73 milliards de francs. L'OAT à dix ans a été adjugé à 8,94 % contre 9,25 % au début d'août, le rendement de la tranche à trente ans revenant de 9,22 % en juillet à 9,03 %.

Une nouveauté sur le MATIF

Jeudi 5 septembre, le marché à terme international de Paris (MATIF) a lancé un nouveau contrat sur fonds d'Etat italiens, avec succès semble-t-il, puisque plus de 5 000 lots furent échangés au cours de la première séance. Le 19 septembre prochain, le LIFFE, homologue londonien du MATIF, en fera autant : la course est lancée, comme elle l'avait été pour le contrat Eurodeutschemark et celui sur l'écu long terme.

L'intérêt du MATIF et du LIFFE pour la péninsule n'est pas fortuit. L'accumulation des déficits budgétaires transalpins a porté à plus de 5 000 milliards de francs (en équivalence) le montant des titres émis par l'Etat italien, le troisième du monde après les Etats-Unis et le Japon, avec 13 % du volume des obligations à l'échelle de la planète. Pour comparaison, la dette publique française ne dépasse pas 1 900 milliards de francs. En Italie, toutefois, l'essentiel de la dette est représenté par des bons du Trésor, surtout à court terme, très largement détenus par les particuliers



* Taux calculés par rapport aux cours estimés de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel en automne

L'automne a fait une intrusion brutale sur le ring du London Metal Exchange (LME). C'était mardi 3 septembre, et à la cloche indiquant la fin de cotation du nickel, les cours venaient de perdre 55 dollars pour s'établir à 7 820 dollars la tonne. Il fallait revenir dix-neuf mois en arrière pour retrouver des prix aussi bas. A l'origine de cette minipanique, l'annonce d'une hausse des stocks du LME à 7 224 tonnes, soit 492 tonnes de plus que la semaine précédente. Mais surtout, les opérateurs s'inquiétaient des conséquences de la désorganisation accrue des circuits d'exportation en URSS sur le marché occidental. Gros exportateur de nickel, l'Union soviétique choisit en effet chaque année les troisième et quatrième trimestres, période où les ports sibériens de l'Arctique sont praticables, pour écouler son métal.

Or depuis plusieurs années, et en 1991 davantage que par le passé, les pressions commerciales de Moscou sont fortes. Au premier semestre, les ventes à l'Ouest se

sont élevées à 60 000 tonnes, ce qui laisse prévoir, en rythme annuel, des exportations d'au moins 120 000 tonnes, contre 83 000 tonnes en 1990. On est loin des 35 000 tonnes de nickel soviétique qui arrivaient sur les marchés européens en 1986. Depuis la moitié des années 80, le besoin vital de devises de l'URSS s'est traduit par une forte poussée de ses ventes de métaux précieux et non ferreux.

D'après un expert britannique du groupe financier James Capel, cité par le Financial Times du 4 septembre, les ventes de cuivre sont passées de 30 000 à 180 000 tonnes entre 1986 et 1990, progressant même à un rythme annuel de 230 000 tonnes au premier semestre de 1991. Dans le même temps, les exportations soviétiques d'aluminium sont passées de 170 000 à 270 000 tonnes, avec un rythme annuel au premier semestre 1991 de 320 000 tonnes.

Craintes avérées

Les spécialistes s'interrogent sur la stratégie actuelle de Moscou et surtout des Républiques en matière commerciale. Les craintes ont été avérées cette semaine lorsque les autorités portuaires de Rotterdam ont annoncé qu'une cargaison de 10 000 tonnes était prête à livrer au LME si aucun client ne se présentait pour l'acquiescer. Depuis plusieurs mois - et le phénomène semble s'accroître -, les acheteurs de métal soviétique voient se multiplier les problèmes à mesure que les Républiques tentent de s'organiser pour contrôler leurs exportations : changements fréquents d'interlocuteurs, délais de transports, exigences de paiement en dollars, etc.

A la suite des bouleversements en cours en Union soviétique, les avis sont partagés. Certains estiment que la consommation domestique va s'effondrer, entraînant un afflux de métaux à écouler à l'extérieur. D'autres considèrent au contraire que Moscou et les Républiques vont utiliser davantage leurs matières premières au profit de l'industrie locale en vue d'éle-

ver le niveau de vie des populations. Un effort qui, s'il se produit, devrait en tout état de cause prendre du temps.

Autre inconnue du marché, Cuba se refuse désormais à fournir des statistiques sur ses exportations de métal. Il devrait livrer cette année de 15 000 à 17 000 tonnes de nickel à l'Ouest, contre 8 000 tonnes environ aux pays de l'Est. Un accord signé avec le Canadien Sheritt Gordon porte sur la transformation de 10 000 tonnes de concentrés cubains par an. Une marchandise dont le débouché pose quelque problème à la firme canadienne : les Etats-Unis, grand client voisin, demandent toujours des certificats attestant de l'origine non cubaine des marchandises importées, les produits de La Havane tombant sous le coup d'un embargo vieux de trente ans.

Quant aux données fondamentales du marché du nickel, elles indiquent une baisse de la demande au second semestre, liée au ralentissement général de la croissance. L'essoufflement de la consommation est d'autant plus net qu'il a été précédé au premier semestre par une forte hausse de la production d'acier inoxydable, le principal débouché industriel du nickel. On assiste aujourd'hui à une série de déstockages et il est probable que la fabrication d'acier inoxydable devra encore se réduire au cours des prochains mois. De son côté, la Société Le Nickel (SLN) poursuit son programme d'investissement en Nouvelle-Calédonie, qui devrait porter sa production totale de 46 000 tonnes (mattes comprises) actuellement à 53 000 tonnes en 1994-1995, une fois accompli le développement de son unité de Doniambo et ouvert son nouveau centre minier. D'après un spécialiste de la SLN, les perspectives de consommation restent bonnes, et la croissance devrait reprendre de façon satisfaisante à partir du second semestre 1992.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 8-9
Cuivre h. p. (Londres)	1 368 (+ 2)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 288 (+ 4)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres)	7 760 (- 220)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	281 (+ 1)
Octobre	Dollars/tonne
Café (Londres)	564 (+ 39)
Novembre	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 205 (+ 114)
Septembre	Dollars/tonne
Biz (Chicago)	321 (+ 11)
Septembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	245 (+ 4)
Septembre	Cents/boisseau
Soy (Chicago)	185,4 (- 4,6)
Octobre	Dollars/cours

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

هكذا من الأصل

Rappelé à l'ordre après de nouvelles « interviews »

Le général Aoun affirme n'avoir « fait aucune déclaration officielle »

Le général Michel Aoun a indiqué, vendredi 6 septembre, qu'il n'avait « fait aucune déclaration officielle ou publique » depuis son départ de Beyrouth et son arrivée en France le 30 août. Il a précisé qu'il avait demandé à ses « amis visiteurs de respecter l'intimité » de ses propos.

Cette mise au point est intervenue après une mise en garde du gouvernement français à la suite de la publication par l'hebdomadaire *Paris-Match* de déclarations attribuées au général libanais. Selon cet article, le général a affirmé que « les Libanais se souviennent avant tout de ce qu'ils ont vu et entendu de la presse française ou libanaise, en ajoutant toutefois : « Je ne conteste pas que les propos rapportés représentent ce que je pense. » Quant aux déclara-

tions rapportées, lundi, par le quotidien libanais *An Nahar*, le général a dit qu'il s'agissait de « d'anciens propos » et a répété qu'il « n'y a pas eu d'interview ». Mais le *Figaro*, sous le titre : « Le Liban est en exil avec moi », a publié samedi matin un entretien « exclusif » avec le général.

« Nous constatons que le gouvernement français tient ses engagements. Nous voulons espérer que le général Aoun tiendra les siens », avait auparavant déclaré M. Maurice Gourdault-Montagne, porte-parole du ministère des affaires étrangères, qui a rappelé que l'officier libanais bénéficiait de l'asile politique en France avec les droits et devoirs qui s'y attachent. Après la publication de l'article d'*An Nahar*, le gouvernement libanais avait fait part de son irritation à l'ambassadeur de France à Beyrouth.

L'afflux des juifs d'URSS en Israël

La population a augmenté de plus de 6 % en un an

Le Bureau central des statistiques à Jérusalem a annoncé, vendredi 6 septembre, que la population israélienne atteignait désormais le nombre de cinq millions, contre quatre millions sept cent dix mille en 1990. Sur ces cinq millions d'habitants, quatre millions cent mille sont juifs, six cent quatre-vingt-quinze mille musulmans, cent vingt mille chrétiens et quatre-vingt-dix mille personnes (6,2 %), l'arrivée de nouveaux immigrants comptant pour 80 % de cet accroissement. Sur les deux cent trente mille immigrants arrivés au cours de cette période, deux cent cinquante mille venaient d'Union soviétique, et environ vingt mille d'Éthiopie. — (AFP, AP)

Près de la frontière entre la Sierra-Leone et le Libéria

De durs combats opposent les rebelles de M. Charles Taylor à des milices armées

Le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), M. Charles Taylor, a demandé, vendredi 6 septembre, aux forces qui ont attaqué ses positions depuis la Sierra-Leone, d'arrêter les combats. Il a appelé à « dialogue » alors que les affrontements continuent dans la zone frontalière.

ABIDJAN

correspondance

L'offensive conjointe de la petite armée sierra-léonaise et des militaires ghanéens a débuté le 4 septembre, avec pour objectif la reprise de Man Bridge, pont stratégique qui enjambe la rivière Mano et commande l'accès au Libéria. Puis les milices hostiles à M. Charles Taylor ont pénétré au

Libéria pour attaquer les premières positions du FNPL. « Une action concertée et coordonnée », conduite par des assaillants « très bien équipés et motivés », assure un médecin travaillant dans la zone. Il s'agit, selon des voyageurs, d'anciens soldats de l'ex-président libérien Samuel Doe, assassiné il y a un an, épaulés par tous ceux qui ont des comptes à régler avec le chef du FNPL.

Pour le moment, les combats se déroulent non loin de la frontière, en territoire libérien, autour du village de Tiéné, à 110 kilomètres au nord-ouest de Monrovia. « C'est la guerre », déclarait, jeudi soir, le porte-parole de Charles Taylor, sur les ondes de la BBC. A l'en croire, le village aurait été détruit, et des centaines de civils tués. Les organisations humanitaires, dont MSF-France, qui opèrent dans la zone, ont décidé de rapatrier leur personnel sur Monrovia.

Ces combats, les premiers d'une telle intensité depuis plus de dix mois, étaient prévisibles. Au début de la semaine, Charles Taylor — qui contrôle 90 % du territoire libérien — avait laissé entendre qu'une attaque se préparait. Il avait notamment accusé le président du gouvernement intérimaire, M. Amos Sawyer — retranché à Monrovia et protégé par les sept mille soldats de l'ECOMOG, la force d'interposition de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), d'être l'instigateur de cette offensive.

De source diplomatique, on confirmait qu'il y avait, à la frontière sierra-léonaise, « une concentration d'éléments hostiles à Charles Taylor ». Le chef du FNPL ne ferait plus, en outre, l'unanimité au sein de son propre mouvement. C'est du moins l'interprétation des observateurs après l'exécution d'un commandant du FNPL, accusé d'avoir tué cinq officiers, selon la version donnée par la radio rebelle. Des voyageurs affirment, eux, que Charles Taylor aurait été victime d'une tentative d'assassinat, le 29 août, dans sa « capitale provisoire », de Baroga, au centre du Libéria.

Un troisième sommet

C'est dans ce contexte que doit s'ouvrir, le 16 septembre, à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, le troisième sommet de la CEDEAO consacré au Libéria. « La situation est bloquée », reconnaît un diplomate, qui espère, cependant, voir « s'engager une dynamique de dialogue entre les deux camps ». Lors des deux précédents sommets, et malgré les embarras entre les deux frères ennemis — MM. Taylor et Sawyer — la situation n'avait guère évolué.

M. Taylor refuse obstinément de remettre ses armes à l'ECOMOG, ce qui exclut, pour l'instant, toute élection générale. Les diplomates ne désespèrent pas de parvenir à un compromis acceptable par les deux parties, à savoir un élargissement à d'autres pays de cette force d'interposition, essentiellement composée de Nigériens et de Ghanéens, voire le recours aux casques bleus des Nations unies si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité le jugent nécessaire. Tous sont convaincus de l'urgence d'une solution. « Le Libéria, c'est un peu une épine dans le pied de la sous-région. Si l'on n'y prend pas garde, c'est tout le pied qui risque de pourrir », constate un observateur.

KARIM FALL

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quinze ans, la mort de Mao 2

ÉTRANGER

Le sort des anciens dirigeants de la RDA

M. Lothar de Maizière jette l'éponge 5

POLITIQUE

Les assises du club Démocratie 2000

Les vieux démons du populisme 6

L'université d'été du RPR

M. Juppé dresse contre les socialistes un réquisitoire sans appel 6

SOCIÉTÉ

Les accros de la rentrée

A Paris, des lycéens et des collégiens en quête de classes 7

Le crime de Mougins

Enquête sur l'assassinat de M. Marchal 7

Les internationaux des États-Unis

Seles et Navratilova en finale 8

COMMUNICATION

Les difficultés de la télévision publique

Le ministre de la communication souhaite une intégration plus forte d'A 2 et de FR 3 8

CULTURE

Festival de Venise

Les Équinoxiales, de Nico Paparalis 9

HEURES LOCALES

La Haute-Normandie, première pour les lycées

Reconversion pour les mines d'Alsace

Le métro de Lyon s'arrêtera à Fourvière

Publicité politique : quelles limites ? 11 et 13

ÉCONOMIE

L'affaire de la BCCI

Six personnes inculpées aux États-Unis 15

Licenciements

Le retour des « charrettes » 15

Revue des valeurs

Crédits, changes, grands marchés 16

Services

Abonnements 2

Carnet 14

Météorologie 14

Mots croisés 14

Radio-Télévision 14

Spectacles 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 septembre 1991 a été tiré à 509 342 exemplaires.

Le Polisario assure que le cessez-le-feu est respecté au Sahara occidental

Le cessez-le-feu est respecté au Sahara occidental, douze heures après sa proclamation officielle, a annoncé, vendredi soir 6 septembre, lors d'une conférence de presse réunie à Tindouf, en Algérie, le secrétaire général du Front Polisario, M. Mohammad Abdelaziz.

Il a précisé que tout au long de cette première journée de trêve, « aucun incident entre les troupes sahraoui et les troupes marocaines n'a été enregistré » et qu'« aucun mouvement de troupes marocaines à l'intérieur du mur de défense n'a été constaté ».

« Nous prenons le monde entier à témoin que nous respectons tous les aspects du plan de paix de l'ONU », a affirmé M. Abdelaziz. Dans vingt semaines, comme prévu par le plan de l'ONU, le jour de l'indépendance du Sahara occidental arrivera, car les Sahraouis choisiront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

seront à 99 % l'indépendance. » De son côté, le premier ministre algérien, M. Sid Ahmed Ghazali, s'est félicité de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, estimant que c'était une « nouvelle étape historique » dans les relations entre les deux parties.

Il a souhaité que celles-ci « gardent leur confiance inébranlable dans l'organisation des Nations unies et son secrétaire général ».

M. Ghazali a estimé qu'il n'y avait pas lieu de « soulever, à nouveau, la question du recensement » des électeurs sahraouis, déjà réglée, selon lui, par un accord entre le Maroc et le Front Polisario, sur la base du travail effectué par l'administration espagnole en 1974.

Mais Rabat souhaite l'élargissement du corps électoral appelé à participer au référendum d'autodétermination. — (AFP)

M. Lini quitte le pouvoir

M. Donald Kalpokas élu premier ministre du Vanuatu

M. Donald Kalpokas, président du Vanuatu Party (VAP), parti au pouvoir à Vanuatu, a été élu, vendredi 6 septembre, premier ministre de l'ancien condominium franco-britannique du Pacifique sud. Il succède à M. Walter Lini, renversé le même jour par un vote de défiance du Parlement (*Le Monde* du 7 septembre). M. Kalpokas a pris les portefeuilles de la justice et de la fonction publique. Son gouvernement comprend plusieurs ministres qui avaient été révoqués par M. Lini, dont MM. Seia Molisa (finances) et Edward Netapei (affaires étrangères).

La fin d'une ère

C'est par une courte majorité et avec le soutien du parti d'opposition francophone *Tan Union* que le Parlement de Port-Vila a mis fin vendredi à l'ère Lini. L'austère pasteur anglican était au pouvoir depuis décembre 1978 et avait conduit son pays à l'indépendance le 30 juillet 1980, dans des conditions difficiles de conflit entre les communautés francophone (catholique) et anglophone (protestante).

Cet homme de quarante-huit ans, au caractère entier, a dirigé ce paradis fiscal de 150 000 âmes d'une main de fer mais avec un sens politique certain. Il avait réussi à laisser sur la touche une opposition francophone affaiblie et divisée, et à contrer une présence française handicapée par les contrecoups de la situation en Nouvelle-Calédonie voisine. Plus d'un ambassadeur de France, expulsé sans ménagement par M. Lini, en aura fait les frais.

Après avoir assuré l'unité d'un congrès de tribus, le congrès du VAP courtait brutalement M. Lini de la direction d'un mouvement qu'il avait fondé en 1972 — avec M. Kalpokas, entre autres — au profit de MM. Kalpokas, élu président, et Abil, vice-président.

La voie du pouvoir était ouverte à M. Kalpokas, connu pour ses positions plus modérées, et qui s'était rendu à Paris récemment pour tenter de donner de nouvelles bases aux relations avec l'ancien ne puissance de tutelle.

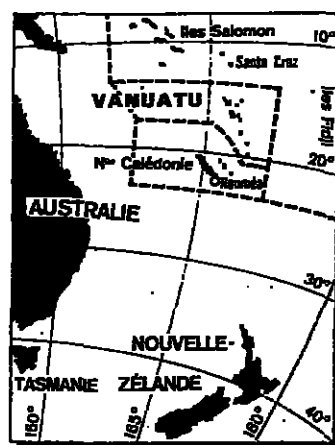
PATRICE DE BEER

Un remaniement fatal

Les choses avaient commencé de se dégrader au début de 1987 : M. Lini, frappé par une attaque qui l'avait laissé hémiplégique, avait dû se faire soigner longuement à l'étranger. Au début de l'année, il a été victime d'une crise cardiaque. Diminué, il avait été confronté à la révolte de celui qui avait longtemps été son bras droit, M. Barak Sopé, qui, au lendemain des élections de 1987 — remportées de justesse par le VAP avec 47 % des voix —, s'était proclamé premier ministre avant de faire défection et d'organiser la dissidence.

M. Sopé avait été arrêté fin 1988 en même temps qu'un des chefs de l'opposition francophone, M. Maxime Carlot, et le chef de l'Etat, M. George Sokomanu, qui avait dissous le Parlement et l'avait nommé à la tête d'un gouvernement intérimaire. Malgré ce succès, le pouvoir de M. Lini n'a cessé depuis lors de se déliter. Méfiant, isolé, il s'est livré à de multiples remaniements ministériels, révoquant quatorze membres de son gouvernement en onze mois.

Le dernier remaniement lui aura



été fatal : il s'était débarrassé en juillet dernier de son ministre des affaires étrangères et ancien ministre de l'éducation, M. Kalpokas, et de celui de l'intérieur, M. Iolu Abil. Quelques jours plus tard, le congrès du VAP courtait brutalement M. Lini de la direction d'un mouvement qu'il avait fondé en 1972 — avec M. Kalpokas, entre autres — au profit de MM. Kalpokas, élu président, et Abil, vice-président.

La voie du pouvoir était ouverte à M. Kalpokas, connu pour ses positions plus modérées, et qui s'était rendu à Paris récemment pour tenter de donner de nouvelles bases aux relations avec l'ancien ne puissance de tutelle.

PATRICE DE BEER

UNE CHARTE POUR L'EUROPE
L'UTOPIE
DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".
TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'Instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIR : 250 F. franco.
Béguins Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462 61 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél. 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

هكذا في الأصل